

NB73 novembre  
2009 - 4,60€ - 7 FS

écologie alternatives non-violence

# Silence



**Climat**  
éduisons les inégalités !

**Osons le vélo !**  
Pignon sur rue

# Le consensus, source d'émancipation ?

# 3

Éco2le

## questions à...

**Bernard Legros,**

co-auteur du livre *L'enseignement face à l'urgence écologique* (éd. Aden)

**Silence : Vous faites le constat que l'enseignement scolaire est en retard sur les questions environnementales, sur quoi vous appuyez-vous pour affirmer cela ?**

En organisant, depuis quelques années, « l'éducation au développement durable » (EDD) en France ou « l'éducation relative à l'environnement » (ErE) en Belgique francophone, la majorité des acteurs de l'enseignement n'ont pas l'impression d'être « en retard », ils pensent au contraire avoir trouvé la panacée, la vraie solution, en surfant sur une tendance lourde, totalement acceptée et intégrée par les États et les multinationales, y compris les plus saccageuses de la nature : le « développement durable », nom présentable du capitalisme « vert ». Jean-Noël Delplanque et moi-même avons étudié divers documents rédigés par des fonctionnaires de l'éducation et des chercheurs en pédagogie, provenant de France, de Belgique et du Québec. Partout on jargonne en occultant un aspect pourtant fondamental du problème : la dépolitisation des questions écologiques, mise en œuvre par les thuriféraires du

« développement durable ». Comme toujours, l'École reflète ce qui se passe au-dehors, à savoir le déni du pan de la réalité qui vient remettre en question l'ordre néolibéral établi. Notre essai aborde donc la problématique en dehors du consensus balisé par l'EDD, en remettant la nécessaire prise de conscience écologique chez les élèves en perspective avec la philosophie politique et l'histoire de la modernité.

**Quelles seraient les pistes à suivre pour que l'enseignement soit plus en lien avec les problèmes écologiques et sociaux actuels ainsi que ceux que l'on pressent pour demain ?**

Avec l'EDD, on est loin du compte, car il ne suffira pas de susciter des « petits gestes pour l'environnement » ou, pire, de faire croire que l'on peut simplement « gérer » l'environnement pour le « sauver », alors qu'il n'a pas besoin de nous pour être, mais bien l'inverse. Le philosophe Paul Gimeno donnait à cette tendance le nom d'« écotéchnicisme », idée selon laquelle la technoscience pourrait, à elle seule, apporter la solution à la catastrophe écologique et sociale en cours. Ce qui est requis est un travail philosophique pour repenser nos rapports avec la nature et avec le macro-système technique, soit tenter de concilier biosphère, biosphère et technosphère, un défi pour le moins immense, que nous ne sommes pas sûrs d'être en mesure de relever. Bien sûr, on ne peut pas affirmer que les recettes de l'EDD soient parfaitement inutiles, car elles permettent au moins de rentrer dans la logique de l'attention et du soin, ce qui n'est déjà pas si mal. Mais, par exemple, trier ses déchets sans « décoloniser son imaginaire », selon l'expression de Serge Latouche, reviendra, au bout du compte, à pisser dans un violon. Il faudrait de toute urgence faire l'inventaire, avec les élèves, des représentations collectives qui ont



Le mois de Lasserpe



## quoi de neuf ?

### Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Une étude récente indique qu'aux États-Unis, la moitié des cadeaux sont redonnés, et 10% sont revendus. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 euros, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé d'un an. Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres vers le 20 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le 1<sup>er</sup> décembre.

### Y a pas qu'internet dans la vie !

De plus en plus de nos informations renvoient à une adresse internet. Ce n'est pas une volonté de notre part. Bien au contraire. Nous demandons aux groupes qui fonctionnent ainsi de bien vouloir nous joindre une adresse postale. Nous leur rappelons qu'une grande partie des gens n'ont pas pour habitude de correspondre par internet ou n'y ont pas accès.

### Explorons les alternatives

*Silence* aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous

nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Si cela vous intéresse, n'hésitez pas à contacter la rédaction pour en savoir plus, les lundis et mercredis au 04 78 39 55 33.

### Avis aux dépositaires

Vous êtes nombreux parmi ceux qui nous diffusent à organiser des soirées-débats ou d'autres événements. Nos pages *Agenda* vous sont ouvertes... en respectant les délais (2 mois environ). Vous pouvez pour cela nous envoyer les informations sur le même courriel que celui que vous utilisez pour le retour des ventes.

### Essonne - Val-de-Marne

Le numéro d'été 2010 sera consacré aux alternatives dans ces deux départements. Les reportages seront faits en février 2010. C'est donc le moment de nous signaler ce que vous connaissez dans ces deux départements. Vous pouvez nous envoyer adresses, présentations, adresses internet... Merci d'avance.

modèle notre accès au réel depuis au moins trois siècles, et qui fonctionnent comme autant d'axiomes impensés, autant de repères – bénéfiques ou non – pour l'action. Ainsi, une question importante à se poser avec les élèves serait : comment en sommes-nous arrivés là ? Puis : que faire, maintenant ? Nous prônons aussi l'approche « catastrophiste éclairée », telle qu'elle a été théorisée par Jean-Pierre Dupuy. Elle est transposable à l'École. L'heure est grave, il faut le dire aux élèves, mais en évitant surtout le fatalisme, qui bloquerait toute envie de passer à l'action. L'exercice n'est pas facile, mais avons-nous vraiment le choix ?

### Quels moyens peut avoir le citoyen, l'enseignant, pour favoriser cette évolution sachant qu'il faut s'attendre à une résistance du système dominant ?

Tant que les citoyens et les enseignants resteront eux-mêmes prisonniers de leurs routines consuméristes et de leur mode de vie petit-bourgeois — qui sont en contradiction avec l'exigence écologique, rappelons-le — on ne risque pas de marquer des points. Contrairement à une idée de plus en plus répandue, il ne revient pas aux jeunes générations d'éduquer leurs parents à une meilleure conscientisation des enjeux planétaires. C'est à ceux-ci de faire d'abord le boulot ! Les enseignants ont encore la possibilité, s'ils le désirent, de tirer profit de leur relative liberté de parole pour bousculer chez leurs élèves le consensus ambiant sur l'inévitabilité du cycle production-consommation. N'ayant plus à attendre d'hypothétiques « bonnes réformes » venant de l'autorité publique, nous les invitons à prendre le taureau par les cornes, en toute conscience, car l'enseignement appartient d'abord à ceux qui le dispensent en classe et secondairement à ceux qui le pilotent tant bien que mal depuis les cabinets ministériels. Ne perdons pas non plus de temps : aujourd'hui, en Belgique, les enseignants sont toujours visités par des inspecteurs du ministère ; au Royaume-Uni, l'inspection des écoles primaires est soustraite à des boîtes privées depuis 1993... ■



### Besançon Démarrage d'un groupe local

Martine Lionnet cherche à monter un groupe local de *S!lence*. Si vous êtes intéressé-e-s, merci de la contacter au 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables) ou lui écrire La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte.

### Groupes locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des

débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

- Voici les groupes locaux qui existent déjà.
- **Lyon.** Patrick, [patrick.silence@orange.fr](mailto:patrick.silence@orange.fr) ou Clémence, tél. : 04 78 28 07 83.
  - **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, [zazu@neuf.fr](mailto:zazu@neuf.fr).
  - **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marettte, 63290 Paslières, [pineau.jeanmarc@wanadoo.fr](mailto:pineau.jeanmarc@wanadoo.fr).
  - **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
  - **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, [obarm@laposte.net](mailto:obarm@laposte.net), tél. : 06 84 51 26 30.
  - **Bretagne-Centre.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

# SOMMAIRE

## édito / dossier du mois

**Le consensus, source d'émancipation** 4 à 19

## climat

**Contre l'augmentation des températures, réduisons les inégalités !**

de Christian David 32

## osons le vélo !

**Pignon sur rue, un carrefour cyclable**

de Benjamin Gauducheau 36

## bidoche

**L'élevage industriel tue aussi l'âme humaine**

de Fabrice Nicolino 39

## société

**Le mystère de "l'identité nationale" (ou la patrie en danger)**

de Pascal Pragnère et Liem-Khê Luquern 40

**AlterTour 2009** 48

brèves	20 décroissance	26 paix
	20 alternatives	26 nucléaire
	22 ogm	27 énergie
	23 environnement	28 éducation
	23 climat	28 nord/sud
	24 politique	29 agenda
	24 femmes	31 annonces
	25 santé	43 courrier
	25 société	44 livres

## Venez nous voir les 12 et 13 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **12 et 13 novembre, 10 et 11 décembre, 21 et 22 janvier...**



Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h les samedis 21 novembre** (pour le numéro de janvier), **19 décembre** (pour le numéro de février), **30 janvier** (pour le numéro de mars)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **30 septembre 2009**.

# Éditorial

## Faire sens ensemble

**L**e consensus rejoint à la fois l'écologie, la non-violence et les alternatives. Philosophie, méthode de discussion et de prise de décision qui cherche à être non-violente et démocratique, il constitue également une sorte d' "écologie du vivre ensemble" en proposant une alternative tant aux formes de hiérarchie brute qu'aux processus de dominations informelles dans le groupe.

On confond souvent le consensus avec l'unanimité dans un groupe, on l'utilise aussi parfois pour désigner le résultat, souvent décevant, de négociations entre des parties opposées. Le dossier qui suit montre qu'il n'en est rien, et propose du consensus une vision à la fois pratique et philosophique qui cherche à en montrer le caractère émancipateur... et finalement méconnu. Il faudrait sans doute parler des consensus au pluriel, tant une diversité de pratiques est possible.

Voilà une pratique qui n'a pas fini de nous interroger : dans quelle mesure le consensus peut-il être utilisé à une échelle plus large, sociétale et politique ? Qu'en est-il quand on passe d'un groupe à un réseau, à une société ?

Son rapport au temps nous interroge également : est-il adapté à des situations d'urgence, et comment ? Il aura en effet fallu une bonne année pour aboutir à ce dossier. Une année où le groupe qui le coordonne a travaillé selon les méthodes du consensus proposées ici, une année jalonnée de multiples réunions, d'allers et retours nombreux... Puis la rédaction de Silence a longuement dialogué à son tour avec ce groupe pour aboutir à ce dossier. Si bien que ce n'est rien moins qu'une septième version que vous allez lire ! Mais si l'on en croit le proverbe qui dit que "Mieux vaut tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler", alors le consensus est-il peut-être une forme de sagesse collective ? A l'opposé de la course à la vitesse et à l'efficacité technique qui caractérise notre société.

Il n'empêche, vivement un dossier sur la dictature, je pourrai enfin dire ce que j'ai envie sans qu'on m'embête avec ces histoires !

Guillaume Gamblin ■

<b>L</b>	<b>La prise de décision à Oxalis, une coopérative d'activités</b>	<b>5</b>
<b>E</b>	<b>Le consensus en tant que transformation pour prendre des décisions de manière collective</b>	<b>7</b>
<b>S</b>	<b>Le faire-consensus comme processus d'émancipation</b>	<b>11</b>
<b>S</b>	<b>Coop-sensus</b>	<b>13</b>
	<b>Consensus de Gaillac</b>	<b>13</b>
<b>O</b>	<b>Une proposition de méthode par étape</b>	<b>17</b>
<b>D</b>	<b>Consensus vs négociation</b>	<b>19</b>

Cartons de couleur - Oxalis

Didier Darrigand

Arbre à palabres en Ethiopie

Phlammelle

Poignée de mains... collective

D.R.

Labyrinthe symbolisant le processus de prise de décision

D.R.

**B**ien sûr, il arrive que le travail collectif pose des difficultés, que ce soit par ennui, à cause de conflits stériles ou d'enjeux politiques majeurs. Pourtant faire vivre les mouvements associatifs, les expériences collectives, agir par le bas, par les gens eux-mêmes, est si important. Il s'agit ici de comprendre tout le plaisir et la force de construire ensemble.

Mais il s'agit d'encore plus que cela. Il s'agit d'envisager une nouvelle approche critique, une nouvelle philosophie politique, de nou-

velles approches évolutives reposant sur l'engagement à travailler ensemble et sur une vision plus large de la société, et la prise en compte des conflits comme éléments moteurs d'une transformation. Nous présentons ici différentes approches et expériences autour d'un consensus évolutif, dynamique rejetant totalement cette interprétation du consensus en tant qu'objet statique, "mou", alliant reniement des conflits et accord sans processus.

## LE CONSENSUS, SOURCE D'ÉMANCIPATION ?

# La prise de décision à Oxalis, une coopérative d'activités

▲ Réunion d'une commission thématique

**Oxalis est une coopérative d'activités (SCOP-SA). Elle a son siège en Savoie, à Bellecombe-en-Bauges, mais dispose d'antennes ailleurs en France<sup>1</sup>. Elle compte environ 160 coopérateurs. Toutes les décisions, dans les différentes instances d'Oxalis, sont prises au consensus.**

**C**HOIX DU CONSENSUS EST UNE CONSÉQUENCE DIRECTE DU CHOIX DE SE CONSTITUER EN société coopérative : la personne étant au cœur du projet coopératif, il est essentiel que chacun(e) ait sa place, et puisse participer aux processus de décision sur les orientations et préoccupations de la SCOP. Le vote "traditionnel" (qui vote "oui", qui vote "non", qui "s'abstient"), n'est pas utilisé à Oxalis car il induit une vision binaire.

### Le consensus comme processus

Le moment de la prise de décision n'est en fait que l'aboutissement d'un processus comprenant différentes étapes : information, appropriation de l'information, *brainstorming* pour faire émerger les idées, réflexion et discussion, formalisation de la décision, et enfin validation de la décision (ou report, si les choses ne sont pas mûres)...

La discussion porte d'abord sur le fond, ensuite sur la forme. En grands groupes, lors des séminaires notamment, les décisions prises sont des décisions de principe, peu formalisées. Le groupe confie chaque décision à l'instance (groupe projet, comité de direction, conseil d'administration...) qui sera chargée de l'appliquer ; c'est elle qui en précisera le contenu opérationnel.

Si le consensus ne peut pas être atteint, c'est simple : les décisions ne sont pas prises... Mais en général, il est quasiment toujours possible d'arriver à un consensus et de prendre une décision, même si cela prend du temps, et même lorsque le débat présente au départ des positions contradictoires.

Dans le cas où une décision ne bénéficie pas d'un accord complet, il demeure possible de la prendre quand même, moyennant certaines dispositions suspensives (par exemple, on peut limiter

### ■ Dossier coordonné par François Schneider

Ce dossier est le résultat de nombreuses discussions participatives. Merci à Bertille, Gérald, Didier, Fabien, Guillaume G., Mimmo, Michel B., François Gillet.

Avec des contributions de Simon, Bertrand Bozec, et Guillaume Debout.

<sup>1</sup>. Pour plus de détails, voir *Silence* n° 364



Marie Clém's

▲ L'ancienne ferme aménagée en nombreux bureaux permet l'accueil de nombreux coopérateurs.

■ **Oxalis SCOP,**

73340 Bellecombe-en-Bauge,  
tél. : 04 79 63 31 11

▼ Les cartons de couleurs (voir la version... couleur en page 4)

l'application de la décision dans le temps, ou prévoir explicitement de la réexaminer plus tard, après en avoir observé et mesuré les résultats).

Que fait-on des absents ?

Deux principes s'appliquent : les présents décident, et les décisions s'appliquent aux absents. Ces principes sont exposés dès le départ aux nouveaux coopérateurs, qui doivent les accepter. En cas d'absence, une personne a toujours la possibilité d'exprimer son avis et d'alimenter le débat par le biais d'un courrier électronique ou postal.

Aspects techniques

Le déroulement des réunions, et notamment du séminaire décisionnel, fait déjà appel à différentes techniques de gestion de groupe. Sont notamment mis en place des rôles comme :

- animateur de la réunion (chargé(e) notamment d'introduire la séquence, de gérer les prises de parole et le temps, de maintenir le débat dans le sujet, etc.)



Didier Daerigand

- garant (chargé(e) de veiller notamment à la cohérence des échanges avec les valeurs du groupe, au respect des principes de la démocratie participative, ou à la légitimité du groupe pour prendre certaines décisions)
- secrétaire (chargé(e) de synthétiser par écrit les expressions des différentes personnes)
- rapporteur (chargé(e) notamment de retransmettre au grand groupe le travail d'un sous-groupe)

Ces différentes tâches ne s'improvisent pas : elles nécessitent une bonne connaissance du sujet, une certaine ancienneté dans la coopérative et certaines qualités. Oxalis organise une formation en interne (gratuite) pour l'apprentissage des ces fonctions. Les "nouveaux" sont également parrainés par des personnes ayant l'habitude d'exercer ces rôles. Bien sûr, tout cela s'apprend aussi "sur le tas"...

En ce qui concerne le processus de prise de décision en tant que tel, on emploie à Oxalis une méthode inventée par la coopérative, fondée sur des cartons de couleur qui expriment la position de chaque personne (ci-dessous : version en vigueur en février 2009) :

- **Vert** : je me sens bien avec cette proposition [*"je me sens bien avec cette proposition telle qu'elle est exprimée"*]
- **Bleu** : je n'ai pas d'opinion particulière sur l'instant mais je suis d'accord pour laisser adopter cette proposition [*"je n'ai pas d'opinion particulière, en réflexion sur le sujet, j'ai besoin de plus de temps et d'information mais sans blocage sur la proposition. Je me sens bien avec l'idée de laisser le groupe avancer sur ce point"*]
- **Jaune** : j'aimerais avoir plus d'explications [*"j'ai besoin d'éclaircissement, de précision sur une partie de la proposition ou un point lié, sur un aspect technique ou politique. Les explications données ne sont pas suffisantes pour bien saisir tous les enjeux de la décision à prendre"*]
- **Violet** : j'émet des réserves et suis prêt à soumettre une autre formulation [*"j'émet des réserves sur la proposition telle qu'elle est rédigée actuellement et je suis prêt à soumettre une autre formulation au groupe"*]
- **Rouge** : je ne suis pas en phase sur le fond, je ressens le besoin de modification [*"je ne suis pas en phase avec la proposition sur le fond, j'ai besoin d'en débattre et de modifier la proposition"*]

Les cartons sont posés en permanence devant chaque participant, donnant ainsi la coloration du groupe. Cette coloration évolue au fil des échanges, des éclaircissements apportés, et des reformulations. La décision est prise lorsque tous les cartons sont verts ou bleus.

Oxalis aimerait bien créer un réseau des pratiquants des méthodes de la démocratie participative et des prises de décision au consensus.

Guillaume Debout ■

Rencontre avec Jean-Luc Chautagnat,  
directeur général de la SCOP

▼ Cercle de consensus lors d'une réunion païenne dans le Sussex (GB) en septembre 2007 : il existe une forte pratique du consensus dans les milieux spirituels.



# Le consensus en tant que transformation pour prendre des décisions

## de manière collective

**Nous touchons ici à un sujet qui restera toujours brûlant : comment prendre des décisions de manière collective, mais aussi faire face à ceux qui veulent garder leurs pouvoirs ?**

**P**OUR CERTAINS, LE CONSENSUS NE VEUT DIRE QU' "ÊTRE D'ACCORD". CE N'EST PAS LA DÉFINITION que nous adoptons ici. Avez-vous déjà vu une construction qui n'était pas construite, ou une sculpture qui ne serait pas sculptée ? Pourtant, certains ne semblent pas avoir de problème à parler de consensus sans y inclure le processus pour y parvenir. Or ce processus ne peut être que hautement participatif. S'il n'y a pas eu écoute, s'il n'y a pas eu partage de toutes les informations, s'il n'y a pas eu de temps de réflexion, si les conflits n'ont pas été débutsqués et les antagonismes abordés, dire que nous sommes "d'accord" ne signifie rien. Le consensus ne décrit pas un état de fait, il décrit deux choses :

- un objectif inatteignable d'accord total face à un problème donné dans une situation donnée. On peut parfois considérer que nous sommes assez proches de l'objectif pour parler de consensus, mais cet état est forcément relatif, en liens avec les règles que nous nous étions fixées, et est forcément transitoire, comme toute activité mettant en jeu un groupe d'humain dans son environnement.
- il décrit surtout un processus évolutif, une transformation vers cet objectif. Et le problème des transformations, des processus évolutifs est qu'ils risquent de toucher au pouvoir en place, pire que cela : ils risquent de ne donner de légitimité du pouvoir à personne, même pas aux prétendants !

Ainsi nous ne nous entendons pas sur la question de la démocratie. Pour André Bellon<sup>1</sup> par exemple, la démocratie ne serait pas une "une méthode pour exprimer le consensus mais une méthode pour trancher les dissensions". Quand on voit une telle incompréhension on se dit qu'il fau-

drait mieux changer de mot (devrions-nous parler de faire-consensus, coop-sensus, décision participative... ?).

Nous n'avons pas la même définition. Pour nous le conflit est indispensable dans le processus de consensus, c'est même "le carburant à mettre dans le 'moteur' du consensus pour avancer".

Il n'y a pas une "méthode" au consensus, il y a de nombreuses méthodes, il y a surtout une philosophie, une démarche sans lesquelles ces méthodes ne valent rien. Il s'agit ni plus ni moins de construire ensemble et pour cela d'être prêt à se remettre en cause en étant à l'écoute de soi, des autres, des conflits en somme (des conflits ouverts, parfois violents, mais aussi de toutes sortes de petits ou grands conflits dont nous n'entendrions pas parler si nous n'y prêtions l'oreille).

### Démocratie et processus de consensus

La démocratie est un objectif qui n'est jamais atteint. Elle est définie par sa racine (grecque) signifiant pouvoir (-cratie) par le peuple (demo-), et le peuple, c'est tout le monde, ce n'est pas une frange de la population au pouvoir.

Or quand les décisions sont prises par un gouvernement, par des décideurs élus, une bien humble participation nous est demandée : mettre un bulletin dans l'urne contenant le nom de celui qui prendra la décision. Bien sûr, c'est mieux que rien, et c'est déjà beaucoup, on n'a pas fait mieux à une telle ampleur, c'est une démocratie indirecte, mais ce n'est pas une participation du peuple aux décisions. Lorsque les décisions sont prises par une minorité, ce qui est le plus souvent le cas dans nos démocraties, une majorité devra se soumettre

1. André Bellon, Pas de démocratie sans conflit, *Le Monde Diplomatique*, Juin 2009.

# Le consensus, source d'émancipation ?



▲ Journée de la bagarre de polochons au Brésil chaque année, le 4 avril.



▲ Journée de la bagarre de polochons au Brésil : journée organisée sur le thème du conflit pour faire se rencontrer les adhérents du réseau d'hébergement solidaire Couchsurfing.

à une décision donnée, ce n'est pas le pouvoir du peuple. Mais même quand, dans un groupe, une décision est automatiquement prise par un vote à la majorité, il y a encore une minorité qui ne prend pas part à la décision.

Dans nos "démocraties" de nombreux domaines sont exclus des débats. Nous ne décidons pas de manière démocratique dans le domaine économique. Qui décide ce qu'on produit, combien on produit, comment on produit,

comment on partage ? Ce sont les "acteurs économiques" soumis aux lois du marché et certainement pas le peuple. Nous ne délibérons pas sur les limites de l'environnement : les questions écologiques ne sont pas non plus posées dans nos démocraties. Nous ne décidons pas non plus de manière démocratique, au travail, dans le milieu éducatif, dans la famille, dans les centres culturels : notre démocratie n'est ainsi pas non plus sociale (Takis Fotopoulos<sup>2</sup>).

L'exclusion de nombreux domaines fondamentaux et les prises de décision par une partie seulement de la population entraîne la domination d'un groupe sur les autres, ce qui rend impossible le développement d'une démarche constructive, collective, où l'on cherche ensemble une solution plutôt que de résoudre les antagonismes par la lutte pour savoir qui va imposer sa solution. Il faut dépasser les conflits. Nous savons qu'il en apparaîtra toujours de nouveaux qui serviront de source d'inspiration pour construire des propositions collectives. Par contre les antagonismes sont à remettre en cause. L'antagonisme est ce jeu de chaises musicales où il y a forcément des gagnants et des perdants. Lorsqu'une bonne partie de la population est exclue des prises de décision, il y a peu de chances que l'on remette en cause des données structurelles et les objectifs que l'on s'est donné qui sont à la base de l'antagonisme. Dans le cas de ce jeu de chaises musicales, il s'agira de remettre en cause le nombre de chaises et le type de chaises, le fait qu'il n'y en ait pas pour tout le monde, le fait qu'on puisse les partager ou pas, le fait même qu'il faille s'asseoir... Si une large part de la population est exclue des processus de décision, il y a peu de chance que l'on décide d'imposer des limites aux dominants qui sont aussi ceux qui décident ; il y a peu de chance que l'on accepte des

2. Vers une démocratie générale, Takis Fotopoulos, 250 p. Seuil, 2002.

limites aux capacités productives, aux heures de travail, à l'accaparement des ressources, de façon à permettre à chacun d'avoir sa part. Il y a peu de chance que l'on choisisse la décroissance de façon à laisser une place à chacun-e. Face aux antagonismes, il y a le plus souvent révolte, conflit violent ou la négociation pour tenter de changer le rapport de force. C'est mieux que la soumission ou l'apathie. C'est parfois nécessaire, mais c'est aussi admettre que nous ne pouvons à ce stade remettre en cause les structures de non-coopération, et leur raison d'existence, ayant causé ces antagonismes. Et il y a de grands dangers que la nouvelle force si elle prend le dessus défende à nouveau sa place exclusive au soleil surtout si elle a impliqué pour son succès des stratégies d'alliance : il faut bien remercier ceux qui ont aidé.

Des événements ou des pouvoirs forts même bien intentionnés ne pourront convaincre durablement et profondément une population de vouloir donner une place à chacun. Le développement de démocraties participatives et directes à même de porter des transformations structurelles et de stratégies, ne pourra venir que d'un changement culturel qui s'acquière par la pratique d'autres formes de décisions, fondamentalement participatives.

Remettre en cause des modes de décision basés sur la lutte et la compétition, implique d'identifier des voies d'organisation de la société plus horizontales comme l'on fait Murray Bookchin<sup>3</sup> (municipalisme libertaire), Takis Foutopoulos (démocratie inclusive ou générale) ou Michael Albert<sup>4</sup> (économie participative) voire P.M.<sup>5</sup> (Bolo-Bolo). Mais aussi il s'agit d'identifier comment les prises de décisions à tous les niveaux et de manière très concrètes se prennent de manière participative. Quand nous parlons de démocratie participative, il ne s'agit pas simplement de contribution aux discussions, mais bien de décisions aussi prises de manière participative et collectives.

De fait nous partons ici du point de vue que le problème de la démocratie n'est pas un problème "technique". Mais plus un problème de philosophie et d'intégration d'une nouvelle culture et que celle-ci se pratique. Les macrostructures sont le reflet des pratiques locales et inversement. Nous abordons ici le problème "d'en bas".

Ceci ouvre la voie sur les méthodes de décision au consensus. Et le milieu associatif est tout indiqué pour initier ces pratiques.

## Le processus de consensus : une évolution participative

Au sens classique, que nous adoptons ici, le consensus est la recherche de sens (-sensus) ensemble (con- = avec, c'est à dire impliquant tous ceux qui ont affectés) pour discuter certains problèmes, mais surtout pour prendre des décisions. C'est aussi prendre une nouvelle direction (sens) où toutes les individualités sont reconnues (ce qui peut, et c'est la difficulté, impliquer des changements d'identité liées à la remise en cause de stratégies inadaptées). C'est un processus de transformation d'une proposition pour arriver à une décision qui sied au groupe. En théorie chaque



▲ Discussion dans un café parisien à porpos de la guerre



▲ Querelle au congrès des États-Unis

problème correspond à un groupe différent, car il inclue toutes les personnes affectées par une décision. Et c'est un travail car le processus de consensus n'est pas "naturel", tout simplement parce que notre culture moderne n'intègre pas une telle démarche.

3. Murray Bookchin, Pour un municipalisme libertaire, Atelier de création libertaire, 2003
4. Michael Albert, Après le capitalisme, Éléments d'économie participative, Agone, coll. "Contre-feux", 2003
5. P.M. Bolo-Bolo 1983-1998, L'Éclat, ISBN 2-84162-0028-x, <http://www.lyber-eclat.net/lyber/bolo/bolo.html>

# LE CONSENSUS, SOURCE D'ÉMANCIPATION ?



▲ Arbre à palabre en Ethiopie : de nombreux peuples prennent des décisions autrement qu'avec le système du vote. L'arbre à palabre ou le baton de parole sont ainsi utilisés en Afrique.

Pour être complet, un processus de consensus devrait inclure :

- une analyse collective d'un problème et des personnes affectées qu'il faut impliquer
- le choix collectif cohérent de la ou des méthodes pour parvenir à la décision
- la formulation collective de propositions
- la collectivisation et le façonnage des propositions en intégrant les objections.
- la décision collective
- la mise en application des décisions
- une évaluation du processus

## Une dynamique de coopération

Le consensus développe une dynamique de coopération : à partir d'un problème et d'une proposition, toutes les objections, tous les conflits sont pris en compte, pour façonner une proposition collective, qui au lieu de rester une proposition individuelle devient une création collective qui s'améliore au fur et à mesure du processus de consensus, à force de débusquer de nouveaux conflits.

Ce processus de "recherche collective de sens" implique :

- une compréhension, une résolution (de manière non-violente bien sûr) des conflits en allant à la recherche des motivations profondes derrière les actions, à l'écoute du sens profond de l'action des personnes concernées.
- la mise en jeu de l'intelligence collective (impliquant plus de personnes et basées sur les interactions créatrices entre personnes)
- la volonté et l'engagement d'un groupe tout entier
- une intégration, une mise à contribution de tous ceux qui sont affectés par le problème ou sa solution

- au sein d'un groupe donné : une définition des objectifs communs et des principes fondateurs.

Un tel processus de recherche est rendu difficile par :

- le manque d'expérience
- le nombre de personnes
- le manque de temps et de ressources.
- mais aussi par l'existence d'autres interprétations du mot consensus, dont l'utilisation pour le moins ironique du terme pour signifier son inverse.

L'unanimité, si elle correspond au souhait du groupe, n'intervient qu'à la dernière étape du consensus. Mais il est possible d'utiliser le vote, s'il y a accord sur cette procédure (surtout pour des discussions comme la couleur de la grange ou toutes les décisions basées sur les goûts et les couleurs, car ils ne se discutent pas dit-on). On peut aussi, au consensus, arriver à l'accord qu'un groupe ou un individu donné prenne la décision tout seul (quand la décision désintéresse une partie du groupe ou un individu). Dans certains cas, aussi, certaines personnes peuvent décider de se mettre à l'écart pour ne pas bloquer la décision. Le processus de consensus, au contraire de la recherche d'unanimité, est anti-conservateur, car le status quo est à chaque fois remis en cause pour prendre en compte toutes les objections.

François Schneider ■



▲ Querelle amicale ou recherche de consensus ?



# Le faire-consensus comme processus d'émancipation

**Dans le sens commun, le consensus évoque un compromis, un nivellement des divergences ; il porte la soumission à l'ordre établi au travers d'un statu quo vécu par chacun-e comme indépassable. Si le processus de prise de décision au consensus peut être le point de départ d'une émancipation collective et individuelle, il faudra éviter qu'une conception du consensus comme compromis, que nous appellerons le consensus mou, ne neutralise la portée subversive du faire-consensus.**

▲ Montage illustrant un article sur le consensus paru sur internet.

**D**ANS SA FORME EXPLICITE, LE CONSENSUS MOU, COMME CONSENSUS DÉMOCRATIQUE, JUSTIFIE les dominations économiques et politiques. C'est au moyen de la soumission aux injonctions des experts (en marketing, en politique, dans les sciences et les techniques) que toutes les hiérarchies formelles sont soutenues. Cet assujettissement s'observe dans les structures verticales des entreprises et des bureaucraties d'Etat et dans les luttes de pouvoir caractéristiques des démocraties représentatives. Lorsque nous acceptons la logique capitaliste, nous acceptons la propriété privée et l'accumulation de richesses comme gain légitime de la participation à la compétition, à "la guerre de tous contre tous". La légitimité explicite de la propriété privée se lit notamment dans l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme de 1789. Dans la soumission à cet ordre économique et politique, le consensus mou explicite est le liant qui soude la pyramide capitaliste.

Les formes implicites de consensus mou sont les soumissions aux hiérarchies informelles communément admises telles : la domination masculine, celle des adultes sur les enfants, ainsi que celles dont sont victimes les étrangers-ères ou les plus démunis-es ... Ces soumissions traversent toute la société jusque dans ses sphères les plus privées. Sous ces aspects informels, le consensus mou est l'ensemble des tabous qui protège et maintient le statu quo.

Finalement, les formes explicites et implicites se confondent au café du commerce dans le consensus du : "moins mauvais des système", du : "on n'y peut rien", ou encore du "qui ne dit mot consent".

## Consensus mou et servitude volontaire

Doté du seul consensus mou omniprésent, l'individu atomisé porte en lui la domination et la servitude

# LE CONSENSUS, SOURCE D'ÉMANCIPATION ?

volontaire. Il participe à la hiérarchie et à la compétition en même temps qu'il la subit. Cette situation engendre quatre sentiments qui se nourrissent mutuellement : incommunication, impuissance, peur et dévalorisation de soi. Désarmé et isolé, l'individu ne trouve que la soumission aux normes (ou contre-normes) et aux structures de pouvoir (ou de contre-pouvoir) pour rester en vie dans ce monde délétère.



▲ Poignée de mains... collective

Le défi politique majeur aujourd'hui consiste à créer des communautés politiques capables de rompre ce cercle vicieux et d'initier des nouvelles formes du faire et vivre ensemble. Ce processus d'émancipation se réalise au travers de deux mouvements nécessairement simultanés :

- construire l'intelligence collective qui nous permet de comprendre et décrypter toujours mieux les manipulations, les normes et les évidences.
- créer les liens et les solidarités capables de faire reculer nos peurs et nos isolements. Il s'agit de se donner la puissance collective qui nous aidera à déjouer les manipulations ainsi qu'à refuser effectivement les hiérarchies, les normes et le consensus mou.

Ce que nous allons définir comme *faire-consensus* est une réponse qui nous semble nécessaire (mais pas suffisante) pour relever ce défi politique. La philosophie du *faire-consensus* comme trame de l'ouvrage commun, dessine les perspectives partagées par tous. La pratique du faire consensus comme moyen indissociable de sa fin, fait vivre l'intelligence et la puissance collective.

*Faire-consensus*, c'est trouver la meilleure décision adaptée à une situation et à un moment donnés, en construisant la volonté commune à partir de l'ensemble des singularités du groupe. Bien plus

qu'une méthode de prise de décision, le consensus est une éthique du faire ensemble dans l'attention à la diversité des membres du groupe et du milieu dans lequel il évolue. Parce que sans contradiction le groupe n'est rien qu'un malentendu, *faire-consensus* n'est pas éluder les divergences mais joindre nos forces.

Le *faire-consensus* s'élabore à partir des trois valeurs fondamentales suivantes :

- *L'horizontalité comme mode de fonctionnement collectif.* Choisir l'horizontalité, c'est choisir de multiplier les autonomies individuelles et collectives, responsables et cohérentes, pour s'émanciper des structures hiérarchiques aliénantes. Il s'agit de saper les formes explicites et implicites de domination, et de renforcer les synergies. Une synergie est coordination d'éléments complémentaires en vue d'allier les potentialités de chacun et de tous.
- *La coopération dans et par l'attention aux autres.* Vouloir coopérer, c'est désirer des rapports humains différents entre personnes, dans les groupes et entre groupes. A l'inverse de la compétition, c'est par l'écoute, la bienveillance, l'entraide et l'expression sincère des points de vue qu'une coopération fertile et constructive met en valeur toutes les singularités.
- *Le partage permet à chaque personne de contribuer par son expérience, son savoir et son énergie au devenir du groupe.* La communauté politique ainsi créée offre en retour une position commune sur laquelle chacun s'appuie dans et par l'action collective. C'est donc non seulement nos forces singulières que nous partageons mais aussi les fruits de la puissance collective ainsi générée.

Le consensus en tant que mode d'élaboration d'une communauté de sens n'est pas nouveau en soi. Mais nous pouvons aller plus loin en posant le *faire-consensus* comme l'un des dénominateurs communs préalable à la constitution d'un groupe (et non comme une technique). Parce que l'enjeu politique réside dès le départ dans la volonté de faire consensus, les sentiments d'urgence ou les désirs d'efficacité ne doivent pas prendre le pas sur l'éthique choisie. L'efficacité et la puissance d'un groupe sont des fruits de la prise en compte des idées, des émotions, des forces et faiblesse de chacun-e. Cette puissance se construit aussi à travers les liens forts et par le plaisir que la pratique du *faire-consensus* génère. La vitalité qui naît du plaisir est un remède à l'ennui et à la désertion des groupes.

Le *faire-consensus* répond au désir de transformation des rapports humains dans la pratique, l'expérimentation et la joie d'un faire-ensemble émancipant. Il constitue un point de rupture et d'ouverture des parois qui nous isolent les uns des autres.

Simon et Bertrand ■

# Consensus de Gaillac

**Ce qui est arrivé à Gaillac, pendant la rencontre des colporteurs de décroissance de début novembre 2006, est tout à fait particulier parce que les participant-e-s ont, je crois, senti les "forces du participatif". 70 personnes qui travaillent ensemble font beaucoup plus que 70 fois une personne qui présente aux autres alors que les autres écoutent...**



▲ Le grand cercle : réunion plénière

**S**OUVENT IL SE DIT QUE POUR FONCTIONNER AU CONSENSUS, IL FAUT AVOIR LES MÊMES idées et une grande expérience. Ces affirmations ont été totalement contredites. Cette rencontre réunissait des participants d'une diversité rare dans quelconque rencontre de la décroissance. Au niveau de l'expérience, les participant-e-s n'en avaient tout simplement pas, en fait uniquement des expériences de participation limitée. Si l'expérience de ces pratiques pouvait nous intimider au départ, après 1 jour – 1 jour et demi de pra-

tique, nous les avons complètement intégrées ; elles sont devenues une sorte de réflexe, et nous avons pris plaisir à les pratiquer. Il est vrai que des méthodes de consensus avaient déjà été initiées avec un certain succès lors de la marche de la décroissance entre Lyon et Magny-Cours. Or une grande partie des gens présents sont un peu devenus des colporteurs de cette philosophie, parce que ce qui s'est passé la manière dont cela s'est passé les a vraiment touchés.

## Coop-sensus

Il est assez d'époque de dire que la société ne vaut rien de bon, que les gens sont horribles, que l'on ne peut rien faire, qu'il vaut bien mieux plonger la tête dans le sable de l'individualisme ou du groupisme, pour ne plus voir parce qu'on ne croit plus en l'humain, et de trouver de nouvelles raisons de désespérer parce que les autres sont justement individualistes, groupistes, xénophobes, nationalistes et j'en passe.

Je défendrais au contraire qu'il existe potentiellement une joie énorme à œuvrer ensemble, à tenter de trouver une ou des réponses à la question de base des humains qui n'est pas seulement trouver comment survivre individuellement, à deux, au niveau de notre groupe, du pays, de notre planète, mais à tous ces niveaux en même temps, aussi loin que vont les liens qui existent entre nous.

Je prends le risque d'appeler cette démarche potentiellement jouissive, cette démarche qui consiste à chercher, comprendre, recevoir et donner un sens ensemble, le "coop-sensus". On aurait aussi bien pu lui donner le nom de "consensus", qui a la même étymologie, mais il fallait se distinguer de ce terme. Son sens ne demande qu'à être repêché dans les racines étymologiques romaines et germaniques, mais son usage habituel est trop éloigné, signifiant dans la réalité ce qu'on voulait justement réellement éviter<sup>1</sup>.

Restons donc pour l'instant avec le terme de coop-sensus. Ce terme part d'un présupposé très important, fondamental : que l'on puisse comprendre le sens derrière les actions de chacun-e, ouvrant la porte à la levée des antagonismes (mais pas des conflits), à la recherche de solutions collectives.

Cela implique tout d'abord de renoncer d'associer irrémédiablement les gens à leurs stratégies, leurs choix de vie, leurs liens avec la société. C'est fondamentalement différencier l'humain et le système économique qui l'entoure, c'est arrêter de juger les gens, en tentant de comprendre le sens de leurs us et coutumes, ou de leur innovations, mais aussi des siennes, pour ouvrir la porte à un changement, pour un monde dans lequel chacun puisse trouver sa place.

A chaque fois qu'un problème est abordé, il faudra se poser la question des personnes affectées, des personnes motivées. Le groupe de décision ne doit pas être fixe mais dépendant de chaque problème abordé. Il s'agit d'être en mesure de s'adapter aux niveaux de compréhension, d'organisation liés à chaque problème. Bien entendu ceci ne décrit pas la situation actuelle : d'un côté nous avons des lois formelles ou informelles qui prescrivent ce que doivent faire les individus alors que ces choix n'affectent pas les choix que peuvent faire les autres, d'un autre côté certaines questions impliquant toute la société ne sont discutées que par des groupes restreints...

Il s'agit d'imaginer et favoriser des rapports interindividuels permettant à des individus, des groupes de s'intégrer sans antagonisme dans des ensembles humains de plus en plus larges constituant une société. Construite de proche en proche par des chaînes d'individus consentants plutôt que l'œuvre d'un auteur unique, cette société correspondrait à une utopie réalisable (au sens de Yona Friedman<sup>1</sup>).

François Schneider ■

1. Yona Friedman, Utopies réalisables (1975), L'Éclat, Paris



▲ Initiation au consensus au cours d'un séjour en colonie.

La question est alors, mais comment cette démarche a-t-elle pu fonctionner ? Simplement nous avons été tous prêts à tenter l'expérience. On pourrait dire pour en choquer quelques-uns que nous avons été prêts à nous autodiscipliner. Bien sûr il s'agit là d'une discipline que l'on n'a acceptée en connaissance de cause pour laquelle tous les aspects et modalités pratiques de prise en charge par chacun ont été bien définis d'avance.

**“ La question est alors, mais comment cette démarche a-t-elle pu fonctionner ? Simplement nous avons été tous prêts à tenter l'expérience. ”**

La technique que nous avons adoptée est ici décrite. Elle donnait une grande place au travail en petits groupes qui fut très fructueux, aux rapports minutés (méthode des "entretiens de Bichat", voir plus loin) et l'usage intensif des signes et du partage des tâches.

## Une méthode en deux moments

La méthode proposée ici aborde le problème récurrent des débats peu fructueux en assemblée et de l'exclusion de certaines personnes plus timides en larges groupes en suggérant un recours important à la formation d'ateliers et met en avant certains rôles et l'utilisation de signaux manuels.

Deux phases prédominent :

La **plénière** (ou **assemblée**) : dans la méthode présentée, elle n'est pas un lieu pour les débats, mais a cinq fonctions :

- identifier les problèmes et thèmes de discussion pour les ateliers,
- diffuser les informations ou restituer la discussion issue des ateliers de manière claire, succincte et objective,

- faire de très simples amendements aux propositions issues des ateliers,
- valider ou pas de manière consensuelle (en utilisant des signes conventionnels) les propositions et les propositions amendées provenant des ateliers,
- renvoyer les ateliers au travail lorsqu'il n'y a pas consensus (ou lorsque le débat s'engage). Toute personne qui fait une objection s'engage à poursuivre l'amélioration de la proposition dans l'atelier concerné.

Les **ateliers** (de proposition ou de discussion) accueillent les débats de fond : on nomme un-e rapporteur-e qui rendra compte en plénière des propositions ou des discussions, clairement et simplement formulées par des entretiens de Bichat ou un système d'affichage sur tableau visible par tous. La méthode dite des "entretiens de Bichat" est inspirée de formations de masse de médecins dans l'hôpital du même nom. Le principe consiste à strictement minuter une présentation de quelques minutes et à donner un temps, minuté lui aussi, de questions/réponse. Cette méthode rend les présentations très dynamiques et motive à un effort de concision. Les ateliers sont ouverts à tous les participants intéressés ou concernés par les décisions à prendre ou les thèmes abordés.

## Etapas du consensus

- 1 - **Appel.** Le/la facilitat-eur/riche appelle à l'assemblée et aide à l'attribution des rôles.
- 2 - **Formation de l'assemblée.** Former un cercle pour que tout le monde puisse se voir (parfois sur plusieurs rangées). Le/la distribut-eur/riche de parole doit vraiment pouvoir voir tout le monde. Présenter si nécessaire la méthode de consensus. Certains aspects doivent parfois être ré-expliqués aux nouveaux venus comme les signes ou les rôles (des ateliers de formation sont parfois avisés).
- 3 - **Partage des informations issues des réunions précédentes.** Les informations utiles pour tou-te-s sont partagées le plus succinctement possible et une seule fois. Les tâches déjà identifiées sont partagées. Les ateliers précédents rapportent leur travail.
- 4 - **Définition des objectifs.** Les objectifs et le temps imparti sont définis. Pour chaque thème abordé avec l'aide du/de la facilitat-eur/riche les informations objectives sont partagées. A ce stade d'autres outils peuvent être choisis.
- 5 - **Choix des ateliers.** Des titres provisoires d'ateliers sont choisis par le/facilitat-eur/riche ou proposés, l'important étant simplement que les ateliers de proposition n'entrent pas en compétition sur les mêmes problématiques à résoudre. Leur objectif doit être modeste. Décider du temps dédié aux ateliers.
- 6 - **Formation des ateliers.** Formation de petits groupes autour de chaque question. 5 à 10 personnes par groupe, c'est idéal pour que tout le monde participe, il est judicieux de diviser les grands groupes, les très petits groupes ne sont pas un problème. Un lieu clairement défini est affecté à chaque question.
- 7 - **Travail des ateliers.** Dans chaque atelier, un-e rapporteur-r/se est nommé-e (et si nécessaire

un-e distribut-eur/rice de parole). Il/elle a pour mission de rapporter les résultats de l'atelier en plénière.

*Atelier de proposition* : cet atelier aboutit à une proposition à soumettre au consensus en plénière. Le/la rapporteur-r/se note les débats sur une feuille (ou autre médium), et de manière séparée et clairement identifiée la proposition sous forme de phrase-s non équivoque-s avec un titre cette fois définitif. A la fin du temps imparti cette proposition doit être lue en atelier puis en plénière (ou affichée). Si cet atelier n'aboutit pas à une formulation claire et consensuelle, il n'est de fait qu'un atelier de réflexion.

*Atelier de réflexion* : cet atelier développe une réflexion, un débat sur un thème donné sans qu'il n'y ait de décision à prendre. Il s'attachera à faire évoluer la prise de conscience collective en rendant compte en plénière des points d'accord et de désaccord, des réflexions évoquées, etc. Après une prise de notes au fil de la discussion, le/la rapporteur-r/se s'attachera à élaborer par écrit et de manière bien identifiée un compte rendu de la discussion bref et simple en quelques phrases, repérant les idées clés, les renversements et les contradictions. La restitution est faite en atelier avant d'être faite en plénière.

Une grande variété d'outils (tours de table, *brainstorming*, petits papiers, théâtre, jeux, pour/contre, échanges entre ateliers, redivisions...) sont utilisables en atelier.

- 8 - **Retour en assemblée.** Les participants des ateliers retournent en plénière à l'heure prévue. Le titre définitif, le nombre et les noms des participants de l'atelier (s'ils ne sont pas trop nombreux), la nature de l'atelier sont annoncés par chaque rapporteur-r/e.

*Atelier de proposition* : la proposition est lue par le/la rapporteur-e en plénière, et le/la facilitat-eur/rice aide à la précision de la formulation par le biais de quelques questions réponses qui n'ont que ce seul but et de la proposition de quelques amendements. Les propositions

amendées sont à nouveau soumises au consensus. Une seule proposition est faite sur chaque problème, l'assemblée n'est pas un lieu de choix entre plusieurs propositions. Les propositions des ateliers sont transformées en décision par adhésion consensuelle en plénière (utilisation des signes d'accord en agitant les mains). S'il n'y a pas consensus, et que les amende-

“ Une grande variété d'outils (tours de table, *brainstorming*, petits papiers, théâtre, jeux, pour/contre, échanges entre ateliers, redivisions...) sont utilisables en atelier. ”

ments commencent à susciter des débats, le/la facilitat-eur/rice s'attache à mettre en évidence les points délicats de façon à provoquer la proposition de nouveaux ateliers ou il propose un titre provisoire d'atelier. Le processus reprend. *Atelier de réflexion* : Le/la rapporteur-e fait la lecture du compte rendu sous la forme d'entretiens de Bichat (ou affichage), courte présentation avec une courte discussion de deux minutes pour faire préciser quelques points ou appeler à la formation d'autres ateliers.

D'autres outils de discussion/échange ou de décision adaptés au problème donné peuvent être choisis de manière consensuelle (théâtres, pour et contre, demande d'études, invitation d'experts intervenant uniquement sur le nœud du problème, décision à la majorité, affichage des propositions, buffets de travail, tirage au sort...).

A la dernière plénière, le thème de la prochaine réunion est identifié ainsi que le facilitat-eur/rice de la prochaine plénière, il/elle pourra préparer en avance des procédures possibles liées aux prochains problèmes à résoudre.

Un compte-rendu est réalisé à partir des documents fournis par les scriptes et les rapporteurs.



◀ Petit cercle pour chaque atelier.

D.R.

## Les différents rôles

### ► Facilitat-eur/rice (en plénière)

Il/elle a pour mission que l'assemblée atteigne ses objectifs dans le temps imparti, tout en restant inventif pour proposer le plus tôt possible la meilleure méthode. Appelant à la réunion, appelant à l'attribution des rôles et en lien constant avec eux et leur donnant la parole, il/elle facilite le processus de définition des objectifs/partage d'informations/discussion/proposition/décision ou renvoi en atelier mais n'intervient pas avec son opinion. Il est idéal qu'il/elle ne soit pas personnellement engagé-e dans les thèmes abordés. Il/elle résume les résultats, énonce les suggestions mais en restant très sobre en paroles.

Il/elle aide au processus de formation d'ateliers en suggérant parfois des thèmes provisoires d'ateliers (parfois suite à un atelier). Il/elle juge lorsque qu'un débat est trop engagé et propose la formation d'atelier sur les thèmes. Lorsque des ateliers sont proposés, il/elle aide à évaluer l'importance et la facilité des thèmes à aborder, et aide à repérer les thèmes proches afin de les regrouper et formuler des titres provisoires.

Il/elle donne la parole aux rapporteur-r/se-s. A chaque proposition venant des ateliers, récoltant le titre définitif, la proposition formulée sous forme de phrase claire et si nécessaire un condensé de l'argumentation, il/elle demande s'il y a consensus, puis intègre les amendements dans de nouvelles propositions soumises à consensus.



écoulé. Dans les ateliers, il/elle prévient de l'imminence de la fin du temps pour permettre une lecture du compte-rendu dans l'atelier, avant la restitution en plénière.

### ► Distribut-eur/rice de parole (à nommer en plénière et ateliers)

Seconde le-la facilitat-eur/rice ou le/la rapporteur-r/se en s'occupant exclusivement de distribuer la parole dans l'ordre des mains levées en principe, il/elle peut toutefois donner, ou non, la parole à une personne qui aura levé les deux index pour un éclaircissement bref.

### ► Scroteu-r/se de sensations (scrute plénière et ateliers)

S'attache à préserver une atmosphère sereine. Observe la manière dont les gens se parlent. Il/elle est notamment sensible aux comportements sexistes ou autres discriminations, et intervient dans la conversation si nécessaire. Il/elle observe que le consensus est réellement atteint en épiant de possibles dissensions non exprimées. Donne ses impressions après coup ou propose un mini-bilan socio-affectif.

### ► Intervenant-e expert-e (le cas échéant)

Intervient au milieu du débat, à propos et pour un temps un peu plus long. Il apporte quelques arguments puis se tait.

### ► Traduct-eur/rice (plénière et assemblée en cas de nécessité)

Traduit en direct pour un petit groupe ou en différé pour tout le monde

### ► Transmetteur (en ateliers)

Font des liens entre ateliers, leur rôle consiste à transmettre des infos entre ateliers et coordonner les ateliers sur des thèmes liés (et non pas simplement de visiter le plus grand nombre d'ateliers).

### ► Délégué-e-s (en plénière)

Ils vont et viennent d'autres assemblées avec le mandat précis d'une assemblée.

Tout le monde est responsable du bon déroulement du consensus et de l'atmosphère. Le/la facilitat-eur/rice et le/la scroteu-r/se de sensations peuvent aider mais ils n'enlèvent pas aux autres participants de la réunion la responsabilité de faire aboutir le consensus. L'expérience vient par la pratique, à terme chacun-e doit être capable de tenir un de ces rôles.

**“ L'expérience vient par la pratique, à terme chacun-e doit être capable de tenir un de ces rôles. ”**

### ► Rapporteur-r/se (en atelier)

Il/elle retranscrit les débats sur le cahier d'atelier, et de manière séparée et identifiée le titre définitif de l'atelier et la proposition ou le résumé des débats. Il/elle rapporte titre définitif, arguments clés et propositions finales en plénière.

### ► Scripte (plénière, en atelier le/la rapporteur-r/se fait office de scripte)

On distingue scripte-tableau, scripte-cahier et scripte-informatique qui peuvent tou-te-s travailler de pair. Le/la scripte-tableau classe les suggestions, inquiétudes et décisions consensuelles sur une affiche ou écran visible pour tout le monde. Les autres scriptes synthétisent la discussion par écrit ou sur un support informatique plus facilement partageable après la réunion. Ils notent les prénoms des personnes qui interviennent. Chacun-e par ses propres notes contribue aussi à la mémoire collective. Les scriptes signent leurs comptes-rendus, classent leurs écrits en indiquant lieux, titre, date et heure et les personnes derrière chaque rôle lors d'une plénière donnée.

### ► Gardien-ne du temps (il/elle minute la plénière et les ateliers)

Garde les yeux sur le temps, se sent responsable pour respecter le temps de discussion convenu. Il/elle annonce régulièrement le temps

## L'utilisation des signes

A utiliser systématiquement en plénière et parfois en ateliers, les signes sont utilisés par de nombreux groupes. Ils permettent de ne pas se couper la parole. Indispensables en plénière, leur usage est plus facultatif en petits ateliers. Les signes du consensus sont inspirés du langage des signes pour les sourds et muets.

**Deux index levés** : demande de parole pour pouvoir intervenir tout de suite, de façon à éclaircir un sujet en cours avant qu'il ne soit abandonné. L'intervention doit alors être très courte, et n'est pas nécessairement acceptée par le/la distributeur/rice de parole.

**T composé avec les deux mains** : problème technique, ne concerne pas les idées mais l'aménagement de l'espace de discussion. Donne priorité à la parole.

**Moulin des mains** : signifie que l'intervention traîne en longueur, qu'une chose a déjà été dite. Très utilisé par le/la gardien-ne du temps.

**Signe d'accord en agitant les mains en l'air** : ils permettent de repérer d'un regard le niveau de consensus qui se dégage au fur et à mesure que les propositions sont faites. Ils permettent d'éviter l'applaudimètre, et la répétition des idées.

**Index levé** : pour demander la parole, il permet de retarder une prise de décision et d'expliquer la raison de désaccords pour proposer des amendements et arriver à des consensus.

**Poing levé** : signifie "je quitte le projet ou la réunion si mon opinion n'est pas prise en compte". Le poing levé ou block doit bien sûr être utilisé avec grande modération : il est bien plus utile d'expliquer le problème et de proposer des solutions. Il impose à la personne qui bloque de participer à l'atelier qui traitera obligatoirement de ce problème délicat.



# Une proposition de méthode par étape

Méthode

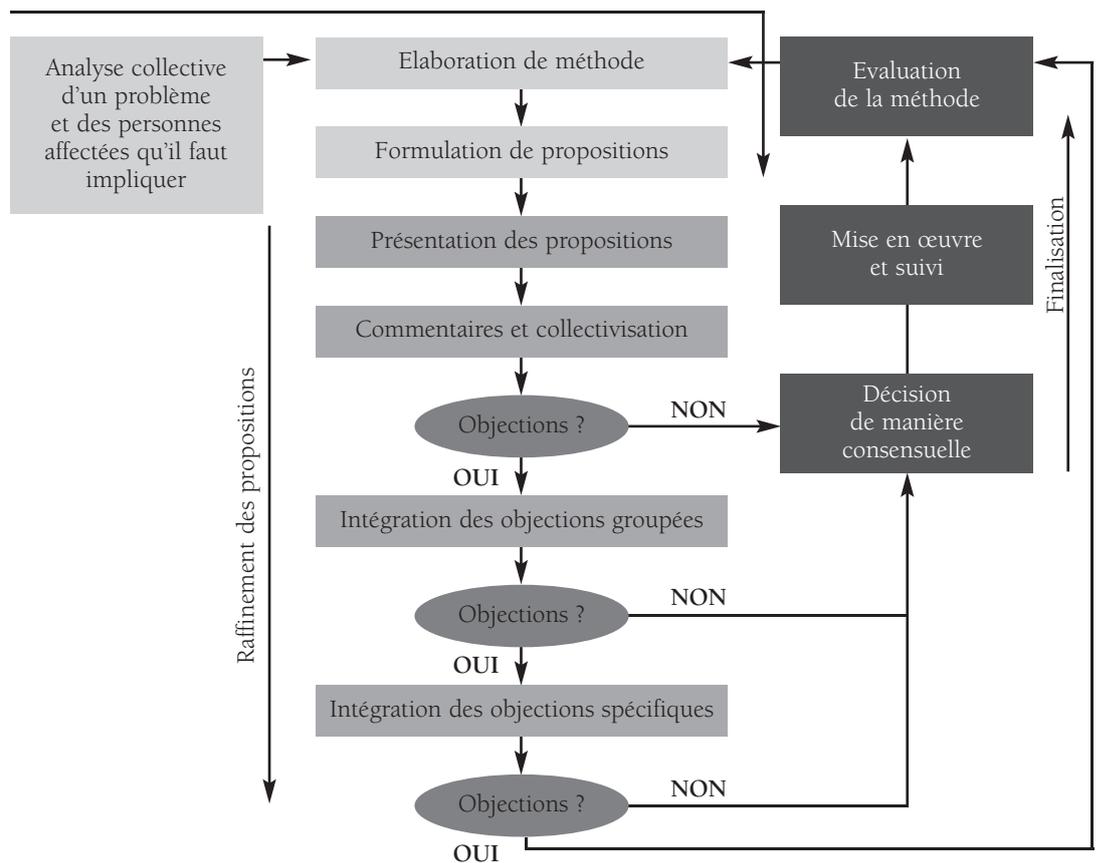
**Chaque méthode doit s'adapter au problème étudié. Chaque approche doit inclure une réflexion sur la manière d'inclure les points de vue des personnes qui sont affectées par les décisions à prendre. De plus, il n'est pas possible de discuter efficacement en groupe une méthode de prise de décision avant de l'avoir testée.**

**L**ES MÉTHODES DE PRISE DE DÉCISION SONT DONC IDÉALEMENT DÉCRITES ET FORMULÉES PAR UNE personne ou un groupe (pas toujours le même) bien en avance en amont de la réunion pour lui laisser le temps d'intégrer les objections et permettre des améliorations avant la réunion. La méthode sera testée en situation, puis améliorée ultérieurement lors d'évaluations indispensables. Ceci constitue réellement un principe de base : accepter de tester une proposition de méthode, un certain nombre de règles, qui seront remises en cause à la prochaine évaluation. Le consensus n'est pas une méthode donnée mais une philosophie qui consiste entre autre à expérimenter et modifier par la suite les règles de fonctionnement. Dans tous les cas, une méthode est adaptée à un contexte particulier, à un objectif particulier.

## Formulation des propositions initiales

Les propositions initiales sont difficilement formulées en grand groupe et requièrent du temps, aussi le travail est-il plus généralement fait en groupes de travail. En effet formuler une proposition qui prend en compte les différentes objections de ceux qui seront affectés par les décisions (par la mise en œuvre et les conséquences des propositions) requiert recherche, réflexion et de nombreuses discussions avec les intéressés. Une fois formulée, dans la mesure du possible, la proposition est diffusée par avance et par écrit aux personnes susceptibles d'être affectées par la proposition (selon les contextes cela peut se faire sur un cahier spécial, sur un tableau, par email...). Dans une réunion il sera judicieux d'abor-

## Travail préparatoire



### Quelques références utiles

- <http://www.activism.net/peace/nvcdh/consensus.htm>
- David Vercauteren, *Micropolitique des groupes*, HB éditions, 2007, ISBN : 978-2-914581-81-3, 239 pages
- Toute la documentation sur la Sociocratie, sur la communication non violente (cf. références Rosenberg, revue Alternatives non-violentes...)
- Voir les écrits de Max-Neef, sur la définition de besoins
- *Comment changer nos manières de se parler*, Hélène et Mani de l'association Virus 36, sur le site <http://www.les-renseignements-geneux.org/presentation>
- C.T. Butler and Amy Rothstein, *On Conflict and Consensus, a Handbook on Formal Consensus Decision-making*
- Brian Auvine, Michel Avery, Barbara Streibel, Lonnie Weiss, *Building United Judgment, A Handbook for Consensus Decision-making*, The Center for Conflict Resolution : 1981
- [http://www.passerelleco.info/article.php?id\\_article=546](http://www.passerelleco.info/article.php?id_article=546)
- [http://colportage.decroissance.info/doku.php?id=rencontres:2006:brens:nouvelle\\_version\\_suite\\_a\\_l\\_experience\\_des\\_rencontres](http://colportage.decroissance.info/doku.php?id=rencontres:2006:brens:nouvelle_version_suite_a_l_experience_des_rencontres)
- *Dans la jungle des militants-prophètes*, de Christopher Pollman, ([www.waltergauche26.ouvaton.org](http://www.waltergauche26.ouvaton.org))
- *La répartition des tâches des femmes et des hommes dans le travail de la conversation*, de Corinne Monnet, téléchargeable sur [infokiosques.net](http://infokiosques.net)
- [http://www.zhaba.cz/uploads/media/Shared\\_Path.pdf](http://www.zhaba.cz/uploads/media/Shared_Path.pdf)

der en priorité (ou d'aborder uniquement) les propositions qui ont été formulées et diffusées avant la réunion. Pour formuler des propositions en groupe, le mieux est de définir des sous-groupes par thème. Il s'agit de varier la division pour avoir des perspectives différentes à chaque fois sans en occulter aucune. Les travaux des sous-groupes sont intégrés pour formuler les propositions.

### Raffinement de proposition

La prise de décision elle-même, consiste à raffiner les propositions pour aboutir à une construction de groupe.

La philosophie du consensus est rappelée. Le processus de décision est expliqué. Puis la chaîne d'événements qui ont conduit à la proposition sont décrits (la personne ou le groupe qui fait la présentation est souvent présenté, mais parfois, il peut être judicieux de garder l'anonymat pour éviter les a priori positifs ou négatifs liés aux opinions personnelles sur une personne ou un groupe).

La proposition est relue, les raisons profondes derrière la proposition sont explicitées, certaines objections sont éludées sans réaction à ce stade. Puis c'est le moment des questions/réponses pour clarifier la proposition : il s'agit d'aller plus profondément dans la compréhension de la proposition, il ne s'agit pas encore de la critiquer.

### Commentaires

Puis un stade de commentaires est indispensable pour identifier et compléter un manque informationnel, mais attention il doit s'agir d'informations précises et concrètes. Le stade des commentaires est indispensable aussi pour identifier les problèmes généraux, les valeurs et les besoins profonds compréhensibles par tous mis en jeu autour de cette proposition. Et surtout il s'agit d'identifier l'antagonisme qui sous-tend le

problème et en quoi la solution est susceptible d'apporter une réponse à l'existence de l'antagonisme.

### Collectivisation de la proposition

Le groupe ou personne qui a initié la proposition doit déjà en faire le deuil : elle n'est plus sa proposition, elle devient une propriété collective prête à être façonnée. Le proposant devient alors un participant comme un autre qui pourra raffiner, "élaguer" ou transformer la proposition collective. S'il n'y a pas d'objection à ce stade (mais il faut s'arrêter même à des petits doutes, ce serait dommage de prendre une mauvaise décision...), il est possible de passer aux phases finales : application de la décision et évaluation.

### Prise en compte des objections

Les objections sont collectées et analysées de manière groupée et intégrées dans une nouvelle proposition. Si elles subsistent, elles sont reformulées et intégrées au cas par cas.

### Décision, mise en œuvre, évaluation

C'est l'aboutissement du processus, la décision est prise par la méthode adoptée par tous, et mise en œuvre. Le consensus est basé sur l'expérimentation de règles pour prendre les décisions collectives, l'étape d'évaluation est alors primordiale pour améliorer la méthode utilisée et donc les règles qui sont appelées à évoluer.

Parfois le processus n'aboutit pas : il subsiste des objections, une gestion de conflit est souvent indiquée et une évaluation de la méthode utilisée est primordiale.

L'organigramme ci-dessus décrit le processus de consensus et ses multiples boucles...

François Schneider ■

# Consensus vs négociation

**Ce tableau récapitule les différences entre deux approches, le consensus d'une part que nous avons décrit dans ce dossier et la "négociation" d'autre part qui est l'autre approche à lui opposer. Plus naturelle dans notre société, la négociation ne propose pas de construire une proposition commune mais plutôt d'arbitrer entre plusieurs propositions.**

	Consensus	Négociation
Théorie	Les oppositions sont transformables et réductibles	Il y a des oppositions irréductibles
Processus	Une proposition est transformée collectivement en tenant compte des objections en donnant du sens ensemble	Les différentes propositions en compétition sont identifiées, les oppositions permettent de développer de nouvelles propositions
Processus versus finalité	C'est le processus qui est important	Il faut arriver à une décision
Fonctions : modération, gardien du temps, scripte, distribution de parole, scrutateur de sentiments...	On partage les fonctions entre tous, et elles tournent, c'est indispensable pour une responsabilisation de tous à la décision collective	Les fonctions sont cumulées le plus souvent
Relation au Conflit	Le désaccord/conflit est moteur pour transformer une proposition	Il existe un processus pour prendre la décision même en cas de désaccord
Temps	Temps de décision moins rapide, mais mise en place de la décision plus rapide	Temps de décision plus rapide, mais mise en place de la décision plus longue
Sentiments	On fait très attention aux sentiments de chacun : indispensable pour identifier les conflits, les besoins qui sont derrière puis les meilleures propositions	Faire attention aux sentiments de chacun est souvent perçu comme une perte de temps
Ordre typique	1/ formulation du problème (information et déclaration) 2/ développement de propositions en petits groupes 3/ présentation d'une proposition 4/ dés-identification à la proposition, discussion, et demande d'objections 5/ liste des objections et transformation de la proposition pour prendre en compte des objections 6/ analyse des objections une à une, en amendant la proposition	1/ formulation du problème 2/ discussion 3/ identification des différentes propositions 4/ les tenants de chaque proposition tentent de convaincre tous les autres 5/ en cas d'échec : vote à la majorité ou autre
Coopération	Requiert la coopération, objectifs et valeurs communs doivent être définis, au moins au cours du processus	Ne requiert pas systématiquement la coopération, de définir un objectif et des valeurs communes
Transformation structurelle ou d'objectif	Impose souvent un tel changement	Pas besoin de changement structurel ou d'objectif, le pouvoir change de main
Préparation requise	Bonne préparation requise	Faible préparation
Précision et clarté	On ne peut pas jouer : les propositions doivent être concises et claires, il faut accepter de parler des raisons profondes	La décision se prendra de toute façon, ce sera la minorité qui perdra, parler est tenter de changer le rapport de force
Minoritaire ou acceptée ?	Approche minoritaire, peut-être parce qu'elle inquiète les gagnants du statu quo	Approche plus commune dans nos sociétés : apparaît alors plus "naturel"
Communication non violente ?	Il faut systématiquement sortir des généralités et des jugements, identifier les sentiments et les raisons derrière les actions	Il n'est pas indispensable de sortir des généralités et des jugements, ou d'identifier les sentiments et les raisons derrière les actions



# décroissance

## Villes en transition

Les discussions pour développer aussi en France le processus des "villes en transition" (voir notre dossier de février 2009) se multiplient. Il existe un site de débat sur internet : <http://groups.google.fr/group/objectif-resilience?pli=1>. Pour le moment, il n'y a pas encore de grou-

pe très actif sur le sujet, mais c'est en débat notamment dans des groupes locaux qui ont déjà travaillé sur la décroissance. Il y a un site qui présente les initiatives francophones : <http://villesentransition.net>.

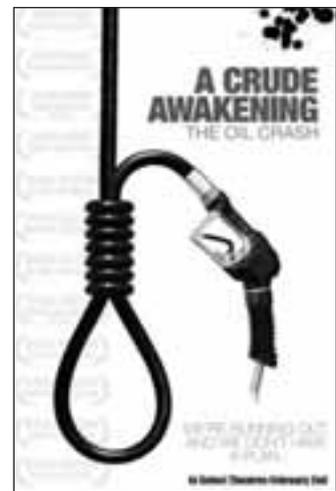
## Pétrole moins consommé et pourtant cher

Les projections font état d'une baisse attendue entre 2,5 et 2,7% de la consommation de pétrole en 2009, principalement du fait du moindre usage des

automobiles. Une bonne nouvelle pour la planète. Alors que la demande a baissé, le prix du pétrole lui est remonté, ce qui semble signifier qu'il y a difficulté à poursuivre le niveau de production actuel et donc que nous avons sans doute passé le pic de production.

## The Oil crash

Des journalistes suisses ont réalisé un documentaire de 90 minutes sur notre dépendance au pétrole, sur ce que nous faisons actuellement pour maintenir sa production à tout prix (guerres) et ce qui nous guette après le pic de pro-



duction. Le film paru en anglais n'est pour le moment pas traduit en français. Espérons que cela viendra. *The Oil Crash*, de Basil Gelpke et Ray McCormack, Lava Productions AG, Attenhoferstrasse 34, 8032 Zürich, Suisse, [www.oilcrashmovie.com](http://www.oilcrashmovie.com).



▲ Totnes : berceau des villes en transition.

## Du vert dans les oreilles

### Benoît Vincent : l'agriculture les pieds dans l'eau

Chênes noirs aux troncs torturés, épaisses mousses vertes, chaos rocheux embrumés... C'est par une froide et pluvieuse matinée de décembre que nous sommes arrivés chez Benoît et sa compagne Sterenn, dans la mystique forêt de Huelgoat au cœur de la Bretagne. Et c'est dans ce cadre unique que ce nordiste d'origine, âgé de la trentaine, élève depuis deux ans des truites et des saumons (atlantiques mais aussi de fontaine). Une pisciculture ? Nous n'y connaissons rien mais nous étions, il faut l'avouer, un peu sceptiques à force d'avoir entendu parler des exploitations piscicoles démesurément grandes qui fleurissent en Bretagne.

En découvrant cette petite ferme et ce site préservé classé *Natura 2000*, on a rapidement compris qu'il nous faudrait revenir sur nos préjugés ! Une vingtaine de bassins le long de la rivière du Fao, un étang, une petite écloserie et surtout aucune machine électrique (tout le cheminement de l'eau se fait par gravité), la pisciculture de Huelgoat est une exploitation à échelle véritablement humaine. « Ça c'est fait à l'époque de mon BTS. C'était peut-être à force d'avoir entendu parler des élevages intensifs, ça m'avait fait un peu peur et je me disais 'il faut changer ça'. Je disais à mes potes : 'allez, on va tous se réunir, on va faire un super truc, on va faire de la qualité...' ».

Et puis c'est toujours ce qu'on se dit et tout le monde part dans n'importe quel coin de la France ou à l'étranger donc on fait jamais rien. Mais moi, j'étais quand même resté sur cette idée là, ça me trottait pas mal dans la tête... »

### « La pisciculture autrement »

D'abord réservés, Benoît et Sterenn se sont rapidement sentis en confiance devant notre micro. Au bout de quelques jours, nous étions complètement intégrés dans leur quotidien. Entre coups de main sur la



▲ Benoît, au bord d'un des bassins

ferme et pauses « vin chaud », ils nous ont expliqué leur vision de cette autre pisciculture qu'ils réinventent et à laquelle ils veulent croire. En plus de la vente de poissons pour la consommation, essentiellement réalisée en direct avec des associations de consommateurs et des restaurants locaux (en frais ou fumé), un des principaux débouchés de l'exploitation est le repeuplement de rivières. Des associations de pêche achètent ainsi des stocks pour relâcher des poissons avant l'ouverture de leur activité. Pour Benoît, l'objectif est ainsi de « faire un poisson le plus proche possible d'un sauvage ».

Afin de se rapprocher des conditions de vie naturelles des poissons, les densités de ceux-ci sont trois fois moins élevées qu'en élevage « classique » (certains finissent même leur séjour sur la pisciculture dans un étang) et leurs repas, bientôt bio, ne sont ni réguliers, ni sur-dosés. Mais surtout Benoît élève des truites Fario, celles qui étaient présentes dans les rivières avant la prolifération des truites arc-en-ciel, importés d'Amérique du Nord. Progressivement Benoît diffuse sa vision de la pisciculture autour de lui et réussit à développer son activité. C'est ainsi que Will, un ami, vient de le rejoindre à la tête de l'exploitation. La construction d'un atelier de fumage et de découpe est prévue prochainement sur le site ainsi que celle d'un étang pour de la pêche « loisir ». Et si certains ont encore des doutes concernant son système, Benoît a réalisé des analyses d'eau en amont et en aval de la rivière qui alimente ses bassins. Verdict : la qualité de l'eau est identique...

Goulven Maréchal et Alexis Lis

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur [www.duvertdanslesoreilles.fr](http://www.duvertdanslesoreilles.fr).

■ Salmoniculture des Monts d'Arrée, Meil Ar Hoat, 29690 Huelgoat, site web : [www.aquaculturebiologique.com](http://www.aquaculturebiologique.com)

## Richesse

**A**u crépuscule quand les vers luisants s'allument, ils s'imaginent éclairer l'univers. Mais quand les étoiles apparaissent, ils découvrent qu'il n'en est rien. Les étoiles sont à leur tour masquées par la lune qui au matin disparaîtra avec l'arrivée du soleil. Il en est de même pour ceux qui se croient riches et qui ignorent que d'autres sont plus riches qu'eux.

## Médias

■ **La revue durable**, Cerin Sarl, rue de Lausanne, 23, CH 1700 Fribourg, [www.larevuedurable.com](http://www.larevuedurable.com). Dans le numéro d'été un important dossier sur l'énergie grise des matériaux de construction. L'énergie grise est l'énergie qu'il a fallu dépenser pour produire le matériau. Un isolant écolo comme le liège présente ainsi un moins bon bilan que la ouate de cellulose.

■ **Questions internationales**, La Documentation française (Aubervilliers), n°38, juillet-août 2009, 9,80€. Le numéro de cette revue officielle consacre 90 pages à la question du climat. Beaucoup de données intéressantes, même si certains travaux scientifiques montrent leurs limites (quand un labo prévoit une possible augmentation de la consommation de pétrole jusqu'en 2050 par exemple !).

■ **L'esprit Village**, La Caillère, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 64 01 44, [www.village.tm.fr](http://www.village.tm.fr). Pour son 100<sup>e</sup> numéro la revue *Village magazine* change de nom pour devenir *L'esprit village*, avec comme sous-titre "savoir faire et vivre autrement". Toujours plein de (brefs) reportages sur des initiatives rurales.

■ **Politis**, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris, [www.politis.fr](http://www.politis.fr). La revue vient d'éditer un numéro hors-série sur le chaos climatique. Une présentation du sujet avec comme axe important de ne pas encore augmenter les inégalités sociales et les



inégalités Nord-Sud.

■ **Le Ravi**, 11, boulevard National, 13001 Marseille, tél. : 04 91 08 78 77, [www.leravi.org](http://www.leravi.org). Édité par une association, ce mensuel régional développe avec humour, une présentation alternative de la politique en PACA. Richelement illustré, il est une sorte de *Canard enchaîné* local. Il est aujourd'hui en difficulté financière : même si vous n'êtes pas de la région, souscrivez : vous pourrez en apprécier le très bon contenu.

## Le végétarisme au secours de la Sécurité sociale

Reculer l'âge de la retraite peut-il permettre de combler le déficit de la Sécurité sociale ? Certes, cela diminue le déficit des caisses de retraite, mais risque bien d'augmenter d'autant le déficit des caisses d'assurance maladie. L'association végétarienne de France pense, comme d'autres, que le meilleur moyen d'éviter d'augmenter les dépenses est de mieux se porter, de faire de la prévention. Le végétarisme est pour cela un des instruments possibles. Le Fonds mondial pour la recherche contre le cancer a montré dans une étude publiée en 2007, que les végétariens développent moins de cancers. D'autres études ont montré que cela diminue également les maladies cardio-vasculaires, l'obésité, l'hypertension, l'ostéoporose, le diabète, l'altération des fonctions cognitives, les calculs biliaires, la polyarthrite rhumatoïde, les maladies du côlon, des reins...

L'association végétarienne de France estime qu'une alimentation végétarienne équilibrée pourrait faire économiser entre 8 et 10 milliards par an. *Association végétarienne de France, BP4, 77390 Chaumes-en-Brie, [www.vegetarisme.fr](http://www.vegetarisme.fr)*

## Découvrir un métier

Changer de métier, se lancer dans un projet personnel ou rejoindre une structure à taille humaine, associer qualité du travail et de vie dans une activité qui contribue à la préservation de notre environnement... voilà des motivations de plus en plus fréquemment rencontrées.

Vous envisagez d'être charpentier travaillant un bois local, éleveur producteur de fromages de chèvres, fabricant de produits cosmétiques bio, décorateur créateur de peintures naturelles, api-

culteur... *Savoir faire et découverte* propose des immersions de courte durée (4 jours) dans des métiers passion, chez des artisans, des agriculteurs, des entrepreneurs de petite taille. Ces professionnels, tous qualifiés pour leur approche écologique et leur compétence à transmettre, mettent en œuvre des savoir-faire de qualité. Le participant bénéficie d'un accompagnement individualisé, d'explications techniques et théoriques nécessaires à la bonne compréhension du savoir-faire (manipulation des outils, gestes précis, recherche de solutions pratiques). Il prend aussi connaissance du fonctionnement économique de l'entreprise (organisation du temps, démarches commerciales, environnement professionnel, ...). Plus d'une quarantaine de métiers « écologiquement responsables » à fort potentiel en matière d'emploi, sont ainsi mis à disposition de celles et ceux qui veulent tester leur future activité. *Savoir*

*faire et découverte, La Caillère, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 66 74 67 ou 0 820 820 186, [www.lesavoirfaire.fr](http://www.lesavoirfaire.fr).*

## Fondation Ekopédia

La fondation Ekopédia a vu le jour au Québec en 2002 à l'initiative d'un Français, Jean-Luc Henry. Il s'agissait, sur le même principe que Wikipedia, de réaliser une encyclopédie collaborative sur les pratiques de l'écologie. Le site internet connaît une croissance exponentielle pour atteindre aujourd'hui 15 000 visiteurs par jour. On y trouve actuellement plus de 1700 articles en français et de très nombreux autres dans d'autres langues (dont l'espéranto). *Fondation Ekopédia, 851, rue de la Marée-Haute, Québec, G1K-8K4, Québec, Canada, fax: 001 866 869 9640, [www.fondationekopedia.org](http://www.fondationekopedia.org).*

## Jardins accessibles aux handicapés

L'association *La Valise*, à Nantes, a réfléchi à la conception de jardins adaptés aux handicapés. Ils ont mis au point des îlots de jardinage d'1,20 m sur 1,50 m comportant sur une face une coque plastique qui permet d'y glisser les jambes d'une personne qui veut travailler assise ou en chaise roulante. La terre est alors à bonne hauteur, 0,80 m, pour pouvoir jardiner dans cette position. *La Valise, 1, rue Saint-Pierre, 44000 Nantes, tél. : 02 51 89 49 16, [www.terraform.fr](http://www.terraform.fr).*



## LES JOURNÉES DE L'ARBRE, DE LA PLANTE ET DU FRUIT

Vendredi 27 novembre 2009 - 10h à 17h

INTERVENTIONS, DÉBAT ET RÉFLEXION :  
"Sauvegarde et diffusion de la diversité oléicole"  
Entrée libre - Inscription souhaitée

28 & 29 novembre 2009 - 9h30 à 19h

COLLECTIONS VARIÉTALES, ATELIERS-CONFÉRENCES, DÉMONSTRATIONS, EXPOSITIONS, PROJECTIONS, DÉGUSTATIONS.

EXPOSITION-VENTE : Près de 150 exposants, avec des pépiniéristes spécialisés en variétés fruitières.

Entrée : 4 € remboursables selon les achats. Gratuit - de 12 ans

CONTACT : 04 66 85 32 18 / [www.dimanchesverts.org](http://www.dimanchesverts.org)



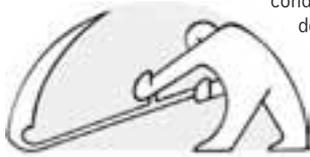
ST JEAN DU GARD (30) ESPACE PAULHAN



**Procès**

## Bové en prison ?

Des faucheurs volontaires avaient dénatré un maïs transgénique stocké dans des silos à Lugos (Gironde), en novembre 2006. En première instance, en octobre 2008, douze des faucheurs, dont José Bové, ont été condamnés à des jours-



**FAUCHEUR VOLONTAIRE D'OGM**

amendes à 60 euros, 200

jours pour José Bové. Le propriétaire des silos qui avait ouvert le feu avait lui été condamné à 160 jours-amendes pour violence et usage d'une arme. Le 23 septembre, à Bordeaux, se tenait le procès en appel. L'avocat général a demandé une peine de prison ferme. Député européen, José Bové devrait bénéficier d'une immunité. Délibéré le 25 novembre 2009.

**Europe**

## Pouvoir les interdire

L'Autriche, la Bulgarie, Chypre, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas et la Slovénie ont demandé lors du conseil des ministres de l'environnement de l'Union européenne, en juin 2009, que soit possible pour un Etat membre d'interdire la culture de semences génétiquement modifiées sur son territoire. Ceci intervient alors que José Manuel Barroso, disant craindre une plainte devant l'OMC, Organisation mondiale du commerce, fait le forcing pour ré-autoriser le maïs Mon810. Pour le moment Barroso a été mis en minorité, 22 Etats sur 27 ayant demandé le maintien de l'interdiction, mais les pressions restent vives.

**Colmar**

## Vigne saccagée

Le 7 septembre 2009, à l'aide d'un sécateur, Pierre Azelvandre, docteur en biologie, a saccagé 70



plants de vigne installés sur une parcelle de l'Inra, Institut national de la recherche agronomique. Ces plants étaient manipulés génétiquement pour essayer de résister au court-noué, un ver qui provoque une maladie de la vigne. Pierre Azelvandre est ensuite allé revendiquer l'action à la rédaction de L'Alsace puis s'est rendu

au commissariat de police. Il y a expliqué son geste : ces essais en plein air ne font l'objet d'aucun débat public alors qu'ils peuvent être dangereux pour les vignes voisines. Selon lui, ces essais n'ont pas de fondements scientifiques. L'Inra estime que cette action va provoquer un retard important dans ses études.

**Yvelines**

## Procès en appel

Le 18 août 2007, des faucheurs volontaires neutralisaient un champ de maïs transgénique à Poinville en Eure-et-Loir. 58 étaient poursuivis en justice. Le 5 juin 2008, le tribunal de Chartres les a relaxés au nom de l'état de nécessité. Le tribunal a reconnu qu'ils n'étaient pas pénalement responsables car, face à un danger actuel ou imminent qui les menaçait ainsi qu'autrui ou un bien, et accomplissait un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, et en proportion entre les moyens employés et la gravité de la menace, conformément aux dispositions de l'article L.122-7 du code pénal. Il a aussi constaté que l'état de nécessité devait être considéré au regard des actions menées par les autorités nationales et les engagements internationaux tels que le Traité de Carthagène et Traité européen et son droit dérivé. Enfin, le tribunal a admis que l'état de nécessité répondait à des intérêts sociaux et environnementaux supérieurs de valeur constitutionnelle (définis dans la charte de l'environnement) comme assurer un développement durable, pour le présent sans compromettre la capacité pour les générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Ainsi, il a reçu les arguments d'absence d'impact sur la dissémination constituée par les barrières de rang de maïs non transgénique, de toxicité avérée sur la faune et la flore non ciblée et de résistance chez certains ravageurs ciblés secondaires. Il a aussi relevé que l'autorisation administrative n'était pas conforme au droit communautaire, et que l'État français, par sa carence, avait ainsi lésé les citoyens tant au niveau de l'information que de leurs possibilités d'action. Le recours devant la cour d'appel de Versailles aura lieu **les 18, 19 et 20 novembre 2009**. Pour soutenir les prévenus et pour informer les citoyens, ces trois jours seront l'occasion de débats, d'ateliers et d'informations au Centre 8 (8, rue de la Porte-de-Buc, à Versailles). Mercredi

18 novembre, Anne Furet (Inf'OGM), Guy Kastler (Réseau semences paysannes) et Christian Vélot (enseignant-chercheur en biologie moléculaire) parleront de l'actualité des OGM. En effet, les règles de droit évolutif, de nouveaux essais sont envisagés, des OGM n'entrant pas dans le champ d'application de la directive 2001/18 sont mis en culture clandestinement. Jeudi 19 novembre, nous discuterons des alternatives à l'agrobusiness avec Anny Poursinoff (conseillère régionale IDF), Paul Ariès (politologue à l'université de Lyon), René Louail (Via Campesina) et Aurélie Trouvé (Attac). Vendredi 20 novembre, ce sera l'occasion de faire le point sur la non-violence et les actions de résistance avec Guillaume Gamblin (Mouvement pour une alternative non-violente), Jean-Baptiste Libouban (faucheurs volontaires), Alain Réfalo (enseignant désobéisseur), Jean-Baptiste Eyraud (Dal), Christine Levilly (RESF)... Infos sur <http://yvelinessansogm.ouvaton.fr>.





D.R.

## ▲ Bretagne

# Mobilisation contre les algues vertes

Le collectif Urgences marées vertes a organisé une manifestation sur la plage d'Hillion, près de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), le 27 septembre 2009. Entre 2500 et 3000 personnes se sont mobilisées pour demander une baisse des rejets de nitrate à l'origine de la prolifération de ces algues... ce qui supposerait un meilleur contrôle des rejets des porcherie industrielles.

## 2010, année de la biodiversité

2010 a été proclamée "année internationale de la biodiversité" par les Nations Unies. Même si les estimations divergent encore, les experts estiment qu'actuellement la vitesse de disparition des espèces est de 100 à 1000 fois plus rapide que l'évolution normale des espèces. Cette année n'a pas été choisie récemment : elle l'a été en 2002 avec l'incitation de l'ONU auprès de chaque Etat à mettre en place des programmes pour le maintien de la biodiversité. Elle est le résultat d'un long processus lancé en 1972 par l'Unesco. Malheureusement, les années passent, les discours s'envelopent et la réalité est que l'on donne toujours la priorité à l'économique : les espèces disparaissent toujours aussi vite, si ce n'est plus : à la dégradation des écosystèmes s'ajoute la question climatique. L'Unesco a bien mis en place, en 38 ans, 553 réserves de biosphère dans 107 pays, mais comme le disait le regretté François Terrasson, ce n'est pas en créant des réserves indiennes que l'on a sauvé les Indiens.

## Angers

# Terra Botanica, economica ou satanica ?

Les collectivités publiques ont investi 104 millions d'euros pour la création d'un parc d'attractions de 11 hectares consacré au végétal, *Terra Botanica*. Son ouverture est prévue en 2010. La communi-

cation autour de ce parc se fait autour du développement durable, de l'écologie, de la biodiversité... Ce parc présentera une nature sous contrôle humain, via des présentations très horticoles et non une nature écosystème dans laquelle l'humain a sa place. Ce sera un lieu d'amusement très structuré et là aussi le "jeu" est commercialisé à l'extrême. C'est donc plutôt *Terra Economica*. Des opposants au projet, estimant "que les élus se plantent" ont lancé le site *terrasatanica.fr* pour proposer une version moderne du parc : un parc où la nature est laissée à sa libre évolution, où l'on peut venir en tramway et se déplacer avec des modes doux (pieds ou vélos), librement et gratuitement, sans zones de jeux ou d'attraction.

## Notre-Dame-des-Landes

# Reprise des forages

Vers le 25 septembre 2009, l'information filtre que les forages géologiques suspendus depuis quatre mois vont reprendre le 28 septembre 2009. Remobilisation des opposants qui apprennent que

150 gardes mobiles vont venir sur place pour renforcer la gendarmerie nationale, laquelle va filtrer les routes d'accès. Plutôt que d'attendre les machines sur le terrain, ils réussissent pendant le week-end à trouver leur lieu de stockage : le parking du laboratoire des Ponts et Chaussée d'Angers. Le 28 à 7h du matin, une cinquantaine de personnes ont réussi à bloquer la sortie des machines. Ayant obtenu un rendez-vous à la préfecture de Nantes, ils acceptent de lever le siège vers 17h. Dès la fin de l'après-midi, une foreuse arrive sur le terrain, solidement encadré par les gardes mobiles. Le soir, à la préfecture, il leur est dit que les forages vont continuer. La coordination annonce qu'elle essaiera de s'y opposer par des actions non-violentes. *ACIPA, BP 5, 44130 Notre-Dame des Landes, tél. : 06 71 00 73 69.*

## Grenoble

# Contre la rocade nord

Une enquête publique se déroule jusqu'à fin novembre 2009 à Grenoble pour autoriser le creuse-

ment sous la Bastille d'une rocade. Depuis de nombreuses années, de multiples associations (Frapna, Adtc, Amis de la Terre...) dénoncent un projet contraire aux orientations actuelles : le Plan de déplacement urbain prévoit une diminution de la circulation automobile. Cette rocade, en favorisant le contournement de la ville par le nord, n'aura comme effet, au contraire, que de faciliter l'augmentation du trafic. Les opposants demandent que les crédits prévus pour ce chantier soient réaffectés aux transports en commun : prolongation des tramways et des TER péri-urbains, augmentation de la fréquence de ces transports, aménagements cyclistes, augmentation des parkings-relais à l'extérieur de l'agglomération. Pour en savoir plus et signer les pétitions en cours : *CAIRN, c/o MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, rocade-nord.org.*



# climat



# Ni nucléaire, ni effet de serre (1)

A l'occasion de la journée de mobilisation mondiale pour le climat le 12 décembre 2009, date de la grosse mobilisation à Copenhague, de nombreux réseaux militants appellent à des actions décentralisées pour insister auprès du plus grand nombre possible de personnes sur les nécessités d'agir localement pour changer globalement. Dans ce cadre, le Réseau *Sortir du nucléaire* lance un appel pour que ces actions prennent en compte la question du nucléaire. En effet, certains gouvernements comme en France, mettent en avant le nucléaire comme une énergie "propre" en gaz à effet de serre et espère ainsi relancer le nucléaire. Non seulement cette idée est fautive (seul le réacteur nucléaire est peu émetteur de CO<sub>2</sub>... le reste de la filière est fortement émettrice ; quant au réacteur, il rejette les deux tiers de son énergie sous forme de chaleur, ce qui est

encore plus efficace que de rejeter du CO<sub>2</sub> !). Un argumentaire sur le nucléaire et l'effet de serre et une présentation des actions en cours est disponible sur le site *www.dont-nuke-the-climate.org*. Réseau *Sortir du nucléaire*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.

# Ni nucléaire, ni effet de serre (2)

Interrogé par Laure Nouhalat sur *liberation.fr*, le 16 mai 2009, Amory Lovins, qui dirige aux Etats-Unis l'Institut Rocky Mountain, l'une des références mondiales en matière de prospective sur l'énergie, répond à la question du recours au nucléaire pour lutter contre l'effet de serre : "Par euro dépensé, les nouvelles centrales éviteront 2 à 20 fois moins d'émissions de CO<sub>2</sub> en 20 à 40 fois plus de temps que l'efficacité énergétique, couplée à des énergies renouvelables. Le temps que les nouvelles centrales nucléaires entrent en fonctionne-

ment, il y aura eu un tel saut technologique dans le photovoltaïque, qu'il vaut mieux commencer à économiser l'énergie et décentraliser les réseaux électriques".

# Taxe carbone à la française

En choisissant de ne pas taxer l'électricité, le projet de taxe carbone à la française apporte indirectement un soutien à l'électricité donc au nucléaire. Mais ce n'est pas tout. Il est prévu que les recettes soient redistribuées aux ménages... qui pourront ainsi financer le surcoût qu'entraîne la taxe ! Le risque est donc grand que l'on ait une opération blanche. Si on fait un peu de social, en redistribuant aux plus pauvres, ceux-ci consommeront ce que les riches économiseront ! Il serait plus intelligent d'une part de prévoir une taxe plus importante et progressive, qu'elle concerne aussi l'électricité... et qu'ensuite elle soit transformée en subvention négawatt, c'est-à-dire dans des aides à l'isolation ou au développement des transports en commun...



Campement de réfugiés saharais à Aousserd en Algérie >



Jean-Pierre Leprie

## Elections

■ **Allemagne : percée des petits partis.** Lors des élections législatives du 27 septembre, les deux grands partis allemands, le SPD à gauche et le CDU à droite ont réalisé leur plus mauvais score. Cela profite à droite aux libéraux du FDP qui réalisent 14,6 % et à gauche aux Verts qui font leur meilleur score 10,7 % tout comme Die Linke (La Gauche) à 11,9 %. Record d'abstention également avec 29,2 %.

■ **Portugal : la gauche antilibérale progresse.** Si le parti socialiste reste en tête des élections législatives du 27 septembre 2009 au Portugal, on observe une montée des deux listes de la gauche antilibérale : 9,85 % pour le Bloc de gauche et 7,88 % pour la coalition démocratique et unitaire (communistes et Verts).

■ **Yvelines : candidate verte presqu'élue.** Lors d'une élection législative partielle à Rambouillet, Anny Poursinoff, candidate des Verts a fait 20,15 % des voix au premier tour, devançant les candidats du PS et du Modem. Opposée au candidat de l'UMP (44% au premier tour), elle n'échoue que de 5 voix (49,99%). Le taux de participation n'a toutefois été que de 26 %.

## Ecologie sociale

L'écologie sociale est un mouvement d'écologie radicale théorisé par Murray Bookchin aux Etats-Unis, à partir des années 1960. L'écologie sociale cherche la mise en place d'une société écologique, décentralisée, sous la forme d'une confédération de communes. Conscient que les problèmes écologiques découlent de problèmes sociaux, elle cherche à résoudre conjointement ces deux questions, notamment par la promotion de citoyens acteurs et gestionnaires de leur communauté. De nombreux textes sur la question seront progressivement mis en ligne sur le site francophone : [www.ecologiesociale.ch](http://www.ecologiesociale.ch).

## Vers un boycott international d'Israël

Après les syndicats d'Afrique du Sud et d'Irlande, les principaux syndicats britanniques ont adopté le 17 décembre 2009 une résolution demandant le boycott d'Israël jusqu'à ce que cet Etat respecte les résolutions de l'ONU.

En France, c'est à Sète (Hérault) que la polémique enfle : la région essaie d'y favoriser l'implantation d'Agrexco, une société appartenant à 50% à l'Etat israélien et 50% à des entrepreneurs du pays. Agrexco a fermé des locaux plus modestes à Marseille début 2009. Le projet concerne un hangar frigorifique de 20 000 m<sup>2</sup> qui permettrait d'importer 200 000 tonnes de fruits et légumes par an. Agrexco permettrait de vendre en France des produits cultivés dans les territoires des colonisations illégales. Un collectif s'est mis en place pour bloquer le projet, il regroupe actuellement 90 groupes (Les Verts, NPA, PCF, PG, Attac, Man, LDH...) et demande que la région renonce à financer cette implantation (200 millions d'aides sont annoncés sur dix ans). Voir [www.coalitioncontreagrexco.com](http://www.coalitioncontreagrexco.com).

## Sahara occidental

Le Sahara occidental est occupé par le Maroc depuis 1975. Le Front Polisario revendique l'indépendance du pays. Les Nations Unies ont essayé, en vain jusqu'à maintenant, d'organiser un référendum d'autodétermination. Le Maroc, soutenu par la France,

ancienne colonisatrice, a toujours réussi à bloquer le processus. Le 11 août 2009, Christopher Ross, envoyé spécial des Nations Unies, a réuni en Autriche des représentants des deux camps pour un cinquième round de négociations. Le 14 août 2009, Ennaâma Asfari, co-président du Corelso, association de défense des droits humains au Sahara occidental, a été arrêté et condamné à quatre mois de prison ferme pour "outrage à agent public". C'est sa troisième condamnation. Du 15 au 18 septembre 2009, des jeunes ont manifesté dans les villes de Boujdour, El Aaiun, Smara... pour dénoncer l'occupation marocaine et demander la tenue du référendum. La répression a été terrible : arrestations, enlèvements, destructions de maisons... Au moment où l'on commémore les vingt ans de la chute du mur de Berlin, les médias français restent muets sur le mur de 2700 km construit par la Maroc dans le Sahara. *Corelso, Forum social Ivryen, 10, promenade Gérard-Philippe, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. : 06 33 43 64 93.*

## Femmes

Paris

### Elles@beaubourg

Interpellée par des artistes femmes lors d'une exposition ne comprenant que des œuvres d'auteurs masculins, la direction du Centre d'art contemporain de

Beaubourg, a réagi en mettant en place, dans le cadre d'une nouvelle présentation de ses œuvres permanentes, une exposition des œuvres d'artistes féminines. Tout le niveau 4 et une partie du niveau 5 montrent les acquisitions du musée : des œuvres par exemple de Sonia Delaunay, Frida Kahlo, Suzanne Valadon, Diane Arbus, Niki de Saint Phalle, Louise Bourgeois, Charlotte

Perriand... Des vidéos présentent aussi des installations où le corps est utilisé comme slogan, avec des artistes comme Orlan, Jana Sterbak, Atsuko Tanaka ou Ana Mendieta. Au total, 200 femmes et 500 œuvres présentées. Cela dure jusqu'au 24 mai 2010. Un site internet permet une visite virtuelle et de découvrir de nombreux documents historiques de l'INA : [www.ina.fr/fresques/elles-centrepompidou/Html/PrincipaleAccueil.php](http://www.ina.fr/fresques/elles-centrepompidou/Html/PrincipaleAccueil.php).

### Causette

Nouveau magazine bimestriel, *Causette* se veut "le magazine plus féminin du cerveau que du capiton". Sans se revendiquer directement du féminisme, la revue présente quand même deux particularités : elle n'a pas de publicité sur ces 100 pages ; elle parle d'autre chose que des régimes minceur et des tendances people. Au sommaire du n°4 (sep-



tembre-octobre) : enquête sur l'assassinat de Natalia Estemirova qui dénonçait les violences en Tchétchénie, entretien avec Brigitte Fontaine, chanteuse, rencontre avec Robert Crumb, auteur de BD alternative, plongé aujourd'hui dans la Bible, et un dossier sur le clitoris. En kiosque ou à commander à : *Éditions Gynethic, 40, rue Doudeauville, 75018 Paris, www.brindecausette.fr.*

### Photos retouchées

La députée UMP Valérie Boyer a déposé le 28 septembre 2009 un projet de loi pour obliger les revues à mettre une mention sur les photos qui ont été retouchées. Cette mesure vise tout particulièrement les revues de mode où les photos sont systématiquement "nettoyées" pour obtenir des corps parfaits. Tout le monde ne partage pas cet avis : les rédactrices en chef de journaux ont demandé si l'on prenait leurs lectrices pour des imbéciles. Outre-Atlantique, le débat a aussi lieu : le ministère de la condition féminine au Québec a lancé une étude pour voir en quoi ces photos valorisant des corps irréels avaient une influence ou non sur l'estime que les femmes ont pour elles.

## Suisse

### Reconnaissance des médecines complémentaires

En 1999, cinq médecines complémentaires avaient été admises à titre expérimental pour cinq ans dans le système d'assurance maladie suisse : homéopathie, phytothérapie, thérapie neurale, médecine anthroposophique et médecine traditionnelle chinoise. En 2005, l'expérience ne fut pas reconduite, des experts estimant que ces médecines ne répondaient pas aux critères fixés pour les remboursements. Une initiative collecta alors rapidement 140 000 signatures pour demander un référendum sur la question. Le 17 mai 2009, celui-ci s'est tenu et, à 67 %, les Suisses ont voté pour l'inscription de ces médecines complémentaires dans la Constitution fédérale. La majorité a été obtenue dans l'ensemble des cantons et les frais de ces médecines deviennent donc remboursables définitivement.

### Téléphonie mobile

■ **Onde de choc !** Agir pour l'environnement a publié un ouvrage destiné aux élus locaux, rédigé par Priartem et Agir pour l'environnement. Cette brochure fait le point sur la législation en vigueur, les procès en cours, les jurisprudences et les possibilités pour les élus d'intervenir. L'ouvrage est disponible contre 10€ auprès d'Agir pour l'environnement, 2,

## VACCINS

■ **H1N1 : Refus des professions médicales.** De très nombreux professionnels de la santé ont indiqué leur réticence devant le projet de vaccination contre la grippe H1N1. En Grande-Bretagne, pour moitié, les médecins généralistes ont annoncé début septembre 2009, leur refus de la vaccination. En France, le syndicat national des professionnels infirmiers s'est prononcé le 1er septembre 2009, contre l'obligation de ce vaccin. Un sondage publié dans *Le quotidien du médecin* du 23 septembre 2009, indique que seuls 52% des médecins et 26% des infirmières se disent prêts à être vaccinés. Les personnels de santé refusent en effet la vaccination l'estimant plus à risque que le virus. Tous avancent la même raison : le temps que le vaccin arrive, le virus aura probablement muté et le vaccin sera inefficace alors qu'il présente des risques du fait de ses composants. De nombreux médecins s'inquiètent par ailleurs de l'usage abusif des médicaments antivirus type Tamiflu et Relenza qui peuvent entraîner chez les enfants des troubles neuropsychiatriques graves. De nombreux médecins comme Bernard Debré, député UMP, ou Martin Winkler, médecin et écrivain, ont pris position contre "les marchands d'angoisse" estimant que cette grippe n'est pas plus dangereuse qu'une autre. Spécialiste en pharmaco-épidémiologie, expert judiciaire dans plusieurs affaires de santé publique (vaccin contre l'hépatite B, hormone de croissance, etc), le Dr Marc Girard a demandé la mise en place d'une enquête parlementaire pour savoir qui a lancé une telle campagne de désinformation en faveur du vaccin.

▼ "Nous avons la force" slogan électoral d'Angela Merkel.



■ **Hépatite B : scléroses en plaques.** Le 12 juin 2009, après dix ans de procédure, le tribunal de Grande instance de Nanterre a condamné le laboratoire pharmaceutique GlaxoSmithKline à verser 396 000 euros à une femme atteinte de sclérose en plaques dès l'âge de 17 ans. A l'âge de 12 ans, en 1994, elle avait été vaccinée dans le cadre d'une campagne nationale de vaccination contre l'hépatite B. Elle a déclenché la maladie moins de cinq ans après un rappel. Le tribunal a estimé qu'il existe des "présomptions précises, graves et concordantes". Des centaines d'autres plaintes ont été déposées devant les tribunaux civils et la juge Marie-Odile Bertella-Geoffroy, qui dirige le pôle de santé publique à Paris, a mis en examen au pénal GlaxoSmithKline et le Sanofi Pasteur MSD en 2008 pour "tromperie aggravée".

rue du Nord, 75018 Paris, tél. : 01 40 31 02 99.

■ **Paris : antenne interdite.** Le 26 août 2009, l'opérateur Orange s'est vu interdire l'installation d'une antenne dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le juge de référé du tribunal d'instance de Créteil a considéré que les personnes qui habitent autour du lieu envisagé pouvaient être soumises à des ondes néfastes. Une limite de protection de 15 m autour des habitations a été évoquée. Si cela faisait jurisprudence,

de nombreuses autorisations d'antennes pourraient être attaquées.

■ **Lyon : pas de trouble de voisinage !** Depuis maintenant plusieurs années, les parents d'élèves du groupe scolaire Gerson (Lyon 5<sup>e</sup>) se battent contre les émissions d'une antenne de téléphonie mobile Bouyghe située sur un toit qui du fait de la pente se trouve presque à hauteur de la cour de récréation. Après avoir épuisé les recours amiables, une vingtaine de parents ont saisi la justice. Le 15 sep-

tembre 2009, le tribunal de grande instance de Lyon a estimé qu'il n'y avait pas de trouble de voisinage... alors qu'une affaire semblable avait conclu au démontage d'une antenne à Tassin, à quelques kilomètres de là. L'avocat a fait appel, estimant qu'actuellement la jurisprudence n'est pas satisfaisante. En attendant les parents ont retirés leurs enfants de l'école : ils n'étaient plus que 80 inscrits contre 157 l'année dernière !

## Calais

### Nouveaux déplacements

Le 22 septembre 2009, Eric Besson s'est pavané devant les médias après avoir "évacué" les migrants qui stationnent à Calais dans l'espoir de passer en Angleterre. 500 policiers sont intervenus pour interpellier 276 étrangers et détruire leurs logements précaires... Cette opération intervient sept ans après la fermeture du centre de la Croix-Rouge à Sangatte, commune voisine où s'ouvre le tunnel sous la Manche. Le Haut commissariat aux réfugiés, service de l'ONU, a demandé

au gouvernement français de leur donner accès à une procédure équitable pour accéder au statut de demandeur d'asile. Les associations dénoncent, elles, la totale inefficacité de la mesure : ce n'est pas en dispersant les gens que l'on résoudra le problème !

## société



▼ À gauche : une cabane, vivante, épousant la forme d'un arbre bienvenu  
À droite : un tas de cendre, les restes d'une cabane incendiée



## Accompagnement international en Colombie

La branche française de l'Observatoire international de paix (IPO) vient d'être créée. IPO est une organisation de solidarité internationale en Colombie. Sa mission consiste à réaliser un accompagnement international d'organisations paysannes en processus de résistance non-violente. IPO est formé de groupes nationaux et de référents en Espagne, Italie, Danemark, Etats-Unis, Grande Bretagne, et France. Son siège est à Bogotà. Ses principes sont l'autodétermination, la soli-

darité, la conscience sociale, la démocratie participative et la joie. L'accompagnement international est ici considéré comme un moyen qui, à travers le mécanisme de pression-dissuasion, protège les communautés en situation de risque par la présence d'observateurs internationaux. Il est assuré par des volontaires internationaux ayant suivi une formation préalable dans le cadre du processus de formation interne à IPO. En même temps c'est un instrument pour recueillir des informations sur la situation des droits humains et du droit international humanitaire dans les régions accompagnées. La communication est un axe fondamental du travail : à travers un réseau national et international les informations

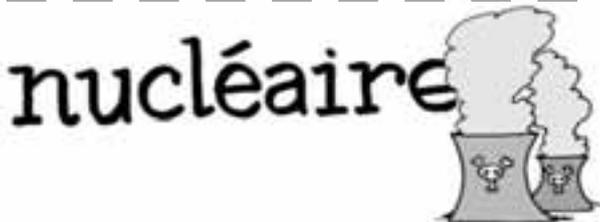
recueillies sont diffusées. IPO-France, 10 rue Henrys, 75017 Paris, [www.peaceobservatory.org](http://www.peaceobservatory.org).

### Moruroa

## Victime indemnisée

Alors que 300 dossiers sont actuellement instruits par la justice, un premier jugement vient d'accorder, début septembre 2009, une pension à la veuve de René Lorillère, appelé qui en 1973-1974 nettoyait les hélicoptères de retour d'observation au-dessus des essais nucléaires aériens de l'époque. Tombé malade en 1975, il avait alors subi l'ablation d'un rein. Il est mort en

2004 d'un cancer broncho-pulmonaire. Le tribunal militaire du Var a estimé qu'il y avait des indices déterminants permettant un lien entre le service militaire et le décès. Le gouvernement n'a pas fait appel et le jugement est donc définitif. La veuve demande maintenant que l'on se penche sur les conséquences pour les enfants, une de ses filles ayant des problèmes thyroïdiens, l'autre des insuffisances immunitaires et des allergies sévères. L'Aven, association des vétérans des essais nucléaires rappelle que pour le moment rien n'est prévu par le gouvernement pour les descendants de personnes exposées. Aven, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 09 70 44 05 80, [www.aven.org](http://www.aven.org).



### Japon

## Nouvelle fuite après tremblement de terre

Le 11 août 2009, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,4 s'est produit à une trentaine de km des côtes japonaises provoquant des dégâts dans le centre du pays. La centrale nucléaire de Hamaoka a dû être arrêtée en urgence après la découverte d'une fuite radioactive.

Le 16 juillet 2007, un séisme d'une magnitude de 6,8 avait déjà provoqué des fuites dans la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa, près de Tokyo, centrale dont les six réacteurs ont été maintenus à l'arrêt depuis.

puis coulés en Méditerranée. Un premier bateau, le *Cunski* contenant une centaine de fûts hautement radioactifs a été retrouvé à seulement une trentaine de kilomètres au large de la Calabre (sud de l'Italie). Les fûts proviendraient de Norvège et seraient passés par la Somalie où stationnement des militaires italiens. Reste maintenant à retrouver les autres navires... mais également les commanditaires qui sont sans doute les mêmes qui nous expliquent que le kWh nucléaire est bon marché ! Et pour cause !

## EPR

▼ Inauguration de la stèle aux irradiés inconnus.



■ **Journées du patrimoine.** Le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'inscrire le chantier de l'EPR au programme des journées du patrimoine qui se tenaient les 19 et 20 septembre 2009. De nombreuses associations locales ont protesté suggérant plutôt de faire visiter les sites de stockage de déchets radioactifs, patrimoine laissé à nos enfants. Le Crilan a,

quant à lui, réussi à remettre en place devant l'entrée du chantier, sur un terrain privé, une stèle à la mémoire des "irradiés inconnus". Inaugurée le 28 avril 2009, elle avait disparu dans la nuit du 10 et 11 juin 2009. L'enquête de gendarmerie a permis de la retrouver dans un hangar du conseil général, celui-ci prétextant — à tort — qu'elle avait été placée sur le domaine public. ■ **Normandie : étude épidémiologique sur les THT.** Le 20 août 2009, le tribunal de Coutances

(Manche) a ordonné au préfet de diligenter une étude épidémiologique sur l'impact des lignes THT. Une demande faite par de nombreux élus qui contestent la mise en place d'une ligne THT pour évacuer le courant qui devrait être produit par l'EPR en construction à Flamanville. Reste à savoir si ce jugement entraîne la suspension de la procédure de construction de la ligne THT... car une étude épidémiologique nécessite de nombreuses années d'études pour être sérieuse.

### Allemagne

## Mobilisation antinucléaire

Durant la semaine du 31 août au 5 septembre 2009, 350 tracteurs partis du site d'enfouissement des déchets nucléaires de Gorleben ont sillonné les routes pour rejoindre la capitale Berlin où ils ont été rejoints le 5 septembre par plus de 50 000 manifestants qui demandaient le respect du calendrier de sortie du nucléaire adopté en 2000 et qui prévoit la fermeture des réacteurs d'ici 2020, mais aussi la fermeture du site de Gorleben après les révélations comme quoi le site n'est absolument pas étanche. Selon un sondage réalisé le même jour, 59% des Allemands sont pour le respect de ces accords. Cette mobilisation intervenait une semaine avant les élections législatives. En cas de victoire de la droite, une nouvelle coalition entre la CDU d'Angela Merkel et les pro-nucléaires libéraux pourrait en effet remettre en cause cette décision.



### Italie

## Déchets radioactifs jetés en mer

Gros scandale en Italie après les révélations d'un maffiosi repent : au moins une trentaine de navires chargés de fûts radioactifs ont été affrétés par des sociétés fictives



Marie-Cécile



## Espagne : hôtel au pied des éoliennes

Alors qu'en France nous en sommes encore à discuter du bruit des éoliennes, en Espagne, on réfléchit à comment urbaniser autour des fermes éoliennes... Ainsi, l'hôtel AltoVento s'est installé à La Muela, à une vingtaine de kilomètres au sud de Saragosse, la capitale de l'Aragon. Cet élégant hôtel se trouve installé au milieu d'un champ d'environ 300 éoliennes et une viabilisation est en cours pour installer d'autres bâtiments. L'hôtel est alimenté en électricité... par des photopiles placées sur le toit et dans un champ à côté. Rien d'étonnant dans une région qui vise à atteindre rapidement les 100% de son électricité en énergies renouvelables.

## Concours pour les énergies renouvelables !

Depuis 2004, le CLER, Comité de liaison énergies renouvelables, organise un concours qui récompense les communes qui développent le plus les énergies renouvelables. Différentes catégories sont en place (solaire thermique, photovoltaïque, éolien, et aussi par taille des communes). En 2008, 143 communes ont participé. Un appel est lancé pour le concours 2010 : les agents des collectivités locales peuvent inscrire leur commune, mais également les citoyens... qui devront récupérer les données nécessaires à l'inscription. Date limite d'inscription : le 31 décembre 2009. Modalités

précises sur [www.cler.org](http://www.cler.org). CLER, 2B, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 55 86 80 00.

## Investir dans l'électricité solaire

Avec l'appui du Réseau Sortir du nucléaire, une coopérative vient de voir le jour : CIMES, Coopérative d'investissement militant pour une électricité solaire, qui vise à collecter des fonds pour investir dans des toits photoélectriques. Il s'agit de favoriser le solaire, mais aussi l'utilisation des toits (et non des champs) et de décentraliser la production en restant dans des tailles raisonnables. Renseignements : CIMES, Jacques Caclin, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.

## Chine & Inde

### Explosion des renouvelables

Les deux géants asiatiques font actuellement dans la surenchère aux énergies renouvelables. La Chine qui disposera en 2010 de 30 GW (1 GW = 1000 MW) d'éolien (soit l'équivalent d'une trentaine de réacteurs nucléaires), une puissance au départ envisagée pour 2020, a annoncé début août 2009 que son objectif pour 2020 était de 150 GW éolien. Selon une étude conjointe d'universitaires chinois et états-unis, même avec le taux de croissance actuel (9%), l'éolien pourrait couvrir l'ensemble des besoins électriques de la Chine en 2030. (Agence téléphonique suisse, 10 septembre 2009)

La Chine a aussi relevé ses ambitions pour le photovoltaïque : de 1,8 GW à 20 GW. La Chine poursuit également la construction rapide des barrages... espérant ainsi freiner la construction de centrales au charbon ou au pétrole qui sont une importante cause de la pollution de l'air. Même si plusieurs réacteurs nucléaires sont en construction en Chine, cette énergie y reste marginale.

L'Inde, a présenté aussi un plan de développement des renouvelables très ambitieux envisageant de faire passer le photovoltaïque de 0,05 GW aujourd'hui à 20 GW en 2020

et 200 GW en 2050. Déjà en quatrième position au niveau mondial pour l'électricité éolienne, l'Inde espère ainsi être leader pour le photovoltaïque. Le gouvernement indien estime que d'ici dix ans, le prix du photovoltaïque aura été divisé par cinq, ce qui le rendra plus attractif que le charbon ou le pétrole. Le charbon fournit actuellement 60% de l'électricité du pays.

Ces plans ambitieux ne vont pas se réaliser sans mal : des centrales éoliennes en Chine ne peuvent fonctionner correctement du fait du manque de puissance du réseau électrique. Enfin, le plan indien estime que cela nécessite la formation de 100 000 ingénieurs.

La Chine et l'Inde, malgré ces plans énergétiques, ne veulent pour le moment pas entendre parler d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre, émissions qui risquent fort de progresser du fait que l'électricité propre produite alimentera les industries sales du pays.



▲ alors que l'Occident mise sur le gigantisme, la Chine et l'Inde développent surtout des installations de petites tailles, ici des éoliennes de 20 kW



## L'abécédaire illustré de l'écologie pittoresque

PAR BORKOWSKI

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

Concept vide de sens laissant à chacun le soin d'y glisser un contenu en rapport avec ses convictions.

## ERWAN REDON DÉPLACÉ D'OFFICE !

Le 17 septembre 2009, à partir de 15h, se tenait à Marseille, la commission disciplinaire devant laquelle était convoqué Erwan Redon, un instituteur désobéissant. Alors que les débats se poursuivaient longuement en soirée, les défenseurs n'ont eu la parole qu'à 2h30 du matin. A 3h15, ils ont alors décidé de s'en aller, estimant que les conditions du débat n'étaient pas correctes : une partie du public et des témoins dormant dans la salle ! A quatre heures du matin (!), un vote à bulletin secret s'est tenu, adoptant par 10 voix pour, 8 contre et 2 absentions la proposition de l'inspection académique : le déplacement d'office. Un vote consultatif puisque c'est l'inspecteur qui aura le dernier



▲ Manifestation de soutien à Erwan

mot. Lequel inspecteur était lui-même président de la commission ! A la fois juge et partie. Le comité de soutien a dénoncé cette parodie de justice. La suite sur [www.soutien-erwanredon.org](http://www.soutien-erwanredon.org).

## Palestine

### Enfant, jeu, éducation

L'enfant, le jeu, l'éducation (EJE) est une association membre de la Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire. EJE, située à Bethléem, en Palestine a créé une école maternelle, recevant des enfants de toutes origines. EJE soutient également six centres d'animation en Cisjordanie et quatre dans la bande de Gaza. L'association organise également des formations professionnelles pour l'enfance et un centre de documentation. EJE cherche des contacts avec des associations ou des fédérations, pour des échanges possibles. Comme le propose EJE "A travers 1001 façons de jouer, les enfants de Cisjordanie et de Gaza grandissent en humanité".

EJE, 244, Star Street, PO Box 194, Bethléem, Palestine, tél/fax. : +972 (0)2 274 8466, [www.ejepal.org/fra/french.php](http://www.ejepal.org/fra/french.php).

## Eco-école

La démarche éco-école, lancée dans une cinquantaine de pays, se développe dans les établissements scolaires (primaires, collèges et lycées). Il s'agit de mettre en place un comité qui fait un diagnostic environnemental puis qui élabore un plan d'action pour aller vers un comportement plus durable. Ce plan d'action est ensuite intégré dans le programme scolaire et peut s'élargir ensuite aux foyers des parents et à la commune. Les élèves peuvent mettre en valeur le travail effectué sous forme artistique (affiche, chanson, exposition...). Cinq thèmes sont présentés comme prioritaires : l'alimentation, la biodiversité, les déchets, l'eau et l'énergie. A la rentrée 2008, 700 établissements participaient à la démarche : 400 écoles primaires, 200 collèges et une centaine de lycées. 300 nouveaux établissements se lancent à la rentrée 2009. FEEE, Fédération européenne d'éducation à l'environnement, 36, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 45 49 07 51, [www.eco-ecole.org](http://www.eco-ecole.org).

# nord/sud

## Birmanie

### Sanctions... sauf pour le pétrole ?

Après la nouvelle condamnation d'Aung San Suu Kyi, début août 2009, Nicolas Sarkozy a réclamé de nouvelles sanctions contre le régime militaire notamment concernant le commerce du bois et des rubis... oubliant que le principal échange commercial avec la Birmanie concerne le gaz exploité sur place par Total. Les investissements de Total dans le pays représentaient dans les années 90 un tiers des investissements étrangers. Total exploite un champ gazier estimé à 150 milliards de m<sup>3</sup> et espère pouvoir en exploiter d'autres par la suite. *France-info* du 12 août 2009 avance que la présence de Total se maintient sur

place grâce à des pots-de-vin dont le total dépasserait 50 millions de dollars (pour un investissement de plus d'1,5 milliard). Le gisement gazier est exploité également par la compagnie Chevron. Les observateurs notent que Barack Obama a lui aussi oublié de critiquer cette présence.

## Gabon

### Fausse démocratie ?

Plus subtil que les élections précédentes — Omar Bongo réunissant chaque fois plus de 99% des voix — les élections qui se sont déroulées au Gabon pour sa succession ont presque un goût de pluralisme : Ali Bongo, fils du précédent dictateur, n'aurait eu "que" 41% contre 25,88% pour André Mba Obame et 25,22% pour Pierre Mamboundou, les deux principaux opposants. 15 autres candidats se par-

tageant les 8% restants. Mais le scrutin étant sur un seul tour, Ali Bongo est annoncé comme élu. Un résultat qui a provoqué de nombreuses révoltes dans le pays, notamment à Port-Gentil, la capitale économique, et qui laisse un amer goût de manipulation par la France. Ce n'est pas un hasard si dans cette ville, le consulat français a été incendié.

## Médicaments

### L'Inde résiste aux multinationales

L'Inde a pris des mesures pour limiter les demandes de brevets sur le vivant : non seulement, on ne peut breveter que les inventions et pas ce qui est présent dans la nature, mais on doit en plus prouver que cela amène une plus grande efficacité que l'existant. L'Inde

a franchi une nouvelle étape dans ses rapports avec l'industrie pharmaceutique en rejetant, mi-2009, une plainte de la compagnie pharmaceutique Roche contre la firme indienne Cipla qui produit une version générique de son médicament anticancéreux Tarceva. La Haute Cour de Delhi a estimé que l'intérêt public — l'accès à ce médicament — était plus important que les brevets déposés par la firme — intérêt privé. A la suite des protestations de Roche, elle a décidé d'ouvrir une enquête pour éventuellement annuler le brevet déposé en 2007, afin de vérifier que Roche apporte bien la preuve d'une amélioration de l'efficacité. Ce qui énerve hautement l'industrie pharmaceutique, c'est que les firmes indiennes fournissent de grandes quantités de médicaments à bas prix dans les pays du Sud. L'Inde argumente que les malades de ces pays ne pourraient de toute manière pas payer plus cher.



santé



dans la rue



femmes



politique, société



habitat



paix



fêtes, foires, salons



nord / sud



films, spectacles, culture

# agenda

**Paris : Palestine, la création dans tous ses États**, jusqu'au 22 novembre, à l'Institut du monde arabe, exposition d'une vingtaine d'artistes contemporains palestiniens. [www.imarabe.org](http://www.imarabe.org).

**Drôme : des murs entre les hommes**, jusqu'au 31 janvier, exposition créée par le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant rouge de Genève, à l'occasion des 20 ans de la chute du mur de Berlin. 8 murs présentés : entre les deux Corée, à Chypre, en Irlande du Nord, au Sahara occidental, à la frontière entre États-Unis et Mexique, à Mellila et Ceuta au Maroc, entre le Pakistan et l'Inde, entre Israël et Palestine. Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, [www.patrimoinearmenien.org](http://www.patrimoinearmenien.org).

**Corse : 18<sup>e</sup> festival du Vent**, 28 octobre au 1er novembre à Calvi. Stands, animations, expositions, ateliers pour les enfants... Débats : nouvelles technologies, nouvelles démocraties ? ; L'eau crise majeure ; les nouvelles pistes de mobilité ; l'ultimatum climatique... tél. : 01 53 20 93 00, [www.lefestivaldu-vent.com](http://www.lefestivaldu-vent.com).

**Strasbourg : Bio et construction saine**, 30 octobre au 2 novembre, au parc des Expositions du Wacken, 300 exposants répartis en 17 villages à thèmes, 80 conférences. Bio & Co, 139, Chemin des Prés de Vaux, 25000 Besançon, tél. : 03 81 55 73 68, [www.salonbioeco.com](http://www.salonbioeco.com).

**Paris : droits de l'enfant**, 1<sup>er</sup> novembre de 16h à 17h, puis le 8 et le 15, rassemblement sur le parvis de Notre-Dame, devant la préfecture de police, pour dénoncer les violences exercées à l'encontre des enfants sans papiers. Réseau Education sans frontières 75, Armelle Gardien 06 89 49 48 47, Brigitte Wieser 06 88 89 09 29, Richard Moyon 06 12 17 63 81.

**Toulouse : soirée vidéophage**, 2 novembre aux Pavillons sauvages, 35, rue Jean-Dagnaux (M<sup>o</sup> Canal du Midi), projection de films indépendants sur des thèmes culturels, écologiques, solidaires, sociaux... Les Vidéophages, 9, rue de l'Etoile, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 25 43 65.

**Ariège : construire et habiter autrement**, 2 au 6 novembre à la mairie de Roumengoux, visites de maison, présentation des critères à prendre en compte, apprentissage des techniques. Ecorce, 26, chemin du Py-d'en-Bas, 09100 Les Pujols, tél. : 05 61 60 18 95 ou 04 68 74 33 14, [www.ecorce.org](http://www.ecorce.org).

**Rhône : projet d'autoconstruction en ossature bois**, 2 au 6 novembre, formation avec un architecte, un artisan en ossature bois, un autoconstructeur. Oikos, 150, rue du 4-Août-1789, 69100 Villeurbanne, tél. : 04 78 94 09 65, [www.oikos-ecoconstruction.com](http://www.oikos-ecoconstruction.com).

**Montreuil : culture de la domination, domination par la culture**, 4 novembre à 20h, à la maison populaire, rencontre avec Franck Lepage, éducateur populaire, membre de la coopérative Le Pavé. Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél. : 01 42 87 08 68, [www.maisonpop.net](http://www.maisonpop.net).

**Puy-de-Dôme : EDF, les apprentis-sorciers**, 4 novembre à 20h30 à la maison des associations, rue du Nord, à Riom, projection du film de Gilles Balbastre

sur les conséquences de la privatisation d'EDF. Attac63, maison des associations, 2, boulevard Trudaine, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 90 84 46.

**Toulouse : finances éthiques et solidaires**, 4 novembre, 20 h, à l'ESC, 20 boulevard Lascrosses (M<sup>o</sup> Compans-Caffarelli), conférence de Vanessa Gerner de la Nef et Michel Kaluszynski, coopérateur IES. GREP-MP, 5, rue des Gestes, BP 71340, 31013 Toulouse cedex 6, tél. : 05 61 13 60 61, [www.grep-mp.org](http://www.grep-mp.org).

**Bas-Rhin : compost**. 5 novembre à 8h30 au Centre d'initiation à la nature et l'environnement de Munchhausen. Pourquoi et comment composer. Cin, Maison de la nature, 42, rue du Rhin, 67470 Munchhausen, tél. : 03 88 86 51 67.

**Ariège : stages dômes géodésiques**, 5 et 6 novembre ou 14 et 15 novembre. Repas en paniers partagés, hébergement assuré. Le Guerrannic Yoann, hameau Bouquet, 09290 Camarade, chapata@no-log.org, tél. : 05 61 68 19 30.

**Bas-Rhin : initiation à la construction botes de paille**, 6 novembre à 10h, à Sparsbach, Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, [www.ecotidienne.fr](http://www.ecotidienne.fr).

**Marseille : parcours solidaire**, 6 et 7 novembre, dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire, parcours permettant de visiter de nombreuses initiatives. Départ le 6 à 18h de l'Equitable café en vélo pour des visites de nuit ; le 7, portes ouvertes avec trois parcours possibles ; à 21 h : fin des parcours à l'Equitable café avec repas possible (75 couverts maximum). Inter-Made, 18, rue Transvaal, 13004 Marseille ; Collectif Mesclun 14 rue Berlioz, 13006 Marseille ; L'Embobineuse, 11 Boulevard Boués, 13003 Marseille L'Equitable Café, 54, cours Julien, 13006 Marseille.

**Paris : vélorution**, 7 novembre, à 14h, place du Châtelet, [www.velorution.org](http://www.velorution.org).

**Ariège : stages vaisselle en bois**, 7 et 8 novembre ou 11 novembre. Réalisation à partir d'un tour à bois. Vous repartez avec votre vaisselle. Repas en paniers partagés, hébergement assuré. Le Guerrannic Yoann, hameau Bouquet, 09290 Camarade, chapata@no-log.org, tél. : 05 61 68 19 30.

**Rhône : 12<sup>e</sup> autre salon**, 7 et 8 novembre, centre Edouard-Brénot, à Grigny, salon des médias et éditeurs indépendants, entrée libre, attribution du prix Léo-Ferré, nuit du documentaire, stands, lectures-rencontres, ateliers multimédias, Espace Pandora, 7, place de la Paix, 69200 Grigny, tél. : 04 72 50 14 78, [www.espacepandora.org](http://www.espacepandora.org).

**Rhône : 5<sup>e</sup> salon de l'habitat écologique**, 7 et 8 novembre à Craponne, salle Gaston-Rebuffat, thème de l'année : "l'impact des matériaux de construction et des produits d'entretien sur notre santé". Sauvegarde des coteaux du Lyonnais, M. Laracine, tél. : 04 78 44 82 73 ou [habitatecologique4@orange.fr](mailto:habitatecologique4@orange.fr).

**Calvados : enduits à la chaux**, 7 novembre, Association Hélianthe, Clomesnil, 14310 Coulvain, tél. : 02 31 77 96 27, [www.assoc-helianthe.org](http://www.assoc-helianthe.org).

**Ille-et-Vilaine : soutien aux sans-papiers**, 7 novembre à partir de 18h, salle des fêtes de Thorigné-Fouillard, rencontre avec des sans-papiers, puis concert à 20h30 avec La Barva (Chanson Ska), Shebeen (Reggae/Gallo), Monaloco (soul reggae latino). Soirée de soutien organisée par le Collectif rennais de soutien aux sans-papiers, Relais étranger, RESF/RUSF, Cimade et Mrap.

**Drôme : fabriquer ses meubles en carton**, 7 et 14 novembre, puis 5 et 12 décembre, chez Artéris, quartier de Laye, 26320 Saint-Marcel-lès-Valence. Créazoe, Zoé Manceau-Guilhermond, tél. : 06 43 39 70 94, <http://creazoe.canalblog.com>.

**Paris : Marjolaine**, 7 au 15 novembre au parc Floral de Paris (M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes). Près de 500 stands couvrant tous les domaines de l'écologie et un copieux programme de conférences et de films suivis de débats. Samedi 7 : choisir aujourd'hui le monde de demain (14h), film *Nous resterons sur terre* (16h30). Dimanche 8 : les formations aux métiers de la terre (14h), film *Le bonheur national brut* (16h30). Lundi 9 : film *La bio-utopie* (14h), comment augmenter la production bio en Ile-de-France (16h). Mardi 10 : film sur les cosmétiques *Parce que vous ne valez rien* (14h), le réseau environnement-santé (16h30). Mercredi 11 : film *Semences de vie* (14h), film *Lortie, fée de la résistance* (16h30). Jeudi 12 : film *La disparition des abeilles, la fin d'un mystère* (14h), l'agroécologie, une approche agricole pacifiste et respectueuse (16h). Vendredi 13 : film *Sans terres et sans reproches* (14h), film *Sous les pavés la terre* (16h30), film *Auroville, une terre pour demain* (19h). Samedi 14 : film *Tous comptes faits* (sur la grande distribution) (14h), Pour sauver la planète, sortons du capitalisme (16h30). Dimanche 15 : Comment l'industrie de la viande menace le monde (11h30), film *Sillons solidaires, du Danube à Guadalquivir* (sur les saisonniers de l'Europe de l'Est) (14h), film *La marche des Gueux* (sur les sans terres en Inde) (16h30). Programme complet : SPAS, tél. : 01 45 56 09 09, [www.salon-marjolaine.com](http://www.salon-marjolaine.com).

**Saint-Denis : assises pour le changement**, 7 et 8 novembre, à la Bourse du travail, rencontre organisée par la revue Politis avec cinq tables rondes : quelles mesures pour une autre répartition des richesses ? Comment associer impératifs écologiques et sociaux ? Changer les comportements. L'autre gauche en Europe. Quelle stratégie politique ? Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris, tél. : 01 55 25 86 86, [www.politis.fr](http://www.politis.fr).

**Paris : camp action climat**, 7 et 8 novembre, les après-midis, salle polyvalente Pauline Kergomard, 34, rue Robespierre, 93100 Montreuil, rencontre pour débattre des suites à donner au camp action climat de Notre-Dame-des-Landes. Programme détaillé sur [www.campclimat.org](http://www.campclimat.org).

**Tarn-et-Garonne : 27<sup>e</sup> journée de Larrazet**, 7 et 8 novembre, thème de l'année : "la fonction de l'école est-elle toujours la même ? avec Philippe Meirieu, Antoine Prost, et d'autres... Maison de la Culture, 82500 Larrazet, tél. : 06 82 49 12 04 ou 05 63 20 72 34.

**Aix-les-Bains : 21<sup>e</sup> forum Terre du ciel**, 7 au 9 novembre au centre des congrès, thème de l'année : Voix de femmes, les femmes peuvent changer le monde. Avec 45 intervenantes et quand même quelques hommes. Terre du Ciel, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél. : 03 85 60 40 33, [www.terre-du-ciel.fr](http://www.terre-du-ciel.fr).

**Drôme : solidarité avec le peuple palestinien**, 8 novembre à la salle des fêtes de Rochefort-Samson, entrée gratuite, stands d'associations, artisanat palestinien, librairie, exposition, film, à 15h, débat "les impasses d'Israël". Association France-Palestine solidarité, 22, rue de la République, 26100 Romans.

**Lyon : semaine de la solidarité internationale**, 9 au 11 novembre sur la place Bellecour, braderie de livres et de produits de solidarités. 13 au 15 novembre, place Bellecour, village de la solidarité internationale. Du 18 au 26 novembre, dans des salles de cinéma du département, festival Sol'enfilms : documentaires, films et débats. CADR, 202, chemin de Fontanières, 69350 La Mulatière, tél. : 04 78 50 99 36, [www.cadr.fr](http://www.cadr.fr).

**Alpes-de-Haute-Provence : les nouvelles formes d'organisation du travail**, 9 ou 10 novembre à La Bréole (sud du lac de Serre-Ponçon), journée de formation autour des statuts utilisés dans le cadre de l'économie sociale et solidaire : comment s'associer, coopérer, mutualiser... Emergence CBE du Pays Sud, Maison de la Vallée, 4, avenue des Trois-Frères-Arnaud 04400 Barcelonnette, tél. : 04 92 81 16 92, [www.cbe-emergence.com](http://www.cbe-emergence.com).

**Creuse : 22<sup>e</sup> rassemblement antimilitariste**, 11 novembre à 11h devant le monument aux morts de Gentioux avec les Editions libertaires, la Libre pensée, la Fédération anarchiste de la Creuse, No Pasaran... <http://anarchie23.centerblog.net>.

**Paris : Nauru, l'île dévastée**, 12 novembre à 19h45 au CICC, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>, rencontre avec l'auteur du livre, Luc Folliet : comment cette île du Pacifique, classée dans les Etats les plus riches dans les années 70 s'enfonça aujourd'hui dans la pauvreté. Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 71 21 07.

**Ariège : stage machine à laver à pédale**, 12 novembre. Il faut venir avec une machine à laver et un vélo avec de nombreuses vitesses. Repas en paniers partagés, hébergement assuré. Le Guerrannic Yoann, hameau Bouquet, 09290 Camarade, chapata@no-log.org, tél. : 05 61 68 19 30.

**Lyon : expédition de S'Ilence**. 12 et 13 novembre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

**Toulouse : culture non-violence, retour sur le festival Camino**, 12 novembre à 19h30, dans les locaux de Friture. Présentation d'un documentaire et débat. Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, [www.friture.net](http://www.friture.net).



éducation



énergie



Bio bio formation



décroissance



environnement

**Bas-Rhin : tout pour le bébé bio**, 12 novembre à 14h, les changes, les soins, le portage, l'alimentation, le bien-être... à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

**Marseille : 2<sup>e</sup> festival entre tradition et modernité**, 12 au 22 novembre. Le 12 à 19h, rencontre inaugurale au théâtre La Baleine qui dit vagues, 59, cours Julien (6<sup>e</sup>) suivie à 21h du spectacle *Tierra Madre, la vieille parle*. Du 13 novembre au 4 décembre à l'Ostau du Pazis, exposition photo *In Cerchio*, en cercle. Le 13 à 19h30, même lieu, concert de la Cie de Calabre. Le 14 à 14h, rencontre au théâtre La Baleine qui dit vagues sur le thème *Kalé, manouche, rom, sinté...1000 ans d'histoire* puis à 16h30, débat sur les peuples indigènes ; à 18h30, documentaire *Green card sous les tropiques* et débat ; à 21h, conférence contée sur le conflit armé en Colombie. Le 15 à 14h, même lieu, documentaire *Renouveau indigène* ; à 16h, atelier d'herboristerie ; à 19h, documentaire *Le peuple invisible*. Du 19 novembre au 30 décembre, au théâtre *La Baleine qui dit vagues*, exposition de dessins de Saiha Driss. Le 20 à 19h, même lieu, débat *récit de vie et mémoire collective*. Le 21 à 10h, au Cinéma le Prado (36, avenue du Prado, 6<sup>e</sup>), conférence de Pierre Rabhi. A 16h30, au théâtre *La Baleine qui dit vagues*, documentaire *Tempo da recolleta* ; à 18h, documentaire *Nikiéma, d'une rive à l'autre* ; à 21 h, spectacle *contes du pays des hommes intègres*. Le 22 à 10h, même lieu, rencontre *Colibris* à la découverte des alternatives locales ; à 14h, table-ronde de clôture. *Alternative positive*, 38, rue Marengo, 13006 Marseille, tél. : 04 91 53 08 55, www.alternative-positive.org.

**Puy de Dôme : soirée économie solidaire**, 13 novembre à 18h30 au Repaire Là bas si j'y suis (AMG), avenue de la Gare à Courpière, chez Zico. Christophe Goby animera une soirée autour de l'économie solidaire (voir son article dans le n°372 p. 29). Contact : librairie Les Mots bleus, 04 73 80 25 10 (Séverine, Marie).

**Nantes : 6<sup>e</sup> salon de l'habitat durable et des énergies renouvelables**, 13 au 15 novembre, 175 entreprises présentes. Foire internationale, route de Saint-Joseph-de-Porterie, 44300 Nantes, tél. : 02 40 52 08 11.

**Alpes-de-Hautes-Provence : planchers massifs et planches clouées**, 13 novembre à Embrun, maîtrise des planchers et des planches juxtaposées, principe des coffrages. *Le Gabion, domaine du Pont Neuf*, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, http://gabionorg.free.fr.

**Bas-Rhin : concept bioclimatique**, 13 novembre à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

**Partout : 12<sup>e</sup> semaine de la solidarité internationale**, 14 au 22 novembre. 5000 animations annoncées : conférences, spectacles, marchés solidaires, repas équitables, débats, expositions... Tout se trouve sur le site : www.lasemaine.org.

**Paris : pas de pub pour les enfants !** 14 novembre de 12h à 13h, heure de silence devant le salon Marjolaine, au parc Foral, M° Château de Vincennes, pour demander que cessent les publicités à la télévision pendant les émissions pour les enfants. *MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris*, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.

**Paris : éducation à la non-violence et à la paix, utopie ou droit ?** 14 novembre au palais du Luxembourg, 7<sup>e</sup> forum "La non-violence à l'école". Deux tables-rondes : "De l'utopie éducative à la réalité pédagogique" et "Quels droits pour l'enfant dans l'école de demain ?". *Coordination française pour la décennie*, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, coordination@decennie.org.

**Chambéry : parentalité et pratiques éducatives**, 14 et 15 novembre, la parentalité et le rapport à l'école, l'apprentissage en question, les pédagogies alternatives hors cadre scolaire, apprendre dans le cadre familial, des écoles alternatives, la liberté pédagogique en question... *Delphine*, tél. : 04 79 28 91 66, www.colloque.parentalite.free.fr.

**Foix : régulation positive des conflits**. 14 et 15 novembre, formation à partir d'exemples pratiques et théoriques de situations de conflit au quotidien. *Centre de ressources sur la non-violence de Colomiers*, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél. : 05 61 78 66 80, www.non-violence-mp.org.

**Lyon : le retour de l'ennemi intérieur**, 14 novembre à 15h à la librairie La Gryffe, rencontre-débat avec Mathieu Rigouste, autour de son livre "L'ennemi intérieur, généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine" (éd. La Découverte). *La Gryffe*, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél. : 04 78 61 02 25.

**Bas-Rhin : autoconstruire sa maison écologique**, 14 novembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

**Ille-et-Vilaine : je conçois mon projet d'écoconstruction**, 14 novembre, salle de la mairie à Bazouges-sous-Hédé, *Les amis du petit patrimoine*, 2, rue de la Lande, 35630 Bazouges-sous-Hédé, tél. : 02 99 45 52 22, http://lesamisdupetitpat.free.fr.

**Ariège : rencontre des éco-centres**, 14 et 15 novembre chez *Ecorce*, 26, chemin du Py-d'en-Bas, 09100 Les Pujols, tél. : 05 61 60 18 95 ou 04 68 74 33 14, www.ecorce.org.

**Paris : 15<sup>e</sup> festival de films gays et lesbiens**, 16 au 22 novembre, au Forum des Images, dans les Halles. *FFGLP c/o Centre LGBT Paris*, 61-63, rue Beaubourg, 75003 Paris, www.ffglp.net.

**Limoges : changer nos modes de vie face aux changements climatiques**, 16 novembre, 20h, salle vidéo du conseil régional, avec Simon Charbonneau, membre de la revue *Entropia. Amis de la Terre limousin, Maison des Droits de l'Homme*, 37, rue Frédéric-Mistral, 87000 Limoges.

**Lyon : brisez le silence !** 17 au 26 novembre, un festival pour dénoncer les violences faites aux femmes. 17 novembre, MJC Monplaisir, création de danse par

Anita Mauro. 18 novembre : théâtre forum avec la Cie L'Improdrôme. 19 novembre à 20h, au Marché gare, concert avec Madina N'Diaye, Les doigts de l'homme et Datune. 20 novembre à 20h30 à la MJC Monplaisir, théâtre "Les Amazones". 21 novembre : déambulation de 14h à 16h de la place Carnot à la place des Terreaux. 23 novembre, à 19h, Brasserie de la Cloche, rencontre littéraire autour du livre "La Gifle" de Sabrina R. 24 novembre de 9h à 17h30, salle Irène Joliot-Curie à Vénissieux, village associatif. 25 novembre à 20h au Ninkasi Kao, concert avec Camille Bazbaz, les Joyeux urbains et Buridane. 26 novembre à 20h, à la Maison des passages, soirée slam avec Yamlayam. *Détails sur www.filactions.org. Filactions*, 6, rue des Fantassques, 69001 Lyon, tél. : 04 78 30 63 50.

**Yvelines : procès de faucheurs volontaires**, 18 au 20 novembre à la cour d'appel de Versailles. Les faucheurs ont été relaxés en première instance. Voir brève en page 22. <http://yvelinessan-sogm.uovaton.fr>.

**Paris : La fragile armada**, 19 novembre à 20h30 au café associatif Le Moulin à café, 9, place de la Garene (14<sup>e</sup>, M°Pernety), documentaire sur la marche des Zapatistes au Mexique en 2001. Rencontre avec l'auteur Jacques Kébadian et Métié Navajo, auteur de *L'ailleurs mexicain, chroniques d'une indienne invisible* (éd. Esprit frappeur). Possibilité de dîner à 19h30. *Le Moulin à café*, 9, place de la Garene 75014 Paris, tél. : 01 40 44 87 55, http://moulin.cafe.free.fr.

**Toulouse : construction écologique**, 19 novembre à 19h15, puis une fois par mois, à Friture, présentation des techniques, cette fois-ci : terrassement, fondations, soubassements. *Friture*, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.

**Lyon : nourrir l'humanité**, 19 novembre à l'Agrapôle-Isara, 23, rue Jean-Baldassini (7<sup>e</sup>). Matin : l'Etat des lieux, les défis à venir, les solutions possibles, agriculture et philosophie (Daniel Cérézuelle). 14h : ateliers sur l'élevage et l'autonomie alimentaire ; nature et biodiversité ; potentiel du végétal et innovations culturelles ; recherches actuelles en agronomie ; agroforesterie, cultures associées. 16h30 : table-ronde : comment la société civile, les élus peuvent participer à relever le défi... Gratuit sur inscription avant le 2 novembre. *Association Rés'OGM info*, 8, quai Joffre, 69002 Lyon, www.resogm.org.

**Reims : les médicaments**, 19 novembre à 19h30 à la maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, projection du film de Stéphane Horel, Annick Redolfi et Brigitte Rossignoux, sur les stratégies de l'industrie pour nous faire toujours plus consommer de médicaments au prétexte de nous maintenir en bonne santé. Entrée libre. *Attac-Reims*, tél. : 06 86 58 84 30.

**Grenoble : le capitalisme vert, chronique d'une catastrophe annoncée**, 19 novembre à 20 h, à EVE, Espace vie étudiante, sur le domaine universitaire de Grenoble, conférence-débat avec Geneviève Azam, économiste, comment en utilisant le thème de l'environnement, le capitalisme essaie de poursuivre sa politique de consommation et

de profit... *AttacCampus Grenoble, EVE, 701, avenue Centrale, 38400 Saint-Martin-d'Hères*.

**Dijon : quel Etat palestinien**, 19 et 20 novembre à l'université de Bourgogne, amphithéâtre Guitton, faculté de droit, 4, boulevard Gabriel, colloque pluridisciplinaire et international : comment est pensé un Etat palestinien, comment cela peut-il s'articuler avec l'existence de l'Etat d'Israël, avec quelles frontières, avec quelle population ? Le droit international et les blocages par Israël... La position d'Israël, des Etats arabes, des Etats-Unis, le rôle des médias, les questions qui posent problèmes : les colonies, la dépendance économique, l'eau... Inscriptions avant le 12 novembre : *Alexandra Prevotat-Mazé, faculté de droit et de science politique, Crédespo*, 4, boulevard Gabriel, 21000 Dijon, tél. : 03 80 39 53 63.

**Ariège : isolation écologique**, 20 novembre au foyer Léo-Lagrange de Foix. *Ecorce*, 26, chemin du Py-d'en-Bas, 09100 Les Pujols, tél. : 05 61 60 18 95 ou 04 68 74 33 14, www.ecorce.org.

**Bas-Rhin : phyto-épuration**, 20 novembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

**Lyon : biens mal acquis, à qui profite le crime ?** 20 novembre à 19h30 à la MJC Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean (5<sup>e</sup>), conférence-débat avec Jean Merckaert (CCFD) et Michel Roy (collectif Publiez ce que vous payez) : présentation de ce que l'on sait des détournements de fonds par les dirigeants des pays du Sud sous contrôle post-colonial. *Survie69*, <http://survie.69.free.fr>.

**Rennes : 4<sup>e</sup> Eco-habitat**, 20 au 22 novembre au sein du salon Viv'Expo, parc des expositions Rennes aéroport. [www.vivexpo.com/salons-vie-ecologique](http://www.vivexpo.com/salons-vie-ecologique)

**Pas-de-Calais : la maison passive**, 20 novembre à 20h, à Ruisseauville, conférence d'Adeline Guerriat, 21 novembre à 10h, à Ambricourt, visite d'une maison. *A petits pas*, 16, rue de Canlers, 62310 Ruisseauville, tél. : 03 21 41 70 07, <http://apetitspas.net>

**Pas-de-Calais : festi-Vals d'Artois Vert**, 21 novembre à Heuchin, pour un développement rural, durable, équitable et solidaire. 1<sup>ère</sup> édition. Stands et débats. *Sub Artésia* au 03 21 03 50 59 ou au 06 72 34 58 84.

**Bas-Rhin : isolations écologiques, en neuf ou en rénovation**, 21 novembre à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

**Paris : 7<sup>e</sup> festival du livre et de la presse écologique**, 21 et 22 novembre au Cent quatre (11, bis rue curial, 75019 Paris, M°Crimée). Thème de l'année : l'économie sociale et solidaire. Pays invité : la Turquie. Deux prix seront remis à cette occasion : le prix Jeunesse et le prix de l'Alliance pour la planète. Entrée libre et gratuite. *Felipe, maison des associations*, boîte 9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél. : 09 71 37 10 93.

**Pas-de-Calais : art, culture et partage**, 22 novembre à Oye plage, salon d'associations menant des actions de solidarité avec

Si vous désirez présenter *S!ence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

# agenda

les enfants du monde. *Oye Plage sans frontières*, 87, avenue Paul-Machy, 62215 Oye Plage, tél. : 03 21 35 10 85.

**Bas-Rhin : toitures végétalisées**, 22 novembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, [www.ecotidienne.fr](http://www.ecotidienne.fr).

**Clermont-Ferrand : Traces de vie**, 23 au 29 novembre, 19es rencontres du film documentaire dans une dizaine de lieux de la ville. *ITSA*, *Traces de Vies*, 62, avenue Marx-Dormoy, BP 30327, 63009 Clermont-Ferrand Cedex 1, [www.itsra.net](http://www.itsra.net).

**Rennes : 13<sup>e</sup> rencontres bretonnes de l'éducation à l'environnement**, 24 au 26 novembre à la maison des associations, thème de l'année : territoire de vie et d'actions. Inscriptions avant le 13 novembre auprès du REEB, 14, rue du Muguet, 22300 Lannion, tél. : 02 96 48 97 99, [www.reeb.asso.fr](http://www.reeb.asso.fr).

**Bouches-du-Rhône : stratégie bioclimatique en réhabilitation et en neuf**, 24 au 27 novembre à Aix-en-Provence. *Le Gabion*, domaine du Pont Neuf, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, <http://gabionorg.free.fr>.

**Montreuil : sur les touches de demain**, 25 novembre à 20h, à la maison populaire, rencontre et débat sur les métiers nés d'internet et des nouvelles technologies. *Maison populaire*, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél. : 01 42 87 08 68, [www.maisonpop.net](http://www.maisonpop.net).

**Paris : Vivre à la rue tue !** 25 novembre à 19h sur la place du Palais Royal (1<sup>er</sup>), rassemblement et lecture des noms pour dénoncer le manque d'attention porté aux SDF. Pendant les neuf premiers mois de 2009, au moins 205 personnes sont mortes dans la rue en France. *Collectif Les morts de la rue*, 72, rue Orfila, 75020 Paris, tél. : 01 42 45 08 01, [www.mortsdelarue.org](http://www.mortsdelarue.org).

**Puy-de-Dôme : simplicité volontaire et décroissance**, 25 novembre à 20h30 à La Baie des Singes, à Cournon, projection du film de Jean-Claude Decourt. *Attac63*, maison des associations, 2, boulevard Trudaine, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 90 84 46.

**Lyon : les clés de la maison écologique**, 26 novembre à 19h, Maison rhodanienne de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène (2e), conférence de François Leroux. *Oikos*, 150, rue du 4-Août-1789, 69100 Villeurbanne, tél. : 04 78 94 09 65, [www.oikos-ecoconstruction.com](http://www.oikos-ecoconstruction.com).

**Rhône : faire face aux conflits**. 26 et 27 novembre, formation destinée aux enseignant-e-s. Comment réagir face à l'agressivité ? S'affirmer tout en prenant en compte ressentis et besoin ? Exercices construits à partir de situations amenées par les stagiaires et apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire*, 20 rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, [www.ifman.fr](http://www.ifman.fr).

**Marseille : forum des initiatives solidaires**, 26 et 27 novembre, premier jour : rencontres entre les acteurs des initiatives existantes ; deuxième jour : débats avec des porteurs de projets. *Apeas*, 49 rue de Village, 13006 Marseille, tél. : 04 91 99 02 40, [www.apeas.fr](http://www.apeas.fr).

**Haute-Savoie : Naturellia**, 27 au 29 novembre au parc des expositions de La Roche-sur-Foron, alimentation bio, éco-habitat, écotransport, santé, tourisme, *Foire de Haute-Savoie Mont Blanc*, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron cedex, tél. : 04 50 03 03 37, [www.rochexpo.com](http://www.rochexpo.com).

**Bas-Rhin : rénovation écologique**, 27 novembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, [www.ecotidienne.fr](http://www.ecotidienne.fr).

**Gard : 23<sup>e</sup> journées de l'arbre, de la plante et du fruit**, 27 au 29 novembre à Saint-Jean-du-Gard, vendredi 27, 10h à 17h, débats à la salle du Mont-Brion, samedi 28 et dimanche 29, 150 exposants, pépiniéristes spécialisés, transformateurs, artisans, artistes, pôle associatif environnement et agriculture paysanne, présentation de collections végétales, ateliers, conférences, démonstrations, projections... *Dimanches Verts*, tél. : 04 66 85 32 18, [www.dimanchesverts.org](http://www.dimanchesverts.org).

**Paris : 6<sup>e</sup> Bâtir écologique**, 27 au 29 novembre, grande Halle de la Villette (19<sup>e</sup>). *Bâtir sain*, 4 rue des Coteaux, 91370 Verrières-le-Buisson, tél. : 01 60 11 12 10, [www.batierecoologique.com](http://www.batierecoologique.com).

**Bas-Rhin : l'hydrolathérapie**, 28 novembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, [www.ecotidienne.fr](http://www.ecotidienne.fr).

**Lyon : la paix, une illusion ?** 28 novembre à 15 h, débat au CEDRATS (Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales) en collaboration avec le CDRP (Centre de documentation et de recherche sur la paix). *CEDRATS*, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67 (M<sup>o</sup> Croix-Paquet).

**Puy-de-Dôme : forum éco-habiter ensemble**, 30 novembre et 1er décembre, à Beaumont, rencontres sur l'habitat groupé, débat sur les questions juridiques et financières, propositions à faire au Conseil général. *Université populaire* 63, 3, rue Gaultier-de-Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 31 14 05.

## Agir ensemble

**Lot-et-Garonne**. Pratiquant l'inscription en famille, nous envisageons la création d'une "université", une école parentale avec des apprentissages libres en pleine nature. Nous disposons pour cela d'une yourte de 7 m de diamètre. Nous cherchons d'autres parents pour participer à cette yourte-école. *Association Set de Fleurs*, tél. : 05 53 40 72 24, <http://lecampdugeai.free.fr>.

## Vivre ensemble

■ Existe-t-il un lieu collectif, une colocation dans la bienveillance et l'empathie ? Un lieu où vivre de peu, un lieu pour créer, bosser peu, flâner, consommer peu, rire souvent, surtout un lieu sans "grandes gueules", sans egos démesurés, ni mecs qui se mesurent. Si oui, contactez *Franck*, [tongabilly@orange.fr](mailto:tongabilly@orange.fr).

■ **Rhône**. Vivre ensemble. 3 places libres à partir de décembre à février, pour 6 mois minimum, dans colocation centre-ville Lyon. Pratiques écologiques et rapports non-sexistes, respect important (bruits, rangement, espace mental), forte organisation matérielle collective. Esprit militant et projets politiques mais lieu calme et ressourçant. Loyer : 240 €/mois. Contactez-nous ! [menfin.alors@gmail.com](mailto:menfin.alors@gmail.com), tél. : 04 78 28 31 01.

■ **Isère**, nous, Pascal et Natacha, sommes en pleine réalisation de notre projet d'installation dans le Trièves (entre Mens et La Mure). Afin de vivre en cohérence avec nos préoccupations écologiques et sociales, nous réalisons un habitat groupé pour deux foyers en

construction paille (début du chantier au printemps 2010). Nous souhaitons aller vers un habitat passif, en grande partie en autoconstruction, toilettes sèches, potager, poules... l'ensemble dans une simplicité volontaire. Nous cherchons un autre foyer pour se joindre à nous. Budget prévisionnel (terrain + construction) : 150 000 euros par foyer. Surface habitable de +/- 100m<sup>2</sup> par foyer sur terrain de 1600 m<sup>2</sup>. Si cela vous intéresse : [natnit2@yahoo.fr](mailto:natnit2@yahoo.fr).

## Rencontres

■ **Réf. 373.01**. Dépt 44, homme 79 ans, solitude morale, mal à l'aise dans la société de consommation et compétition, intéressé par l'écologie, curieux des mystères de la vie, non croyance religieuse, souhaite rencontrer dame âge et sensibilité en rapport, aimant vie simple, esprit ouvert et curieux. Motivée pour partager réflexions dans un climat de compréhension et tendre complicité. Courrier avec souhaits et questions bienvenu. Réponse et discrétion assurée. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

■ **Réf. 373.02**. Région Centre, mec sensible, émotif, 38 ans, en pénurie relationnelle. Je désire rencontrer une femme dans le rire, la complicité bienveillante pour partager nos joies, nos angoisses, nos délires, nos doutes... J'aime les longs S!ences et être surpris. De tous les plaisirs... un peu. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

## Emploi

■ **Lyon** : créez votre emploi de boulanger. H/F. Le District solidaire propose de

# annonces

devenir l'un des trois membres fondateurs d'une activité coopérative d'une boulangerie bio. Les pains seront livrés en vélo-cargo dans Lyon. Vous êtes motivé(e) par la création d'une entreprise alternative, avec un collectif. Vous portez les valeurs de l'économie solidaire.

Vos missions, fabriquer des pains, veiller à la maintenance du matériel, suivre les stocks, optimiser les achats. Un CAP en boulangerie serait un plus. CV et lettre de motivation au *District solidaire*, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél. : 09 70 40 75 71, [www.district-solidaire.org](http://www.district-solidaire.org), [districtsolidaire@gmail.com](mailto:districtsolidaire@gmail.com).

■ **Doubs**. La Batailleuse, ferme bio (vaches, chèvres, poulets, porcs...), fabrication fromage et pain), pédagogique et associative située dans le haut Doubs, cherche pour son centre d'accueil de 50 places, une personne motivée pour intégrer un collectif de travail autogéré, polyvalente sur les secteurs cuisine, ménage, relations publiques et administratif + projet de restauration bio à développer. *La Batailleuse*, 16, rue de la Fontaine, 25370 Rochejean, tél. : 03 81 49 91 84, [www.claj-batailleuse.com](http://www.claj-batailleuse.com).

## Recherche

■ Qui peut me prêter le livre *Le Secret* de Rhonda Byrne, éd. Un monde diffusé. Merci. *N. Felice*, 25, rue Paupière, 69270 Couzon-au-Mont-d'Or, tél. : 04 78 22 00 89.

## A vendre

■ Vends poêle alsacien Oligier, neuf, avec bouilleur pour maxi 3 radiateurs, 4000 €. Dépt 35. Tél. : 02 99 98 97 73.

## Immobilier

■ **Sarthe**, vends maison dans village de 300 habitants, commerce et gare à 3km, hôpital à 15km, proche Sablé. 300 m<sup>2</sup> habitables sur 2000 m<sup>2</sup> de terrain clos, 6 chambres, 6 salles d'eau, 6 WC, une cuisine, cave, véranda ouest, salon, Salle à manger avec cheminée, bibliothèque, salle de réunion 40 personnes avec bar. *Michel Gaumont*, 02 98 876 866.

■ **Sarthe**. La Fourmionière est à vendre, jolie ferme restaurée en bio dans le perche sarthois, 200 m<sup>2</sup> habitables + dépendances. Terrain 4000 m<sup>2</sup>, photos, description sur site : [www.serruriersmagiques.com](http://www.serruriersmagiques.com). Idéal lieu de vie, accueil pour enfants, gîte... 200 000 €. Tél. : 06 76 98 89 74.

■ **Alpes-de-Haute-Provence**, à Thoard, 20 km de Dignes, Silencieux propose à Silencieu(-x ou -se), une propriété rurale à 2 km du village, super adaptée pour se ressourcer au calme. Maison 3 niveaux, 110 m<sup>2</sup> au sol, sur un demi-hectare, en partie boisé, voirie et gros-œuvre réalisés, clos et couvert... mais les aménagements intérieurs restent à faire, à votre convenance. Bonne affaire pour bricoleurs/autoconstructeurs. Prix : 240 000 € (expertisés en 2009). *Plus d'infos* : 05 63 55 26 61 ou 06 84 24 05 35, [courriel : barbu@voila.fr](mailto:barbu@voila.fr).

**Gratuites** : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



# Contre l'augmentation des températures, réduisons les inégalités !

▲ Inondation au Bangladesh en 2009

**Les grands de ce monde préparent une fiscalité sur les émissions de gaz à effet de serre qui pénalisera surtout les pauvres. Peut-on agir de manière plus égalitaire ?**

**L**A QUESTION DE LA CRISE CLIMATIQUE D'ORIGINE HUMAINE, JADIS CONFINÉE À QUELQUES cercles scientifiques et/ou militants, est récupérée, depuis les premières années de ce vingt et unième siècle, par les idéologues de la mondialisation marchande. Ils ont compris que ça leur coûterait plus cher de ne rien faire (comme l'explique le rapport Stern), mais aussi que la « croissance verte » était une opportunité de relancer le marché mondial depuis les récentes crises financière et économique.

Mais surtout, les grands investisseurs privés, industriels et /ou financiers, après avoir été soulevés par les plus gros responsables de ce réchauffement climatique, en quelque sorte les pyromanes, sont en train de se faire passer pour les pompiers aux yeux de l'opinion publique. Ils sont en train d'orchestrer une vaste imposture leur permettant de préserver leurs privilèges, en imposant une sobriété écologique uniquement pour les pauvres, et les classes moyennes des pays riches.

Les plus grosses fortunes privées de notre monde n'ont guère de contrainte à craindre du côté de la fiscalité écologique prônée par les libéraux. Or, les nantis de notre monde sont aussi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Aborder la fiscalité écologique, qui touche à la justice sociale, c'est également parler de son efficacité face au changement climatique. Face à lui, différents systèmes d'imposition sont mis en avant par divers courants de pensée politique, leurs consé-

quences sociales et environnementales sont très contrastées.

## La taxe carbone au secours du libre marché

Le traitement du changement climatique par les libéraux consiste d'abord à imposer des normes dictées par les lobbies industriels et/ou financiers. En France, par exemple, le Grenelle de l'environnement a prévu d'imposer moins de 120g de CO<sub>2</sub>/km en moyenne pour les véhicules neufs en 2012. Passons déjà sur l'effet de moyenne qui permettra aux vendeurs de voitures d'écouler les voitures très polluantes (genre 4x4) aux côtés de voitures beaucoup moins émettrices. Mais surtout, la baisse de rejets de GES réalisée au niveau de quelques voitures est largement absorbée par la hausse des trajets, de plus en plus longs dans une économie qui tend à se délocaliser. Autre exemple : les taxes sur le kérosène des avions, mises en avant dans le Grenelle, auront un effet si faible sur le prix du billet, que la plupart des nantis pourront continuer d'accroître leurs trajets.

La contribution climat énergie (taxe sur la consommation de produits émetteurs de carbone : essence, chauffage au fuel...) est une des dernières mesures mises en avant par le Grenelle et par des libéraux comme Michel Rocard (officiellement membre du parti « socialiste » mais ardent défenseur de la constitution libérale européenne en

2005...) ou Daniel Cohn Bendit (on peut lire quelques-unes de ses prises de position libérales, du genre « vive la mondialisation » dans les actes du second contre-Grenelle, sur [www.contre-grenelle.org](http://www.contre-grenelle.org)). Les prélèvements sont effectués "à la pompe ou lors de la livraison du fuel". Ils sont évalués, en moyenne, à 300 € par an pour une famille avec deux parents actifs et un enfant vivant en milieu rural, et 80 € pour un célibataire résidant dans un appartement en ville. Ce mécanisme a été expérimenté en Suède. Le succès (relatif) dans ce pays est bien sûr mis en avant... comme le fut le modèle, toujours Suédois, de la "flexsécurité" de l'emploi en 2005, avec les résultats que l'on sait lors de sa transposition en France... Mais surtout, les Etats qui sont plus inégalitaires que la Suède ont peu de chance d'obtenir des résultats positifs, puisque, là encore, les riches ne verront pour ainsi dire pas leur fortune affectée par cette taxe.

Le crédit d'impôt, qui pourrait être une mesure incitative, est facile à pervertir dans un système libéral. Déjà, une telle disposition est assujettie à des conditions qui peuvent être draconiennes si un lobbie a décidé de faire pression. Un exemple emblématique est celui des récupérateurs d'eau de pluie. Mais surtout, ces crédits d'impôt sont utilisés par les libéraux pour créer de nouveaux marchés « verts ». Une fois que ce marché se développe, l'incitation fiscale vient de jouer son rôle, qui devient alors de moins en moins indispensable aux yeux du marché, et rien n'empêche un gouvernement libéral d'abolir une telle mesure.

Toutes ces taxes et ces remises d'impôt prônées par les libéraux, ne peuvent être opérantes qu'avec des initiatives individuelles qui soient réellement mises en œuvre, sauf que le système libéral ne donne pas les moyens à ces initiatives de se réaliser. Mais surtout, la réaffectation de ces taxes n'est pas destinée à développer des services publics accusés de tous les maux de la société. Le Grenelle de l'environnement, par exemple, parle de transports collectifs, les traités européens emploient l'expression



"services d'intérêt économique général" : le terme "service public" est absent. Faute de transports publics suffisamment développés, un contribuable habitant un lieu mal desservi par les transports en commun aura toujours autant de difficultés à se débarrasser de la voiture. D'autant plus que les mécanismes de libéralisation des transports comme à la SNCF détruisent la péréquation (financement des lignes peu rentables par celles d'avantagées fréquentées).



◀ Inondations au Népal, août 2008.



D.R.



D.R.

▲ Sensibilisation des enfants taiwanais aux problèmes climatiques

Le système libéral, en définitive, entretient les inégalités dans son traitement du changement climatique. Si bien que cette politique fait baisser les revenus réels des populations défavorisées.

En France, malgré une stagnation officielle des prix, certains produits de première nécessité comme l'alimentation voient leurs prix augmenter, mais surtout, les prélèvements obligatoires hors impôts directs sont en hausse, ce qui pénalise les plus pauvres. C'est une contradiction majeure du discours libéral.

A l'arrivée, seuls baissent les revenus des populations défavorisées ce qui, hélas, est réellement susceptible de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les réductions apportées par solutions techniques sont largement compensées par la hausse frénétique de consommation des nantis. De telles politiques, qui dominent le monde aujourd'hui, permettent aux riches de polluer plus longtemps. C'est à ce niveau que se situe l'injustice mais aussi l'inefficacité du libéralisme.

## Le rationnement, une fausse solution ?

A peine moins injuste, le système de rationnement étudié par les travaillistes anglais comme Tony Blair, vise à instaurer une "carte de crédit carbone", débitée lors de transports, de consommation d'énergie. Ce dispositif a au moins le mérite, contrairement au libéralisme, de mieux garantir la baisse globale des émissions de GES. Toutefois, le rythme de cette réduction est limité.

Ce qui atténue l'efficacité d'un tel dispositif de rationnement, c'est avant tout le marché aux droits d'émission. Pour réalimenter leur carte de crédit carbone ou vendre leur surplus, les petits porteurs de carbone ont accès à une place boursière ! Ainsi, le système de rationnement prôné par les travaillistes anglais développerait un marché des droits d'émission similaire à celui d'ores et déjà prévu pour les industries avec des titres se négociant au jour le jour suivant les lois de l'offre et de la demande.

Si au départ la reine d'Angleterre dispose du même crédit carbone que le chômeur de Manchester, elle pourra, du fait de sa richesse, racheter tous les crédits qu'elle voudra pour maintenir son train de vie. Les pauvres seront de nouveau les plus démunis.

Cette carte de crédit carbone pose d'autres problèmes : c'est un moyen supplémentaire de pister les étrangers et en particulier de suivre le déplacement des réfugiés climatiques, dont, faut-il le rappeler, le statut n'est défini par aucune convention internationale.

Un tel système est écologiquement moins efficace que l'ensemble des dispositifs des libéraux, mais il s'y maintient beaucoup d'injustice sociale. On en finirait par croire que l'efficacité environnementale et la réduction des inégalités seraient antinomiques.

## Revenir à la notion de biens communs

Ces deux exigences peuvent en fait se concilier, comme on peut le découvrir avec les propositions développées par les *Amis de la Terre* et *Attac*. Une première mesure consiste à instaurer des prix progressifs, notamment au niveau de l'énergie. Par exemple, le prix de la calorie augmenterait à partir de certains paliers de consommation pour les particuliers (en généralisant à d'autres modes de production d'énergie ce qui se fait déjà pour l'abonnement au compteur électrique d'EDF). Ces prix progressifs offrent déjà plus de justice vis-à-vis



D.R.

du consommateur, et apportent un peu de dissuasion au gaspillage chez les classes les plus aisées.

Une seconde proposition consiste à taxer toute forme d'énergie, et pas seulement le carbone. Ainsi, l'électricité, souvent d'origine nucléaire en France, serait, cette fois, elle aussi taxée. La différence est loin d'être négligeable quand on sait avec quelle vigueur le lobbie nucléaire s'évertue à faire passer son énergie pour une production "propre", "neutre en carbone"...

D'autre part, Attac et les Amis de la Terre sont parmi les rares organismes à proposer la taxation de la publicité (incitatrice de consommation), alors que les systèmes libéraux et travaillistes (avec leur carte "crédit carbone") ne s'en prennent qu'au consommateur.

Chez ces deux mêmes organisations, on distingue également consommateurs et entreprises, ces dernières seraient affectées de taxes spécifiques dans le cas où leurs activités seraient polluantes. La liberté d'entreprendre cesserait de justifier le droit à polluer impunément.

On y trouve également une mention sur la nécessité de ne pas diminuer les cotisations sociales, alors que cela apparaît dans le Grenelle de l'environnement. En clair, il ne s'agit pas, à Attac, de "jouer le carbone contre la sécurité sociale", ce fonds public d'assurance maladie pouvant d'ailleurs jouer son rôle de protection sociale en cas d'accident lié à une inondation, elle-même parfois imputable au changement climatique, ou en cas de maladies, elles aussi liées au changement climatique, comme celles dues aux canicules, ou peut-être un jour aux épidémies...

Et enfin, la défense des services publics au sein d'Attac offre la perspective de maintenir et d'améliorer les transports publics afin de libérer le citoyen de la voiture.

Mais ces propositions ne sont pas figées ni achevées : il reste en particulier à explorer la piste d'un revenu maximum (en plus du revenu minimum), qui permettrait de dissuader les riches de poursuivre leur consommation frénétique. Il reste également à définir l'échelle géographique de ces taxes, prix, prélèvements progressifs (extension à l'Europe ? au monde ?), et à préciser leur niveau, leur réaffectation.

C'est néanmoins le système le plus opérant pour enrayer les émissions de GES sans reporter l'hyperconsommation sur le nucléaire. C'est le



D.R.

souci de justice sociale qui permet d'impliquer davantage le citoyen.

Il ne reste plus aux partis politiques qu'à reprendre, à compléter ces propositions, ce que certains ont déjà commencé à faire. La gauche doit rattraper son retard dans la réflexion théorique sur l'articulation entre l'écologique et le social afin de reprendre l'initiative face aux libéraux après leurs opérations de "communication" intensive avec le Grenelle, et les mises en scène de Nicolas Hulot et Yann Arthus Bertrand.

Il reste également au citoyen à continuer de changer de consommation pour se libérer du poids des lobbies industriels/financiers qui ne manqueront pas de faire obstacle aux mesures environnementales et sociales les plus défavorables à leurs intérêts.

En tout cas, il faudra porter haut et fort les propositions à la fois écologiques et sociales, pendant les actions alternatives au sommet de Copenhague, et de contre-sommets comme celui face à l'Organisation mondiale du commerce, au G8, au G20... les pays les moins industrialisés étant souvent les plus affectés par les conséquences du changement climatique, ils commencent, à juste titre, à réclamer une augmentation des fonds mondiaux destinés à l'adaptation à ce changement climatique. Les enjeux représentent bien autre chose que la perpétuation du marché des droits à polluer. La justice climatique a un rôle à jouer dans la paix mondiale.

Christian David ■

Osons le vélo !



# Pignon sur rue, un carrefour cyclable

▲ Accueil à l'entrée des locaux

**Existant depuis 2004 à Lyon, Pignon sur rue fédère plusieurs associations militant de diverses manières pour le développement du vélo comme mode de transport écologique, pratique et convivial. Active sur tous les plans, l'association propose entre autres choses un centre de documentation, un atelier, des sorties, des formations... Petit tour d'horizon des nombreuses activités de cette association aux pratiques vélorutionnaires.**

**E**N VILLE, À LA CAMPAGNE, POUR DES DÉPLACEMENTS COURTS OU DE LONGUES BALADES en famille, le vélo présente un grand nombre d'avantages qui ne sont plus à démontrer : il ne pollue pas, maintient en forme, prend peu de place et ne participe pas aux nuisances sonores ou aux embouteillages qui encombrer nos rues...

Malgré cela, les personnes qui le préfèrent à la voiture comme moyen de transport restent minoritaires, alors même que la nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre (auxquelles l'utilisation massive de la voiture individuelle participe abondamment) fait consensus. C'est pourquoi devant la réticence des politiques publiques à miser sur le vélo, ce sont souvent des associations qui ont pris les devants.

À Lyon, il y en avait à l'origine quatre, qui agissaient chacune à leur manière pour le développement du vélo dans nos modes de vies :

*Le recycleur* proposait, dans un petit garage de la rue Burdeau, une aide bénévole pour l'entretien et à la réparation de son vélo.

*Ville à Vélo* et *Lyon Vélo* agissaient pour leur part de façon militante auprès des politiques pour l'adoption de mesures favorisant les cyclistes (aménagement urbains notamment).

Enfin, l'association *Vélos et chemins de traverse*, militait pour le développement d'itinéraires de petite ou grande distance pour les déplacements non motorisés, et disposait d'un petit fonds documentaire (notamment des ouvrages techniques et une cartothèque).

C'est en 2004 que ces quatre associations se fédèrent au sein de l'association *Pignon sur rue* (à l'exception de *Lyon Vélo*), qui devient alors la « maison du vélo et des modes doux » de Lyon. La fédération est soutenue dès le début par la communauté urbaine du Grand Lyon, avec qui elle signe une

convention renouvelable tous les trois ans. Elle s'installe dans un local mis à disposition par la communauté urbaine, dans les pentes de la Croix-Rousse (à quelques centaines de mètres des locaux de *Silence*). Ce local lui sera prêté pendant trois ans, avant de devenir payant, dépense qui sera compensée par l'obtention de subventions de fonctionnement.

L'objectif, pour les acteurs du projet, est alors de mutualiser les moyens des différentes associations existantes, d'augmenter leur visibilité, et de pouvoir mettre en place un accueil du public intéressé.

## Un centre de documentation sur les modes doux

Au local de *Pignon sur rue*, on trouve tout d'abord un centre de documentation rassemblant un grand nombre de documents en rapport avec le vélo, et plus largement, avec les modes de déplacement doux.

« *Ce fonds a repris la documentation rassemblée à l'époque par l'association Vélos et chemins de traverse, et l'a complété très largement, raconte Catherine, responsable du centre. Ainsi, on y trouve aujourd'hui de la documentation technique sur le matériel et les aménagements routiers, les questions de géopolitique liées au pétrole, des cartes, des itinéraires pour les ballades en ville ou à la campagne, des revues sur ou autour du thème du vélo (dont *Opinions sur rue*, le journal de l'association), des récits de cyclotourisme... Il y a même un petit rayon sur la décroissance !* »

Pour accompagner le visiteur dans ses recherches, Catherine est disponible aux horaires d'ouvertures.

Le centre de documentation de *Pignon sur rue* a reçu en novembre 2008 un « trophée du vélo », résultat d'un concours organisé par le comité de promotion du vélo et parrainé par le ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

## Un local pour apprendre à réparer son vélo dans la convivialité

La plus grande partie du local de *Pignon sur rue* est occupée par *le Recycleur*, qui a pu, grâce à la constitution de la fédération en 2004, quitter l'ancien local qu'il occupait depuis 1999, devenu trop petit en raison du bon fonctionnement de l'association, et qui débordait alors littéralement de vélos en réparation.

Le fonctionnement de l'association est simple : au local, tous les outils nécessaires à l'entretien ou à la réparation des vélos sont disponibles, y compris des pièces détachées neuves ou d'occasion.

« *Avec l'aide de l'un des trois salariés de l'association ou des nombreux bénévoles souvent présents, les adhérents peuvent venir apprendre à prendre soin de leur deux roues aussi souvent et aussi longtemps qu'ils le désirent, l'objectif étant pour le recycleur d'aider ceux-ci à devenir 'vélonômes'* », explique Stéphane, ancien salarié de l'association et actuellement bénévole et membre du conseil d'administration.

Et le principe fonctionne plutôt bien : à son installation à *Pignon sur rue*, *le Recycleur* avait 500 adhérents, il en est aujourd'hui à 1300, et une liste



▲ L'atelier de réparation



◀ Présentoir (tout se re-cycle)

d'attente s'est constituée car l'association ne dispose plus d'assez de moyens ni de place pour accueillir plus de monde.

Avec le temps, *le Recycleur* a pu se diversifier : en plus des activités classiques de l'atelier, il a établi des partenariats avec des écoles, des structures accueillant des enfants sourds ou en difficulté, et l'on peut également y faire marquer son vélo. Cette pratique s'est développée en partenariat avec la ville de Lyon pour lutter contre le vol de vélos.

## Militer pour favoriser l'insertion du vélo dans la ville

Parallèlement, *Pignon sur rue*, via l'association *Ville à Vélo*, continue de faire des démarches pour

Il existe de nombreuses associations plus ou moins similaires à *Pignon sur rue* partout en France. A Nantes (*Vélocampus*), Grenoble (*Un P'tit vélo dans la tête*), Chambéry (*Roue libre*), Rennes (*Rayon d'action*), Gap (*Mobil'idées*), Paris (*Vélorution*), Nancy (*Dynamo*), Montpellier (*Vieux biclou*), Toulouse (*Vélorution et Maison du vélo*), Lille (*ADAV*), Bruxelles (*Atelier de la rue Voot*), Marseille (*VéloUtile*)... *L'Heureux-cyclage* a vu le jour à l'automne 2008 et se veut un réseau d'ateliers de recyclages de vélos. Il recense ces initiatives. Plus sur : [www.heureux-cyclage.org](http://www.heureux-cyclage.org).



▲ Une autre vue des ateliers... et du stock de vélos !

■ **Pignon sur rue**, 10, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 23 57, [www.pignonsurruerue.org](http://www.pignonsurruerue.org).

inciter les politiques à prendre des mesures pour développer le cyclisme urbain. En effet, bien que la ville de Lyon fût la première en France à adopter un système de vélos en libre location (les Vélo'v, version Lyonnaise du Vélib parisien), de nombreux aménagements restent à faire pour permettre aux cyclistes de se déplacer facilement, et sereinement.

Lun de ces combats est celui pour la généralisation des doubles sens cyclables dans les zones 30. Très présent dans les pays du nord, ce dispositif consiste à autoriser les vélos à circuler à double sens dans des rues à sens unique pour les voitures, et ce dans les zones limitées à trente kilomètres heures. Il s'agit d'un système très sécurisant pour les cyclistes et les piétons, et qui doit, selon un décret du 30 juin 2008 modifiant le code de la route, être généralisé dans les zones 30. Cela est encore peu développé à Lyon, alors que des villes comme Paris, Strasbourg ou Dijon s'y sont déjà plus largement mises.

## Des actions de formations et d'encouragement au vélo urbain

Ayant constaté que de nombreuses personnes n'utilisaient pas le vélo en ville par peur ou par manque de savoir-faire, *Pignon sur rue* organise

▶ *Tout le monde met la main à la pâte !*



régulièrement des formations au vélo en ville. Ainsi, il est possible de se faire accompagner plusieurs fois par un membre de l'association sur un trajet défini (par exemple, domicile-travail), afin d'apprendre les règles et les dangers de la circulation à vélo, et de pouvoir, là encore, devenir « vélonome ».

## Promouvoir l'utilisation du vélo à l'école et dans les entreprises

*Pignon sur rue* occupe également une fonction d'aide à la mise en place de ramassages scolaires à vélo, conduits par des parents volontaires, et organise des animations dans les classes sur le thème des déplacements, du vélo et de l'environnement.

De plus, une fois par an, l'association organise un « challenge vélo inter-entreprise ». Le principe est simple : le jour J, les salariés des entreprises inscrites sont invités à venir au travail en vélo. Les entreprises dont le taux le plus élevé de salariés joue le jeu reçoivent ensuite un prix. Cette action symbolique et incitative s'accompagne de tables rondes et d'événements visant à donner un aspect convivial au challenge.

## Perspectives d'avenir

*Pignon sur rue* rassemble donc un grand nombre d'activités autour des modes doux, et la liste ci-dessus n'est pas exhaustive. Autour de *Pignon sur rue*, on peut aussi trouver une bourse aux vélos bi-annuelle, des conférences, des débats, un forum du voyage à vélo, une fête du vélo... Ce ne sont pas la volonté et les idées qui manquent.

Pendant, la situation actuelle de l'association reste fragile. Malgré un fort potentiel et un intérêt toujours plus grand du public pour la maison du vélo et des modes doux, ce sont les moyens financiers qui font défaut.

En effet, les politiques publiques se sont peu à peu désengagées : les aides publiques sont passées d'un système de subventions au fonctionnement (aide pour l'ensemble de l'activité sur une période donnée) à un système de subventions au projet, ce qui oblige l'association à passer énormément de temps sur des dossiers administratifs, en empêchant de mettre en place une action globale sur le long terme. De plus, cela la met en concurrence avec d'autres, notamment des associations promouvant le vélo électrique, perçu parfois comme plus attractif car innovant technologiquement, mais infiniment moins accessible au grand public de par son prix...

En outre, des « emplois environnement aidés » ont été supprimés par la communauté urbaine, obligeant l'association à restreindre son nombre de permanents, déjà insuffisant pour gérer ses activités qui sont, on l'a vu, nombreuses et diverses.

Par conséquent, *Pignon sur rue* essaie actuellement d'être reconnu d'utilité publique. Pour ce faire, l'association travaille actuellement à la création d'un portail Internet global à partir du centre de documentation, qui lui permettra d'avoir une portée nationale, et ainsi d'obtenir plus facilement des subventions.

Affaire à suivre...

Benjamin Gauducheau ■

# L'élevage industriel tue aussi l'âme humaine

**Amis de *Silence*, croyez-moi, l'univers de l'élevage industriel est unique. Vous le saviez ? Sans doute, mais lisez tout de même ce premier épisode consacré au grand massacre. Vous n'en avez pas fini avec mon cauchemar.**

**L'**AFFAIRE EST PRESQUE SIMPLE. EN 1834, LE PHYSICIEN ANDRÉ-MARIE AMPÈRE – OUI, CELUI de l'aiguille astatique et de l'électroaimant – invente un mot nouveau : zootechnie. L'art délicieusement humain d'utiliser des animaux domestiques. Les premiers zootechniciens se suivent et se ressemblent étrangement. Lun d'entre eux, Martial Laplaud, résume le tout sans façon : « La zootechnie a pour but d'enseigner la théorie et la pratique des moyens de gagner de l'argent avec les animaux domestiques ».

Mais en cette époque lointaine, les moyens de totalement asservir les bêtes manquent stupidement. Il faudra attendre la fin de la Seconde guerre mondiale, et l'irruption sur la scène de techniciens et ingénieurs – souvent salariés de l'Inra – pour que tout commence enfin. Fascinés par l'exemple américain – la plupart feront le voyage outre-Atlantique entre 1945 et 1960 – ces jeunes gens n'ont qu'un rêve : imiter, « améliorer » si possible. Le retour de De Gaulle au pouvoir, en 1958, et le soutien indéfectible d'Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture du général, vont enfin ouvrir la voie aux « fermes » hors-sol et aux élevages concentrationnaires.

Et voilà pourquoi votre fille est aujourd'hui muette de terreur. Car il faut bien parler de terreur et de stupéfaction. En seulement quelques décennies, un lien immémorial entre les hommes et les bêtes a été rompu. Ce n'est pas que le passé était beau, grand et généreux, non. La cruauté existait, bien entendu. Mais dans le temps d'avant l'industrialisation de la viande, un animal restait un animal. À tout instant, un rapport de compassion pouvait surgir entre deux êtres réels, de chair. Il y a 5 000 ans, le taureau Hap était un dieu. En 1600, il y a donc seulement quatre siècles, l'agronome Olivier de Serre racontait son amour profond des animaux d'élevage dans son étonnant *Théâtre d'agriculture et mesnage des champs*. Tenez, juste un mot : « Quant à leur logis [celui des animaux] et particulier gouvernement, il en sera traité en lieu convenable, selon le naturel de chacune espèce de

bestail. » Et tout est de même. Il y avait donc une autre voie, qui n'aura pas été explorée.

Aujourd'hui, on tue en France chaque année plus d'un milliard d'animaux qui n'auront pas vécu. En notre nom, pour nos estomacs. Les poussins mâles, « sexés » à la naissance, sont jetés à la poubelle. Quand les porcelets ont cinq ou six jours, on sort une seringue, une pince coupante, de l'alcool médical, un coupe-queue électrique et une protection pour les oreilles. Il s'agit en effet de castrer un à un les mâles – pour ne pas « nuire » au goût du produit terminal – et de leur couper la queue en tire-bouchon pour qu'ils n'aient pas envie, devenus adultes, de croquer celle de leur voisin. Du coup, il faut aussi leur limer les dents. Les petits hurlent de frayeur et de douleur. Les mères hurlent de colère. Les hommes châtrent et mutilent, protégés par leur casque auditif. Les poules auront de même le bout du bec coupé, pour éviter qu'elles ne s'attaquent à leurs congénères quand elles seront 20 000 dans un hangar industriel plongé dans le noir. Les veaux sont retirés au bout d'un jour ou deux de leur mère, alors qu'ils restaient des mois en sa compagnie. Avant. On installe sur le phallus des taureaux des vagins artificiels, de manière à recueillir leur sperme de champion.

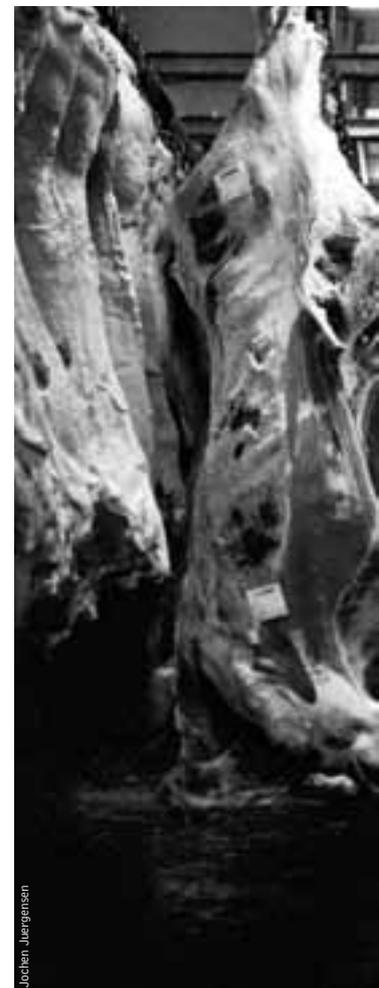
C'est ce qu'on appelle une révolution. Mais elle n'est pas seulement technique. Elle est aussi anthropologique. On a au passage, sans réfléchir, modifié la psyché humaine. Car ce gigantesque événement plonge ses conséquences au cœur même de notre âme. L'industrie de la viande nie les besoins physiologiques, biologiques, psychologiques d'êtres vivants et sensibles. Elle les considère comme des choses, des morceaux, de simples ballots de chair déposés sur un tapis roulant. Reste à comprendre qui, comment, pourquoi. Reste à savoir s'il existe des solutions. Rendez-vous le mois prochain.

Fabrice Nicolino ■



▲ Tête dépecées

■ Fabrice Nicolino vient de publier Bidoche, *l'industrie de la viande menace le monde*, éditions Les liens qui libèrent, Paris.



▲ Des tonnes de viandes attendent d'être livrées

# Le mystère de "l'identité nationale" (ou la patrie en danger)



**"Définir les critères de l'identité nationale" (Le Monde), "la honte d'être français" (Royal), "la fierté d'appartenir à la France est un enjeu éducatif majeur" (Darcos), "la défense de la nation est un principe qui ne saurait souffrir aucune forme d'ambiguïté" (Darcos)... constituent un débat récurrent et effrayant autour de la question de "l'identité nationale".**

*Photos : les Mariannes d'aujourd'hui, exposition au Sénat durant l'été 2009, exposition réalisée par l'association Ni putes ni soumises*

UN PETIT SURF SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION, DE L'IDENTITÉ NATIONALE et du développement solidaire est largement suffisant pour nous convaincre que ce ministère est tout entier consacré à la question de l'immigration. Dans l'organigramme de ce ministère ne figure aucune référence à l'identité nationale. Aucune définition de l'identité nationale. Qu'est-ce donc que cet insaisissable machin ? Un objet ? Un concept ? Une réalité sociale ?

Dans le cas de ce ministère, associée à l'immigration, "l'identité nationale", sert de toute évidence à la restreindre : sans adoption sans contestation de "l'identité nationale" requise, point d'immigration, et encore moins d'intégration !

Mais exiger que les arrivants montrent patte blanche ne suffit pas aujourd'hui. Il semble que la "nation" soit menacée par des ennemis venus d'ailleurs, mais aussi par des ennemis intérieurs. Il y a parmi nous des traîtres et des mauvais Français, des individus et des groupes qui mettent la "nation" en péril.

Mais attention, maintenant c'est du sérieux : on ne parle plus de "nationalité" ou de "citoyenneté" françaises définies juridiquement et politiquement. Cela ne suffit plus ! Il s'agit d'"identité nationale", c'est-à-dire d'un sentiment, d'un "comment on se sent français" qui dépasse les limites de la citoyenneté, mais est une pré-condition à son acquisition (il va falloir montrer qu'on se sent Français avant de prétendre à la nationalité, en apprenant la Marseillaise par exemple), et une confirmation lorsqu'on a déjà cette citoyenneté. On peut donc grâce

à ce merveilleux outil devenir une mauvaise Française (comme Ségolène Royal).

## Enseigner l'amour de "l'identité nationale"

En réponse à cette dernière, Xavier Darcos n'a pas pu s'empêcher de répondre par un communiqué enjoignant les enseignants à éduquer à aimer "l'identité nationale" (française — on oublie toujours de préciser qu'il s'agit de l'identité nationale française !). Il faut faire aimer la représentation subjective d'un autre, ce qui crée un véritable rapport de domination : aimez ma façon de me sentir Français et adoptez-la sous peine d'exclusion, car j'ignore et méprise la vôtre ! Ce n'est pas la bonne ! Il s'agit de nier et mépriser ce qui a été activé par le dominant lui-même comme système de représentation et d'intégration pour définir la place de chacun dans la société.

Ainsi, si on ne se reconnaît pas dans la représentation subjective imposée par le pouvoir, on se retrouve exclu par ce même pouvoir, alors que c'est lui qui a institué ce système d'identification et de représentation pour se renforcer lui-même. Pour masquer les autres possibilités d'identification et les réalités sociales que dissimule la question de l'identité nationale.

Enseigner l'amour de la patrie, l'amour de "l'identité nationale" française, c'est donc imposer l'idée que la seule possibilité d'intégration c'est l'amour de la patrie et de ses symboles. Est-ce une valeur universelle ?... Sachant que le parti qui est

au pouvoir et impose ces conceptions est lié aux milieux d'affaires, aux entrepreneurs les plus riches du pays, que c'est un pouvoir qui favorise le développement de la richesse en se basant sur la domination du "capital humain", qui répartit les richesses de la façon la plus injuste... et, coïncidence ?, c'est justement à ceux qui sont le plus touchés par l'exploitation, la pauvreté, la crise économique et sociale que l'on demande d'aimer la patrie... A ceux qu'on expulse, qu'on stigmatise, qu'on parque dans les cités, qu'on licencie à tour de bras, qu'on ignore et matraque dans les manif, qu'on soupçonne de terrorisme... on leur demande d'aimer, on leur demande d'embrasser la main qui les gifle.

Aimer la liberté, l'égalité, la fraternité, la démocratie, la laïcité, dans ces conditions, qu'est-ce que cela veut dire ? Evidemment que la plupart aime la liberté, l'égalité... et toutes ces valeurs universelles. Mais le problème dans ce jeu du pouvoir sarkoziste, c'est que le "patriotisme", ou le "nationalisme", sous prétexte d'amour de "l'identité nationale" française, particularise et restreint le sens de ces valeurs. C'est donc au sens que leur donne le pouvoir que nous devons tous nous plier : liberté... d'entreprendre/égalité... des chances (et pas des droits)/fraternité... avec ceux de son rang (et délit de solidarité)/laïcité... dans le cadre des racines « essentiellement chrétiennes » de "notre civilisation"/démocratie... à condition de ne pas remettre en cause le pouvoir et son petit chef.

Bref, l'universalité des valeurs auxquelles il est fait référence à tout bout de champ est travestie par la référence continue à "l'identité nationale" française, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une bonne partie de la population de notre pays ne s'y reconnaisse pas.

Ce travestissement légitime parfaitement la contestation de ces valeurs : siffler la marseillaise, avoir honte d'être français (c'est-à-dire ne pas se retrouver dans le modèle imposé), ne pas aimer le pouvoir en place, se faire une autre représentation de l'identité nationale... tout cela devrait être possible et légal, tout comme il devrait être possible dans notre "démocratie républicaine" de contester les politiques en cours, de manifester, de s'exprimer : liberté... de penser, de s'exprimer, de circuler/égalité... de traitement, des droits/laïcité... émancipation/fraternité... solidarité et répartition des richesses/démocratie... et représentation.

Lorsque le pouvoir tente d'imposer comment chacun doit se sentir Français, comme dans le pire des cauchemars totalitaires, il pourrait effectivement être légitime d'avoir honte d'être Français.

## Un instrument au service du pouvoir

Mais "être fier" ou "avoir honte" d'être Français, à quoi bon ? Quel sens a le sentiment de fierté ou de honte d'être Français ? Aucun, si ce n'est de montrer que la relation à la nation ne peut se faire qu'en termes émotionnels, contraires à une réflexion sereine. Le modèle proposé par les tristes gesticulations des leaders politiques de ce pays ont pour objectif de conduire les citoyens à penser la question nationale de façon émotionnelle, c'est-à-dire à ne pas la penser. Et donc à suivre aveuglément tel ou tel



▲ Affiche Les amoureux du ban public



leader, en évitant soigneusement de se poser les questions essentielles : pourquoi les richesses sont-elles aussi mal réparties ? Pourquoi peut-on débloquer des milliards pour sauver des banques qui les refilent aussitôt à leurs patrons, alors qu'on nous a rebattu les oreilles pendant des années avec le trou de la sécu ? (tiens, d'ailleurs on n'en parle plus !)...

De plus, cette volonté nationaliste ignore et méprise l'histoire de la France et de sa construction, la diversité de sa population et de ses régions et de ses "identités". Tout comme l'américanisation uniformise et peut faire disparaître des richesses culturelles, la volonté de redéfinir "l'identité natio-



nale", de l'activer pour renforcer une forme de "cohésion nationale" en promouvant des critères identificatoires particuliers active une forme de nationalisme républicain (basé sur des valeurs associées à la République), au mépris des autres formes d'identification. Les régionalismes ou nationalismes — qui existent en France qu'on le veuille ou non (Corse, Pays Basque, Bretagne, Occitanie, Alsace...) — sont rejetés et criminalisés comme "terroristes" ; tout comme les remises en cause du pouvoir et de son "ordre national" (salariés en lutte "preneurs d'otages", jeunes de Tarnac, manifestants anti-Otan à Strasbourg, délits de solidarité...). Toutes sont utilisées pour légitimer le renforcement de l'état policier.

Ainsi la référence constante à l'identité nationale est bien plus qu'un simple jeu électoral consistant à attirer vers la droite décomplexée les électeurs du Front national. Bien plus grave, il s'agit d'une stratégie utilisée pour redéfinir les frontières symboliques de la nation française, et de bien différencier ceux qui font partie de la nation française, et ceux qui n'en font pas partie. Bien identifier ceux qui ne correspondent pas aux critères du jour. Bien différencier ceux qui ont le droit de se sentir Français et ceux qui n'ont pas le droit. Bien définir les nationalistes des ennemis intérieurs de la nation. Cette thématique récurrente des Etats en crise cherche à souder des "sujets" derrière le pouvoir en place et à désigner des boucs-émissaires. Les conséquences peuvent être gravissimes.

Cette stratégie se poursuit dans les tentatives de (re)-définition des "racines essentiellement chrétiennes de notre civilisation" de Sarkozy et de ses amis Berlusconi en Italie ou Ahern en Irlande l'an dernier.

Objectif final étant de créer du conflit (si possible violent), car dans la perspective sarkoziste, il ne s'agit pas uniquement d'identifier les uns et les autres, mais de les mettre en confrontation pour mieux les stigmatiser et les réprimer (voir les diverses provocations policières actuelles). L'occasion des élections est idéale pour cela : mettre l'accent sur l' "identité nationale" au



moment des élections européennes est encore une démarche "décomplexée" ; cela permet de structurer différemment les débats, et de faire oublier les véritables problèmes que sont la crise économique et financière, les licenciements, la destruction des services publics... Et cela lève définitivement le voile sur les conceptions sarkozistes de l'Europe. Malgré les gesticulations de la présidence française, il ne s'agit que de mépris pour la construction d'une Europe politique.

"L'identité nationale" n'est pas un problème en soi : si on ne l'active pas, elle n'existe pas. Ce qui est un véritable problème, c'est tout ce qu'elle parvient à cacher grâce à l'importance démesurée qui lui est attribuée par le pouvoir, et que nous acceptons les yeux fermés. Et qui entraîne une opposition bien consentante dans ces débats inopportuns.

Pascal Pragnère et Liem-Khê Luguern ■

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net).

# COURRIER

## DÉCROISSANCE : TENDRE VERS UNE DIRECTION COMMUNE

Contrairement à la "transition" (voir le dossier n° 365 "Villes vers la sobriété") présentée comme une réunion d'acteurs pour un but précis et quantifiable, la décroissance semble plutôt un réseau plus ou moins dense et solidaire de personnes. Bien sûr, certaines organisations et collectifs possèdent un pouvoir fédérateur et mènent une action directe auprès des citoyens et de leurs représentants. Mais la dispersion et même la dissension me semblent très présents. Au-delà des initiatives locales et individuelles, la fédération paraît problématique. (...) Par rapport à M. Yves Cochet dont les positions sur la natalité sont certes contestables, il ne faut pas oublier que c'est le seul à l'Assemblée à prôner la décroissance



et un changement de paradigme pour notre société. L'ouverture d'un débat sur ce sujet ne serait-il pas plus judicieux que la note-pamphlet courte mais agressive du dernier Silence (n°370 p.34) ? Votre dossier sur nos voisins britanniques (n°365) est très éclairant sur ce point : ne vaut-il pas mieux définir des bases communes, qu'elles soient des idéologies ou des buts (par exemple pas de nucléaire + alimentation bio + relocalisation de la consommation et des emplois, etc.) pour tendre vers une direction commune et fructueuse plutôt que d'éternelles dissidences qui se traduisent par des accusations plutôt que des discussions ? (...) En s'inspirant peut-être de la démarche de Arne Naess qui dans "Ecologie, communauté et style de vie" propose des postulats communs pour le mouvement écologiste, comment fédérer la décroissance pour gagner en visibilité, en autonomie, en efficacité ?

**Olympe Sauvage-Sauter**  
Saône-et-Loire

## Home

Avez-vous vu « Home » ? Le documentaire de Yann Arthus-Bertrand, celui qu'il fallait voir, que vous ne pouviez d'ailleurs pas rater. (...) Je me décide à ne pas tomber dans les critiques faciles. Soyons bon public jusqu'au bout. Mais stupefaction ; voici en résumé ce que j'ai vu : une fresque photographique cultivant l'esthétique avant tout, support d'un enchaînement sans relâche de chiffres atterrants, le tout s'adressant à « toi, cher citoyen, comme moi-même et tous les citoyens de cette planète ». C'est Yann Arthus en personne qui nous tutoie (de haut...), fait le commentaire en personne de bout en bout, et nous assène ainsi une logorrhée de situations les plus culpabilisantes les unes que les autres. (...) Surprise également ; dans ce torrent d'esthétisme visuel, pas une seule image ou presque où l'on puisse apercevoir un paysan, un groupe humain, qui exprime sourire, crainte, enthousiasme, souffrance ..., et qui humanise un tant soit peu le discours. Que de l'esthétique, rien que de l'esthétique (...). « Et alors que fais-tu, toi, cher citoyen », semble dire au bout d'une heure, l'ami Yann ; « maintenant que tu connais le panorama de cette si merveilleuse planète qui n'en a plus pour très longtemps ». Eh bien je vous en mets pour mille, ce cher Yann, si lucide, en a vu lui bien des choses ; et en cinq minutes, tout au plus, nous voilà assommés ; des grands parcs d'éoliennes en Espagne ou en Californie, des merveilleuses technologies automobiles du troisième millénaire (voitures électriques, à hydrogène, ...), des agriculteurs qui se lancent hardiment dans la culture raisonnée,

des lotissements écologiques du Fribourg d'aujourd'hui et de Chine demain, de ces commerçants qui ont senti l'indispensable nécessité du commerce « équitable ». Bref Yann Arthus a vingt ans de retard. (...) Il n' imagine pas une seconde (...) que les démarches qui sont vraiment en route, sont celles du quotidien, émergeant de petits collectifs autonomes de femmes et d'hommes, remettant sur pied une vraie économie de marché (celle qui dans le fond a disparu aujourd'hui...), basée sur de justes coopérations et associations de partenaires.

Bref le plus dur dans ce documentaire ringard fut d'aller jusqu'au bout. (...)

**Christophe Beau**  
Gard

## COOPÉRATIVES EN QUESTION

Je ne suis pas étatiste ou pro nucléaire et suis client Biocoop et Nef (un bon consom-acteur), mais je prends du recul face à ces coopératives nationales : le pourcentage sur le chiffre d'affaires de l'enseigne Biocoop augmente (certaines sont déjà sorties du réseau) et elle dérive à un monopole de la centrale d'achat bio : « Biocoop est aujourd'hui leader de la distribution ».

La Nef aussi dérive auprès du monopole de la banque humaine : les projets paysans « hors normes » se sont réduits (pour baisser le taux de risque si cher aux autres banques ?). Pour la Nef, les habitats « nomades » ne sont pas reconnus (conforme au cadre administratif français). Le taux d'endettement en emprunt immobilier est idem à la Banque de France. Alors que la Nef est liée aux lois françaises et bancaires, le prêt à taux zéro est inexistant, augmentant ainsi le taux d'endettement, sélectionnant les catégories sociales pour l'accession à la propriété (propriété qui est critiquable). (...) Avant la guerre : oligopole des grands électriciens (même résultat que sur l'eau aujourd'hui) coûts élevés, abus des tarifs aux usagers et aux PMI. En 1946 l'État nationalise l'énergie. Malgré cette

expérience et au lieu d'améliorer le service public et les choix énergétiques, EDF se privatise. La coopérative énergétique Enercoop vient en « alternative ». (...) Enercoop pourrait permettre l'avancée des énergies renouvelables, mais la communication des revendeurs et les crédits d'impôts incitent les consommateurs à l'achat. Aider à

baisser sa consommation ? Des associations, militants et magazines s'en occupent déjà. Enercoop est une des rares, avec EDF, à reprendre l'énergie petit éolien (la seule pour le biogaz ?) mais elle est liée à la loi française pour le tarif de rachat des énergies.

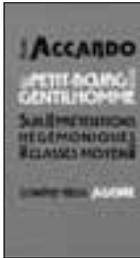
EDF propose un abonnement réduit (RMI ...) et Enercoop propose un abonnement unique (choix d'Enercoop ou obligation administrative ?) (...). Les coopératives nationales ou européennes sont bloquées par les lois françaises (...) : faudrait-il passer à d'autres actes plus radicaux ? (...) Nous n'avons pas su apprendre de nos erreurs, et le choix d'une enseigne « alternative », alimentaire, énergétique, bancaire... est une erreur même si le coopératif semble le moins « pire ».

**Davy Chesneau**  
Morbihan



# livres

## Le petit bourgeois gentilhomme



Alain Accardo  
Ed. Agone  
2009 - 152p. - 13 €

Dans cet essai édité une première fois en 2003, Alain Accardo propose une réactualisation de l'analyse marxiste de classes, en montrant l'émergence dans notre société d'une classe moyenne hégémonique, à la fois actrice et

victime du système capitaliste. Accardo interroge l'ampleur du consentement social à l'ordre régnant, qui découle en grande partie de l'intériorisation profonde des "structures objectives du système sous la forme de structures subjectives de personnalité". Façonnés jusque dans notre rapport au monde par l'échangisme marchand et le règne du profit, nous sommes devenus incapables d'imaginer qu'il puisse en être autrement. L'auteur invite à "déraciner le capitalisme à la fois de l'extérieur et du dedans". Et cela sans sombrer dans le spiritualisme mais en osant s'attaquer aux territoires réputés tabous de la subjectivité et des mœurs. Nous sommes invités, parallèlement à une pratique révolutionnaire sur les structures sociales objectives, à "dévitaliser les structures internes de personnalité (...) qui sont en relation de causalité circulaire avec le style de vie petit-bourgeois et qui nous asservissent à l'ordre capitaliste". Un livre comme celui-là, dans le cousinage des essais de Jean-Claude Michéa, constitue une base claire, abordable et indispensable pour penser le temps présent. GG

## Entre mondialisation et décroissance, L'autre Afrique



Serge Latouche  
A plus d'un titre éditions (Lyon)  
2008 - 134 p. - 12,5 €

Publié postérieurement à *L'autre Afrique*. *Entre don et marché*, Albin Michel, 1998, ce recueil propose des textes non publiés jusqu'alors et rédigés entre 2000 et 2007. Débarqué

en 1964 comme coopérant au Congo (qu'on appelait « belge » à l'époque), Serge Latouche s'intéresse rapidement aux laissés pour compte du développement et de cette croissance imposée par les pays du Nord à une Afrique à peine « indépendante ». Après avoir dressé un constat accablant de la situation économique africaine après dix ans de développement, il montre comment l'économie du don qui anime les échanges traditionnels pourrait constituer une alternative, voire une résistance, au totalitarisme du marché planétaire. A noter que Serge Latouche envisage la coopération avec l'Afrique comme un réel échange, où l'Occident a effectivement des choses à apprendre des cultures africaines, comme des autres cultures. Une sorte d'universalisme occidental contre un pluriversalisme

planétaire que Raimon Panikkar définit comme "la reconnaissance que ni moi, ni nous, n'avons de critères absolus pour juger le monde et les autres". Pour conclure, l'auteur déclare avec François Partant que ce qui pourrait arriver de mieux au continent africain, serait finalement de sortir du développement que lui imposent les pays riches. Un recueil utile pour nourrir sa réflexion sur un sujet qui reste complexe. PM.

## Le ménage au naturel

Nathalie Boisseau  
Editions Alternatives  
2009 - 112 p. - 13,50 €

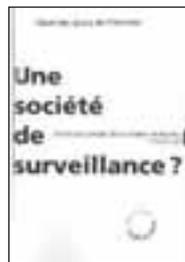
On peut compter au moins cinq bonnes raisons de fabriquer soi-même ses produits ménagers : on échappe aux laboratoires industriels et aux supermarchés, on diminue ses déchets, on n'utilise que des substances naturelles et biodégradables, on limite les substances actives utilisées dans nos maisons, on fait des économies et on peut les personnaliser (parfum, texture, etc.). Plus complet que *Le Grand Ménage de Raffa* (téléchargeable gratuitement sur <http://raffa.grandmenage.info>), le livre de Nathalie Boisseau se présente également sous la forme d'un manuel format fiches. On y trouve bien sûr les recettes pour fabriquer les produits pour nettoyer la cuisine, la salle de bains, les toilettes, le linge, les sols et les parquets, mais également tout un tas de trucs et d'astuces pour entretenir le bois, les cuirs, faire fuir les insectes envahissants, assouplir le linge, désodoriser les pièces, etc. et tout ça sans produits chimiques ! Par contre, on relève 30 pages-photos qui ne semblent avoir qu'un rôle esthétique... était-ce vraiment utile (à part pour faire monter le prix ?). PM.



## Une société de surveillance ?

Ligue des droits de l'homme  
La découverte,  
125 p. - 2009 - 10 €

Cette édition 2009 de "L'état des droits de l'homme en France" met l'accent sur la dérive sécuritaire du gouvernement français. Extension de la catégorie des délinquants, criminalisation du mouvement social, délégation de la surveillance aux agents de l'Etat, essor des "miradors invisibles" (puces RFID, biométrie...) nous mènent vers un "totalitarisme consensuel". Quelques chiffres : le nombre de gardes à vue est passé de 287 000 en 1982 à 560 000 en 2007. Entre 2001 et 2007, le nombre de mises sous écrou a augmenté de 34%. Au niveau européen, la fermeture des frontières, la surveillance des échanges ("les services de police et de justice peuvent savoir, pour l'ensemble des pays de l'Union, qui a téléphoné à qui, a écrit un courriel à qui, et quels sites internet ont été consultés"), et des discriminations importantes



sont montrées du doigt : marginalisés dans des bidonvilles, avec un taux de mortalité infantile très supérieur aux moyennes nationales, les roms sont l'objet d'ostracisme dans toute l'Europe. Au niveau mondial, la politique anti-terroriste, le système Echelon et les autres outils de surveillance globale viennent compléter le tableau. Une chronologie 2008 permet de se rendre compte des évolutions rapides de la surveillance. Un utile rappel des faits accompagné toutefois d'analyses timides du type : "c'est le développement anarchique des technologies qui pose problème, pas les technologies elles-mêmes". GG

## Ma maison solaire, ici et maintenant

Philippe Lequenne  
Ed. Terre Vivante  
2009 - 192 p. - 19 €

En quelques courts chapitres, l'auteur rappelle les grandes données sur l'énergie solaire et

la profusion d'énergie disponible, les données sur l'ensoleillement. L'essentiel du livre est ensuite consacré à 25 témoignages de personnes utilisant déjà l'énergie solaire, soit pour l'eau chaude sanitaire, soit pour le chauffage, soit pour l'électricité. A chaque fois, un chapitre introductif explique comment ça fonctionne.

La conclusion de l'ouvrage insiste sur le retard français, répond à quelques objections et donne de multiples pistes pour se lancer. Très bien illustré, cela devrait donner envie à beaucoup de monde. MB.

## Ecrire ma vie



Etienne Godinot  
Chronique sociale  
136 p. - 2009 - 12,90 €

Ce guide permet à tout un chacun d'entamer une démarche d'écriture de vie à l'aide de plus de quatre-vingts exercices originaux, qui donnent fâcheusement envie de prendre la plume. Ecrire sa vie permet de créer du lien (avec son

entourage, sa famille), de faire mémoire, de donner sens à son parcours, d'ouvrir l'avenir (réorientation, projets, mort proche). Un parcours qui permet à chacun-e de répondre à ses attentes spécifiques et s'adapte à des situations individuelles ou d'ateliers collectifs entre amis ou dans le cadre d'institutions des secteurs éducatif, culturel ou médico-social (maisons de retraite, ...) GG

## Romans

### Nora, le chemin vers la lumière

Ricardo Montserrat et Annexe 26 bis  
Ed. du Cerisier (B-Cuesmes)  
2009 - 206 p. - 12 €

A partir d'un atelier d'écriture réalisé avec des demandeurs d'asile de 26 nationalités différentes, la réalisation d'un roman sur une

## Nauru L'île dévastée

Luc Folliet  
La Découverte  
2009 - 149 p. - 12 €



**C**est une histoire à peine croyable que nous conte le journaliste Luc Folliet. Celle de Nauru, cette minuscule île du Pacifique sur laquelle fut découvert il y a plus d'un siècle un gisement de phosphate (utile pour les fertilisants). Les pays coloniaux exploitent le précieux minerai sans égard pour la population de pêcheurs, faisant de l'île une mine à ciel ouvert. A l'indépendance Nauru nationalise le phosphate (1970) et devient rapidement le pays le plus riche du monde, grâce aux "phospho-dollars". Une richesse à peine imaginable : les Nauruans vivent comme des rentiers, ne paient pas d'impôts, l'Etat leur paye des études internationales et des femmes de ménage, une famille peut avoir jusqu'à six voitures... Pourtant dès le départ on sait que le gisement s'épuisera d'ici l'an 2000... C'est alors le rapide déclin vers une situation d'extrême précarité... Nauru a beau se transformer en paradis fiscal et accueillir des centres de rétention australiens, l'Etat corrompu est en banqueroute totale et croule sous les dettes. La population est décimée par le diabète. Les habitants ont désappris leur culture et la pêche nourricière. Seul espoir actuel : creuser les couches profondes de phosphate pour faire repartir l'économie ! Nauru nous parle de l'évolution de nos sociétés en ce sens qu'elle reflète en miniature la folie auto-destructrice de l'histoire humaine depuis deux siècles. Une enquête saisissante. GG

femme qui, en Algérie, est confrontée à la montée de l'islamisme, avec un frère fanatisé qu'elle doit fuir. Réussissant à passer en Espagne, elle découvre le monde des sans-papiers et s'en sortira grâce à son talent. Remarquable travail collectif avec à l'arrivée un roman de bonne tenue. MB.

### Meurtre chez les Samaritains

Matt Rees  
Ed. Albin Michel  
2009 - 360 p. - 20 €

Un jeune proche de l'ancien président palestinien est assassiné alors qu'il était le seul à connaître les comptes secrets où ont été détournés les millions de l'aide internationale. Un polar qui se passe à Naplouse, en Cisjordanie, dans le contexte d'aujourd'hui avec les exactions de l'armée israélienne, les conflits entre le Hamas et le Fatah, la corruption du monde politique et les difficultés de l'aide internationale. Comme souvent les romans policiers sont d'excellents prétextes à développer des présentations sociologiques. Ici, c'est particulièrement bien rendu. MB.

### Citoyens clandestins

Doa  
Ed. Folio policier  
2009 - 732 p. - 8,10 €

Des islamistes ont réussi à se procurer en Irak un produit chimique fourni par la

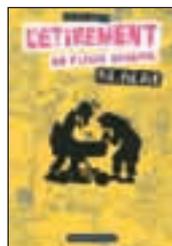
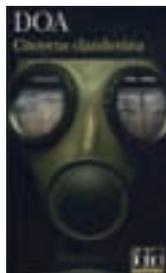
France qui pourrait se retourner contre elle-même. Les services occultes qui gravitent autour de nos services secrets utilisent tous les moyens pour stopper l'action. Si le livre peut faire prendre conscience des moyens dont dispose l'Etat pour contrer le terrorisme, avec force détails, l'histoire reste un peu trop caricaturale entre bons et méchants. FV.

### B. D.

#### Climax

3 - Les faiseurs d'aurore  
4 - Gakona, Alaska  
Brahya, Corbeyran, Braquelaire  
Ed. Dargaud  
2009 - 48 p. - 10,40 € chaque volume

Dans les deux premiers tomes, les chercheurs d'Imago Mundi avaient mis au jour un truandage des études menées par les stations météo en Antarctique. Qui a intérêt à semer le doute sur le réchauffement climatique ? Cette fois-ci la piste les mène dans le Grand Nord où ils découvrent des liens entre l'armée US et la multinationale Eggo. Si on peut regretter une reprise au début du troisième volume d'informations que l'on avait déjà avant, l'histoire nous amène à une conclusion malheureusement réaliste : militaires et capitalistes doivent effectivement se

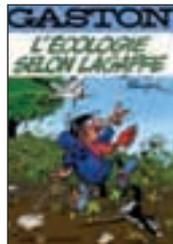


# livres

pencher sur comment profiter du problème climatique. MB.

### L'écologie selon Lagaffe

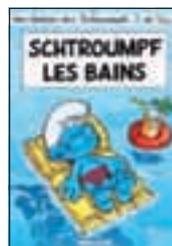
Franquin  
Ed. Marsu production  
2009 - 48 p. - 8 €



Une compilation des gags de Gaston qui ont plus ou moins un rapport avec l'écologie. Cela montre que le grand Franquin avait déjà bien compris la question dès les années 1970... mais malheureusement, il n'y a aucun inédit dans ce volume. FV.

### Schtroumpf-les-Bains

T. Culliford, A. Jost, P. Garray  
Ed. Le Lombard  
2009 - 48 p. - 9,45 €



Le village des Schtroumpfs est une micro-société qui permet d'aborder toutes les questions d'actualité. Après *Le schtroumpf financier* sur la question de l'argent, *Docteur schtroumpf* sur la question de la santé, *On ne stchroumpf pas le progrès* sur la

croissance, ce tome se penche toujours avec une grande sensibilité écolo sur la question du tourisme. A découvrir par les petits et les grands. MB.

### L'étirement du plexus brachial

Sylvain Moizie  
Ed. Delcourt / Shampooing  
2009 - 192 p. - 14,95 €

Dans un style dessin apparemment peu travaillé alternant avec des planches très classiques, ce roman graphique, sans doute vécu, présente la naissance d'un bébé qui présente un étirement du plexus brachial : lorsque l'épaule est bloquée au moment de l'accouchement, le bras reste paralysé ensuite plus ou moins longtemps. Les parents naviguent alors entre médecine publique, médecine privée et médecine parallèle, aux conseils contradictoires. Plein de trouvailles graphiques, l'histoire se dévore et l'on vibre en osmose avec les parents angoissés. Réjouissant. MB.

### Je ne suis pas mort

Hiroshi Motomiya  
Ed. Delcourt  
2009 - 200 p. - 7,95 €

Kenzô Okada, soixante ans, est licencié et abandonné par sa famille. Il décide d'en finir et se pend à un arbre, mais la branche casse. Il décide alors de vivre dans la nature. Commence alors un long chemin vers la survie. Un retour à la terre on ne peut plus radical et une scène d'accouchement en style manga qui à elle seule vaut le détour ! MB.

## Le Landais volant



Nicolas Dumontheuil  
Ed. Futuropolis  
2009 - 72 p. - 16 €

Le héros, conte de Cadillac, dans les Landes, décide de voyager en Afrique. Mais bien conscient de position néo-coloniale, il va tout tenter pour ne pas avoir l'air d'un touriste comme les autres et pour essayer de s'intégrer. Cela sera d'autant plus difficile qu'il lui manque quelques clés pour comprendre la situation et que des Africains malins en ont déjà vu passer d'autres. On rigole sagement à la découverte de ces petites histoires qui sentent le vécu. Il n'est toutefois pas sûr que l'on ferait mieux si nous devions voyager ainsi. MB.

## Enfants

### Mon jardin de poche

Eric Prédine et Frédéric Lisak  
Ed. Plume de carotte (Toulouse)  
2008 - 96 p. - 16,50 €



Dès 10 ans. Un excellent ouvrage pour réaliser un mini-jardin sur seulement un mètre carré. Le livre vous explique comment construire le jardin, ce que l'on peut semer ou planter, les différents choix possibles selon les saisons. Très bien illustré, le

livre, fourni avec quatre sachets de graines, enchante tous les jeunes amateurs de potager. A signaler dans la même collection, d'autres titres tout aussi stimulants : *Mon jardin de sorcière*, *Mon jardin d'artiste*, *Mon jardin du monde*, *Ma boîte à graines*. FV.

### Océania,

Hélène Montardre,  
Rageot, 2009  
Tome 1 : La prophétie des oiseaux, 347p., 7,50 €  
Tome 2 : Horizon blanc, 348p., 7,50 €  
Tome 3 : Sur les ailes du vent, 380p., 7,90 €



A partir de 11 ans. Dans un futur relativement proche, Flavia vit sur la côte Atlantique avec son grand-père, "guetteur" qui observe les oiseaux pour analyser les évolutions du climat. Leurs vies seront bien vite bouleversées par la montée des océans. Sur fonds de catastrophes climatiques et de bouleversements socio-politiques, c'est alors une formidable aventure qui commence pour Flavia, à travers les océans en voilier, à New-York protégée de la montée des eaux par une digue gigantesque, etc. On y croise une éco-dictature où règnent la désinformation et les lobbies, des tribus s'adaptant tant bien que mal aux nouvelles

conditions de vie, des scientifiques écologistes en danger... Un récit qui sensibilise aux enjeux de l'écologie et qui captive à la fois. GG

## Musique

### Chut

L'Herbe Folle  
Label Irfan  
2009 - 13 titres, 1h15 - 15 €

Chut écoutez, vous êtes dans *S!lence ! L'Herbe Folle* c'est la rosée du matin qui vous réveille en côtoyant les premiers rayons de soleil. C'est un réveil en montagne, l'air rempli d'oxygène. *L'Herbe Folle* c'est du jazz, de la chanson, du rock, de la valse et diverses autres ambiances colorées qui vous apportent des bouffées de bonne humeur.

Jonglant aisément avec une flopée d'instruments, des textes enveloppés de poésie, les quatre musicien-nes de *L'Herbe Folle* qui jouent ensemble depuis 1999, dirigent de main de maître leur fourre-tout musical et cultivent des « identités plurielles et des ponts entre les styles musicaux, troublant ainsi le jeu des étiquettes ».

Dans la lignée des groupes engagés *L'Herbe Folle* fait partie de cette nouvelle vague de la chanson française, et tout comme *Semtazone* (album chroniqué dans *S!lence*), le label Irfan ne s'y est pas trompé en produisant leur dernier album.

*L'Herbe Folle*, un groupe à découvrir sur scène pour venir « guincher, twister, trémousser votre existence, exultez, et mousser de plaisir » ! JP.



### Fratelli brutti

Monofocus  
Irfan  
2009 - 10 titres, 53 mn - 11 €

"One man band à trois têtes", Monofocus c'est une petite roulotte dans la tête qui se laisse conduire à travers les soubresauts de leurs diverses influences. Teinté de blues, de rock, de psychédélique sans oublier une couche d'électronique, ce combo irradie la chaleur musicale. Avec Monofocus, chaque morceau est un nouvel appel à s'encanailier au rythme des pas de danse qui sauront réveiller vos articulations endormies d'un quotidien trop morose. Du clavier aux sonorités seventies en passant par le tuba et la basse omniprésents pour la rondeur des morceaux, c'est un univers des plus Electro Blues Forain que vous allez découvrir. Et, pour nos fidèles lecteurs, encore un groupe qui est distribué par Irfan Le Label. Décidément la qualité a trouvé son partenaire, et la musique son digne phénomène de foire en Monofocus. "Tout entrée est définitive" comme ils aiment à le rappeler. JP.



## Nous avons également reçu...

■ **Éléments d'écologie, écologie fondamentale**, François Ramade, éd. Dunod, 2009 (4<sup>e</sup> édition), 689 p. 49 € Le livre de base de l'écologie scientifique... Une bonne base avant de passer à l'écologie politique.

■ **Effondrement**, Jared Diamond, éd. Folio-Essais, 2009, 880 p. Réédition en poche de cet excellent livre (présenté dans le n°342) qui étudie comment des civilisations se sont effondrées et comment nous avons encore le choix pour éviter l'effondrement final.

■ **Les enfants du capitaine Grant**, Alexis Nesme, éd. Delcourt, 2009, 48 p. 9,95 € Adaptation du roman de Jules Verne où les personnages ont des têtes d'animaux, magnifique travail graphique sur un thème devenu aujourd'hui un classique.

■ **Le commerce des idées philosophiques**, sous la direction de Louis Pinto, éd. du Croquant (Savoie), 2009, 190p. 22 € A partir du moment où un philosophe est traduit, ses écrits passent par des biais divers qui peuvent modifier la pensée originale, d'où des polémiques à n'en plus finir. Les auteurs se penchent sur les utilisations biaisées pour des buts commerciaux ou politiques.

■ **De la consommation à la consom'action**, René Longuet et Muriel Lardi, éd. Jouvence, 2009, 190p. 9,50 € Derrière chacun de nos gestes de consommation, il y a un coût environnemental et social caché. L'ouvrage présente de nombreuses données chiffrées sur différents produits. La critique de la consommation elle-même reste modérée.

■ **Stratagèmes du changement**, Lukas Stella, éd. Libertaires, 2009, 96p. 10 € Sous-titré "de l'illusion de l'intraçable à l'invention des possibles" cet ouvrage insiste sur la difficulté de penser le changement dans une société du spectacle qui entretient des croyances et des soumissions. La difficulté est d'arriver à éviter deux écueils : se cantonner dans la résistance (les anti) et se définir comme prophète (ceux qui ont un programme qui aurait réponse à tout). S'appuyant beaucoup sur la pensée féconde de Raoul Vaneigem, l'auteur propose de se lancer dans l'inconnu, de développer des espaces flous où s'expérimentent de nouvelles pratiques.

■ **Sortir de la crise globale**, Attac, éd. La Découverte, 2009, 150p. 10 € L'association Attac s'appuie sur une longue analyse de la crise du capitalisme financier, pour proposer (dans les 20 dernières pages) une approche sociale et écologique : développer une finance internationale coopérative, démocratiser l'entreprise, répartir autrement les richesses, protéger les biens communs. Faillard.

■ **Autopsie du monde animal**, Allain Bougrain-Dubourg, éd. Rue de l'Échiquier, 2009, 96p. 12 € Interrogé par Guilhem Lesaffre, le président de la LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, explique son parcours et ses idées. Il débat des liens associations-entreprises, ses espoirs dans le Grenelle et le développement durable, son respect pour Brigitte Bardot (!).

■ **Les vertiges de la technoscience**, Bernadette Bensaude-Vincent, éd. La Découverte, 2009, 228p. 17 € Sans remettre en cause les fondements des nouvelles technologies, l'auteure, philosophe des sciences, montre les conséquences sur la société de l'arrivée des nanotechnologies, de l'informatique, des OGM et plaide en faveur d'un débat politique.

■ **Nous réconcilier avec la Terre**, Hervé-René Martin et Claire Cavazza, éd. Flammarion, 2009, 280p. 20 € L'ouvrage explique qu'il n'y aura pas de sortie de crise sans changer notre regard sur les relations Terre-Terriens. La solution serait spirituelle. Il présente alors des entretiens : Gilles Clément, Lama Denys Rimpoché, Michel Maxime Egger, Eveline Grieder, Jean-François Malherbe, Paule Salomon, Annick de Souzenelle, Jean Staune.

■ **Peindre et décorer au naturel**, Nathalie Boisseau, éd. Alternatives, 2009, 112p. 13,50 € Joliment présenté, un rapide survol des techniques : enduits, mortiers, colles, peintures murales, entretien du bois...

■ **Faut-il éliminer les pauvres**, Françoise Ecken, éd. L'Harmattan, 2009, 260p. 25 € De l'aide aux pauvres nous en sommes venus aujourd'hui à la culpabilisation et à la répression. Comme si le système n'était pas responsable de l'exclusion. Un historique des politiques sociales et des marques de l'exclusion.



# AlterTour 2009

Cette été, du 6 juillet au 9 août 2009, l'AlterTour a réalisé un parcours en arc-en-ciel de Besançon à Notre-Dame-des-Landes (Nantes) en passant par le nord. Cette année, l'AlterTour a été l'occasion d'une campagne de vérification du dopage par les micro-ondes des antennes relais de téléphones. 580 mesures ont été réalisées sur le parcours, l'occasion de trouver quelques antennes cachées (dans le toit d'une église par exemple), de pointer les zones refuges (moins de 10 mV/m) et les pics (plus de 26V/m). L'AlterTour a été l'occasion de très nombreuses rencontres et débats... Une nouvelle édition est prévue pour l'été 2010.

